

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - N° 13776 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

SAMEDI 13 MAI 1989

Le retrait unilatéral par Moscou de cinq cents ogives nucléaires

Les propositions de M. Gorbatchev vont raviver les dissensions au sein de l'OTAN

Le fer dans la plaie

« Un bon pas, mais un petit pas. » Ce commentaire de M. Baker, le secrétaire d'Etat américain, devant les propositions de désarmement que M. Gorbatchev venait de lui présenter à Moscou, épuise-t-il la réaction de l'alliance atlantique à l'heure où la négociation reprend sur tous les terrains entre l'Est et l'Ouest ? Bien évidemment non, ne serait-ce que parce que ces propositions ont toutes les chances de raviver les dissensions entre les Occidentaux.

Sur le plan technique, la portée du geste unilatéral annoncé par Moscou est plutôt mince. Les cinq cents ogives nucléaires qui seront retirées cette année d'Europe représentent moins de 5 % de l'arsenal soviétique total, elles ne réduisent guère la supériorité de 14 contre 1 dont dispose actuellement le pacte de Varsovie dans le domaine des missiles sol-sol à courte portée. Compte tenu de cette supériorité abondamment commentée ces derniers mois, et après la réduction unilatérale de 10 % des effectifs de l'armée rouge annoncée par M. Gorbatchev à New-York en décembre, on pouvait s'attendre à mieux.

Cela dit, les autres propositions tombent à point nommé pour accentuer les divergences entre Washington et Bonn, où M. Kohl a été surpris vendredi. La promesse de retirer toutes les armes nucléaires tactiques américaines et soviétiques d'Europe au cours des deux prochaines années n'est rien d'autre que cette « troisième option zéro » qui inquiète tant les adversaires de la dénucléarisation et séduit tant d'Allemands, premières victimes potentielles de ces armes. Sans doute le gouvernement de M. Kohl — moins par conviction que par fidélité à ses alliés — rejette-t-il cette option. Mais il demande en même temps une négociation que M. Gorbatchev s'empresse de lui offrir à nouveau, et dans des conditions plus crédibles que par le passé.

C'est ce qui résulte en effet des nouvelles propositions faites sur les armements conventionnels. Le « retrait » de 40 000 chars du pacte de Varsovie sur 60 000 est de nature à répondre aux inquiétudes de ceux qui dénoncent le suréquipement de l'Est.

Sans doute un long travail reste-t-il à accomplir pour définir les types d'armes concernés, les deux alliances ayant donné des chiffres notoirement différents dans plusieurs domaines. Mais il est désormais probable que la négociation de Vienne s'engagera, en gros, sur la base des propositions soviétiques.

Encore faudrait-il que l'alliance atlantique surmonte au préalable ses divergences. Plusieurs de ses membres s'emploient actuellement à trouver des formules de compromis, tant sur le problème de la modernisation des fusées lance que sur la négociation proprement dite, sur le défilé et les conditions dans lesquelles elle pourrait s'ouvrir et sur le lien à établir avec les pourparlers de Vienne. Un repliage n'est donc nullement exclu avant le sommet de l'OTAN à la fin de ce mois. Mais la solution des vrais problèmes devra, à l'évidence, attendre beaucoup plus longtemps.



M. Mikhail Gorbatchev a par ailleurs détaillé les propositions que la délégation soviétique présentera à la négociation de Vienne sur les armements conventionnels. Il suggère notamment de réduire de plus d'un million les effectifs de chaque alliance en Europe et d'aboutir, par le moyen de réductions asymétriques, à des plafonds égaux dans les grandes catégories d'armements.

Le pacte de Varsovie renoncerait ainsi à 40 000 chars, tandis que l'OTAN devrait réduire son aviation de 55 %.

(Lire page 6 l'article de BERNARD GUETTA.)

La visite à Pékin du numéro un soviétique
Lire page 3 l'article de FRANCIS DERON

Le FLNKS crée sa commission d'enquête

La nouvelle malédiction d'Ouvéa

Le bureau politique du FLNKS, qui a confirmé sa volonté de respecter les accords de Matignon, a décidé de créer une « commission d'enquête » sur les circonstances de l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou et Yéwéné Yéwéné. Sur l'île d'Ouvéa, la population canaque, en état de choc, se juge collectivement coupable.

LE D'OUVÉA de notre envoyé spécial

Ce sont quatre planches clouées que l'on ne veut pas voir. C'est un souvenir pestiféré que l'on veut chasser de sa mémoire. L'île d'Ouvéa maudit cent fois, mille fois le cercueil de Djubelly Wéa. Dès qu'un avion, ces derniers jours, se posait à l'aéroport d'Ouvéa, trois camionnettes venaient immédiatement récupérer des paquets et des colis, en vérité vérifier que le cercueil indésirable n'avait pas quitté la morgue de Nouméa.

« A 10 000 francs par jour, la chambre froide, ça va coûter cher au clan Wéa », disaient les plus cyniques. Qu'un avion privé ait, vendredi 12 mai, débarqué le

corps directement à la tribu de Gossanah dans l'extrême nord de l'île, de nuit, à la sauvette, en catimini, d'accord. Mais personne ne voulait le voir emprunter les 20 kilomètres qui séparent l'aéroport du village de Gossanah.

L'île d'Ouvéa maudit le cercueil de Djubelly Wéa parce qu'elle est aujourd'hui frappée par la honte. « Tous les gens d'Ouvéa sont touchés par ce drame car il a eu lieu dans notre île. Chez nous, les Kanaks, c'est la règle de la responsabilité collective. Tout le monde nous désigne maintenant du doigt », murmure Rémi Toulangi. Sa qualité de militant de l'Union calédonienne (UC) et d'adversaire proclamé de Djubelly Wéa n'y fait rien. Il est originaire d'Ouvéa. C'est son fardeau.

Aux obsèques de Yéwéné Yéwéné, sur l'île de Maré, il s'est fait brutalement éconduire lorsqu'il a voulu prendre une photo. Déjà, à la morgue de Nouméa ou devant le cinéma du Centre-ville, le Rex, des habitants d'Ouvéa s'étaient fait traiter d'« assassins ».

FREDERIC BOBIN.
(Lire la suite page 9.)



JEAN-MARIE ROUART

La femme de proie

Cette malédiction qu'on appelle la passion, Jean-Marie Rouart l'aborde avec une qualité d'écriture, nerveuse et douce, qui en fait le juste héritier de P.-J. Toulet.

Jean-François Josselin / Le Nouvel Observateur

ROMAN

WASHINGTON de notre correspondant

Attendre encore n'était plus guère possible. Moins de vingt-quatre heures après que le général Noriega ait lancé un véritable défi aux Etats-Unis en annulant les élections et en faisant rouler de coups les candidats de l'opposition, M. George Bush a annoncé, jeudi 11 mai, une série de mesures dont la plus spectaculaire est l'envoi d'un modeste détachement de troupes destinées à assurer la « protection des citoyens américains » au Panama. Encore le président a-t-il pris soin de ne citer qu'un dernier chiffre : 500 hommes.

Les autres décisions portent en particulier sur le rappel de l'ambassadeur à Panama, la réinstallation en lieu sûr — notamment à l'intérieur des bases américaines — des fonctionnaires américains résidant au Panama et de leurs familles.

JAN KRAUZE.
(Lire la suite page 4.)

Face au défi du général Noriega

M. Bush annonce l'envoi de renforts au Panama

Au lendemain de l'annulation des élections, des rumeurs circulent à Panama à la fois sur un possible coup d'Etat et sur des négociations entre le pouvoir et l'opposition. Face au défi du général Noriega, le président Bush a annoncé, jeudi 11 mai, l'envoi de 1 881 soldats supplémentaires pour renforcer les 11 000 hommes de troupe qui s'y trouvent déjà. Un geste qui s'accompagne d'une véritable offensive diplomatique.

Les députés et la loi sur la sécurité

Routes: la répression amendée



L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi sur la sécurité routière après l'avoir amendé. Le PS et l'UDC ont voté pour, le RPR, l'UDF et le PC se sont abstenus. (Lire page 10.)

Elections sur fond de crise économique

Fiévreuse Argentine...

Vingt millions d'électeurs argentins doivent élire dimanche 14 mai leur futur président, ainsi que leurs députés, sénateurs et maires. Au terme d'une campagne animée, dans un contexte de très grave crise économique, les sondages donnent une avance non négligeable au candidat du Parti justicialiste (péroniste), M. Carlos Saul Menem, qui fait face à celui du Parti radical (au pouvoir), M. Eduardo Angeloz, et à ceux de six autres petits partis.

BUENOS-AIRES de nos envoyés spéciaux

Fiévreuse Argentine... A la veille du scrutin, la crise économique est à son comble. Le dollar, le « dieu vert » ici adulé, s'envole. Il valait 17 australes il y a deux mois, 90 hier, 100 aujourd'hui. Un billet de 100 australes était naguère refusé faute de monnaie; il représente maintenant un honnête pourboire. Dans les magasins, la valse des étiquettes prend le rythme fou d'un étrange tango. Les commerçants ont

du mal à tenir à jour leur liste de prix. Les pompistes refusent les cartes de crédit. Aux alentours de la City, le quartier des banques, la foule se presse autour des écrans de télévision qui donnent le cours... de l'heure.

Dans un pays où tout le monde joue à spéculer — « un véritable champ de courses », selon le mot d'un observateur — même les gamins placent leurs économies ! En dépit de succès « plans de stabilisation » économique, la crise, depuis deux ans, n'a pas cessé d'empirer. Elle prend aujourd'hui un tour dramatique pour d'innombrables familles. Celle d'Emilia, en deux mois, a tout perdu.

Tous vivaient à Mardel-Plata, sur la côte, dans une maison de cinq pièces. Ils avaient la télévision — en noir et blanc — et possédaient une petite voiture. Modeste, mais pleine d'espoir : au point de déménager vers la capitale pour regrouper la famille, dont un membre, Eduardo, travaillait comme électricien-plombier à Buenos-Aires.

CATHERINE DERIVERY et DENIS HAUTIN-GIRAULT.
(Lire la suite page 4.)

Les Deux Grands et le Liban

Un appel commun de Washington et de Moscou au respect du cessez-le-feu
PAGE 28

Les divisions de l'opposition

Les rénovateurs en butte aux vives critiques du RPR
PAGE 7

L'affaire Finlay

Provocations d'artiste ou fantasmes antisémites ?
PAGE 11

Cannes 89

La fête du ministre. « New York Stories », toiles de maître
PAGES 17 et 18

Loi Méhaignerie

Les propriétaires s'inquiètent de sa remise en question
PAGE 24

Crédit lyonnais

La caisse des dépôts apporte 1,5 milliard de francs
PAGE 25

Le sommaire complet se trouve en page 28

Le Monde

SANS VISA

Oklahoma, patrie du peuple rouge

■ La table : défense des consommateurs; la croisière du bien-vivre. ■ Escapes. ■ Jeux.

Pages 13 à 16

Débats

CODE PÉNAL

Le fou, le coupable, le psychiatre et le juge

par MARCEL LEMONDE (*)

La réforme du code pénal est à nouveau à l'ordre du jour. Vaste programme, de l'avis général. Modernisation sans doute nécessaire. Priorité des priorités pour adapter notre justice au vingt et unième siècle ? Il est permis d'en douter. S'agissant de certains dysfonctionnements de la justice pénale, si l'on se borne à modifier les dispositions d'un code déshéant sans envisager d'autres réformes, on sera probablement déçu par le résultat : la refonte du code pénal risque fort de n'être alors qu'un simple dépeçage sans grande conséquence.

Prenez pour exemple le problème de l'article 64 de ce code, celui qui régit les rapports de la justice pénale et de la maladie mentale.

Le projet gouvernemental propose de remplacer cet article (« Il n'y a ni crime ni délit lorsque le prévenu était en état de démence au moment de l'action ») par le texte suivant : « N'est pas punissable la personne qui était atteinte, au moment des faits, d'un trouble psychique ou neuro-psychique ayant aboli son discernement ou le contrôle de ses actes ».

Il s'agit, selon l'exposé des motifs, d'adopter une rédaction « plus conforme aux données actuelles de la psychiatrie ».

En réalité, on peut se demander si cette façon de procéder n'a pas simplement pour effet de gommer les anachronismes trop voyants du vocabulaire sans modifier en rien la solution retenue : espérer de réels changements d'une réforme consistant à décider qu'il sera dorénavant préférable de poser à un expert psychiatre la question : « L'inculpé était-il atteint d'un trouble psychique au moment des faits ? » plutôt que : « Était-il en état de démence au moment de l'action ? », c'est sans doute se montrer très optimiste.

Question mal posée ?

Et si la question était mal posée ? Et si, avant de soulever un problème de droit pénal général ou de psychiatrie, l'article 64 était du ressort de la procédure pénale ?

Les Français (qui se targuent de cartésianisme) éprouvent beaucoup de difficultés à poser correctement un problème de procédure pénale (à la différence des Anglo-Saxons dont la logique est beaucoup plus pragmatique). Ainsi, dans notre exemple, le bon sens voudrait que, pour répondre

avec pertinence à la question « Que faire du malade mental délinquant ? », on s'interroge d'abord : a-t-on bien affaire, d'une part, à un malade mental ; d'autre part, à un délinquant ? Or la loi française ne permet de poser que la première partie de la question. Il n'est pas interdit de considérer que, tant qu'il en sera ainsi, il sera difficile de répondre correctement.

C'est d'autant plus fâcheux que la place de l'expertise psychiatrique dans le procès pénal s'est aujourd'hui considérablement accrue : loin d'être limitée aux cas où l'inculpé est susceptible de présenter une pathologie mentale, elle revêt un caractère systématique dans toutes les affaires criminelles. Dès lors, il ne s'agit que très exceptionnellement de dire si l'inculpé se trouvait ou non en état de démence au moment des faits ; en général, on attend de l'expert qu'il apporte un éclairage sur le fonctionnement mental d'une personne plus ou moins « normale ».

L'expert psychiatre a un rôle considérable à jouer dans le procès pénal. Mais un acteur, aussi bon soit-il, peut-il satisfaire la public en donnant toute la mesure de son talent si le scénario est mal construit ? L'expérience prouve, hélas, que l'intervention du psychiatre devant la cour d'assises donne fréquemment lieu à un spectacle judiciaire de médiocre qualité : intervenant à contre-temps (au cours de l'instruction et par la suite, si l'affaire arrive jusqu'à l'audience, avant toute déclaration de culpabilité), s'efforçant de répondre à des questions mal formulées, l'expert ne peut que « décevoir ». Qu'en relit le *Figaro* ? Qu'en dit Gilles Perrault. Qu'en se demande comment l'expertise psychiatrique de Luc Tanguer pourrait se dérouler dans de bonnes conditions si, préalablement, on ne s'est pas prononcé sur la culpabilité de l'intéressé.

Comment l'expert pourrait-il ne pas se livrer à des contorsions intellectuelles pour expliquer que l'accusé était ou n'était pas « en état de démence » lorsqu'on l'a condamné ? Les faits dont il n'est pas l'auteur, tout en précisant que la personnalité du prévenu a quelque chose d'inquiétant ou non... Que tout cela est satisfaisant pour l'esprit ! Et combien d'autres exemples pourraient-on citer !

Il est grand temps que l'on s'efforce d'introduire dans notre

droit un minimum de logique procédurale : il est paradoxal que soient organisés de la même façon le procès de celui qui nie les faits et le procès de celui qui plaide coupable.

Parler de présomption d'innocence lorsque la culpabilité n'est pas discutée n'a pas beaucoup de sens. Au contraire, quand les faits sont contestés, tout devrait être fait pour rendre effective la présomption d'innocence. C'est malheureusement loin d'être le cas.

Scinder les audiences

Lorsque les faits sont niés, il faut absolument que, dès le stade de l'instruction, la procédure soit suffisamment différenciée pour que cessent les errements actuels : aujourd'hui, sur la culpabilité, la confusion règne à tous les stades du procès ; ainsi est entretenue l'idée que l'inculpation est une condamnation et que la détention provisoire est une peine, et la conséquence est qu'elles le sont, hélas, bien souvent.

Il faut aussi, lorsque la culpabilité est discutée, que l'audience de jugement soit scindée en deux phases : la première consacrée à l'examen des charges et rien que des charges ; la seconde (qui n'a de raison d'être qu'en cas de déclaration de culpabilité) à l'étude de la personnalité du coupable. Après tout, la première question à laquelle doit répondre un juge n'est pas de savoir si l'accusé est fou ou non, mais s'il est coupable ou non. L'expert, quant à lui, ne peut intervenir correctement au procès que si deux expertises distinctes sont organisées, à l'occasion desquelles il devra répondre à des questions fort différentes, n'ayant aucun rapport entre elles :

— En premier lieu, (question totalement indépendante des faits poursuivis et qui ne se justifie que si la santé mentale du prévenu pose problème *a priori*) l'inculpé est-il jugable ? Autrement dit, comprend-il ce qui lui est reproché et est-il en mesure de se défendre ? Si la réponse est oui, le procès peut avoir lieu. Il devient un procès ordinaire débouchant sur une déclaration de culpabilité ou un acquittement. Le psychiatre n'a aucun autre rôle à jouer à ce stade, qui doit être celui du juge et de lui seul ;

— Si la réponse est non, il faut renoncer au procès, mais cette renonciation doit toujours être

(*) Magistrat.

INSTITUTIONS

Ce couple qui nous gouverne

par RAPHAËL HADAS-LEBEL (*)

Ou en sont, un an après, les relations entre le président de la République et le premier ministre ? La question va au-delà de l'anecdote. Rien n'est plus éclairant, pour une bonne compréhension de nos institutions, que l'analyse des relations complexes qui, au fil des ans, se sont nouées et se dénouées à l'intérieur du couple que constituent les divers présidents de la République et chacun des dix premiers ministres qui, depuis 1958, se sont succédés à Matignon.

Depuis mai 1988, une intéressante division du travail semble s'être établie, qui fonctionne somme toute de façon harmonieuse.

A François Mitterrand les affaires étrangères et la défense. Sommet des Sept, présidence française de la CEE, débat sur les armes stratégiques, arbitrages sur la programmation militaire : les sujets ne manquent pas pour un président soucieux de marquer sa stature internationale. Dans ces matières, le premier ministre prend garde à ne pas se mettre en avant. Si Michel Rocard a reçu à dîner Yasser Arafat, il est bien apparu que l'initiative, dans cette affaire controversée, est bien venue de l'Élysée. Seules les questions économiques et commerciales internationales donnent lieu à une sorte de « cooptation » entre l'Élysée, qui donne les impulsions, et Matignon, qui les met en œuvre.

A cela s'ajoutent quelques matières pour lesquelles le chef de l'État a toujours montré un intérêt personnel : institutions, libertés publiques, grands travaux (après le Louvre, la Très Grande Bibliothèque mais aussi l'audiovisuel).

Tout le reste

A Michel Rocard, tout le reste. Ainsi, pour le dossier néo-caldésien dont le premier ministre a assumé la pleine responsabilité, avec ses succès — la conférence de Matignon — ses demi-échecs — les abstentions au référendum — et ses drames, les récents attentats. Il en est de même pour le budget, presque exclusivement arbitré par le premier ministre. Pour les conflits sociaux, gérés avec ce pragmatisme indéfectible qu'on a appelé la « méthode Rocard ». Pour la gestion du travail parlementaire, entièrement piloté, non sans habileté, par Matignon. Pour les questions de la vie quotidienne (sécurité routière, permis à points, chantiers du secteur public) dont Michel Rocard veut se faire une spécialité.

Les divergences ne sont certes pas absentes sur les modalités de l'ouverture, sur tel aspect de la politique économique, sur la gestion de tel conflit social, mais elles n'ont jamais jusqu'ici dégénéré. Bien décidé à manifester sa présence, le président se rappelle parfois, non sans malin plaisir, à l'attention de son premier ministre — et des Français — par quelques déclarations bien senties. Un 14 juillet ou un 31 décembre, assorties de rappels à l'ordre sur le code pénal ou le statut des immigrés. Une manière de rappeler que c'est lui qui, à la fin des fins, est le porteur ultime du projet collectif de la France. Mais ces interventions relèvent plus de la mise en garde que du pouvoir d'évoquer.

tion, prérogative traditionnelle de nos souverains.

Tout se passe comme si, en entendant son second septennat, le président avait souhaité consacrer une pratique qui collerait de façon rigoureuse au texte de la Constitution. C'est le gouvernement qui, à défaut de la « direction », « conduit », en pratique la « politique de la nation », comme le veut l'article 20. Pour la première fois sous la V^e République, la procédure référendaire de l'article 11, qui prévoit une « proposition » du gouvernement a été scrupuleusement appliquée. Quant au Président, il tend à se recentrer sur une fonction d'essence arbitrale. Celle-ci le met à l'abri de la gestion quotidienne tout en lui permettant de fixer les grandes orientations. Une présidence relative ? Non, certes. Plutôt, une présidence sélective, mais vigilante.

« Un nouvel équilibre » ?

A cette évolution, qui, sans être nouvelle — cela avait commencé sous le gouvernement Follon — tranche avec les tentatives improvisées de certains présidents — y compris de François Mitterrand en 1981-1982, — les explications ne manquent pas. Il s'agit d'abord d'un second septennat. Le président aura estimé, sans raison, avoir épuisé les charmes — et les contraintes — d'une gestion trop tatillonne. Au demeurant, pourquoi intervenir sans titre ni raison, lorsqu'il ne s'agit plus de changer la société mais de la gérer de façon plus équilibrée, en s'appuyant sur une majorité parlementaire qui n'est que relative ? Un consensus n'existe-t-il pas entre président et premier ministre sur les thèmes de la Lettre à tous les Français ? Mais peut-être faut-il aller au-delà et retrouver une origine paradoxale de ce « nouvel équilibre » dans l'expérience de la « collaboration » qui, par *modus regendi* mais au point en 1986, avait conduit à une répartition des pouvoirs fondée sur une lecture scrupuleuse de la Constitution.

En somme, François Mitterrand bénéficierait aujourd'hui de tous les avantages de la collaboration — transfert au gouvernement du fardeau du pouvoir quotidien — sans en subir les inconvénients. Divergences de fond avec le premier ministre, escarmouches sur la politique étrangère et la défense, conflits sur les nominations à la tête des administrations et des entreprises publiques, ce ne sont plus là que de mauvais souvenirs.

Assiste-t-on alors, pour la première fois depuis trente ans, à l'émergence d'une pratique équilibrée de la Constitution de 1958 ? Ce n'est pas impossible. Toutefois, le fonctionnement de nos institutions ne résulte pas seulement de la pratique des textes, mais des rapports entre les hommes. Deux hommes que leurs tempéraments séparent, et qui souvent s'affrontent, semblent aujourd'hui, malgré certaines agaceries passagères, trouver intérêt — et peut-être même plaisir — à travailler en commun, puisque en toute logique, ils ne sont plus rivaux. Rien ne s'oppose à ce que cela dure. Mais on sait que la logique ne gouverne pas toujours les rapports entre les hommes.

(*) Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.

M. Zhao Ziyang

Le premier ministre chinois Zhao Ziyang a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989. Il succède ainsi à Deng Xiaoping, qui a démissionné de ses fonctions de premier ministre en 1989.

Il est le premier président de la République populaire de Chine à avoir été élu par le peuple.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Il a été élu à la présidence de la République populaire de Chine le 27 mars 1989.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléc. MONDOPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1969-1989), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme

des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak

Rédacteur en chef : Daniel Vermet

Correspondant en chef : Claude Salas

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-98-81

Le Monde

TELEMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE ou 36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	594 F	708 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 900 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements Tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs en prévision : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Les codes Dalloz ne cessent de grandir : régulièrement mis à jour, enrichis des annotations de jurisprudence et complétés de bibliographies, toujours accessibles grâce à de nombreuses tables. Nouveau code de procédure civile 1989.



Sa grandeur est à l'intérieur.

20 CODES DALLOZ • LE DROIT DE SAVOIR

مكتبة الأمل

Etranger

... Le Monde • Samedi 13 mai 1989 3

Le voyage du numéro un soviétique à Pékin

M. Zhao Ziyang sera le véritable interlocuteur de M. Gorbatchev

Le sommet entre MM. Mikhaïl Gorbatchev et Deng Xiaoping aura lieu en Chine du 15 au 18 mai. Mais, compte tenu des développements de ces dernières semaines, le véritable interlocuteur du président soviétique devrait être le secrétaire général du PC chinois, M. Zhao Ziyang.

PÉKIN
de notre correspondant

Lorsque M. Deng Xiaoping annonça, le 13 octobre 1988, qu'il entendait rencontrer M. Mikhaïl Gorbatchev cette année pour sceller le rapprochement sino-soviétique, il se posait comme le principal interlocuteur chinois du chef du Kremlin durant son séjour historique à Pékin. Aujourd'hui, la visite que M. Gorbatchev rendra à M. Deng paraît presque protocolaire. L'homme avec lequel il aura les conversations les plus déterminantes pour l'avenir des relations sino-soviétiques est son homologue à la tête du parti, M. Zhao Ziyang. Ce dernier, après avoir subi une série de revers qui ont fait croire un temps qu'il était en perte de vitesse, a redressé sa propre situation de manière spectaculaire à la faveur de la récente agitation universitaire. Au point qu'il apparaît ces jours-ci comme une esquisse de « Gorbatchev chinois ».

L'intervention de M. Zhao, le 4 mai, devant les hauts responsables de toute la finance asiatique réunis à Pékin, prenant le contre-pied de tout ce qu'avaient tenté ses pairs face à l'agitation universitaire, relevait d'un de ces coups de maître dont M. Gorbatchev a regagné les Occidentaux au cours des dernières années. En promettant au congrès annuel de la Banque asiatique de développement de pratiquer en Chine une plus grande « transparence », M. Zhao n'a pas fait moins qu'annoncer des réformes à l'égard des entreprises étrangères en économie — dont le ministre des finances de Taiwan, Mme Shirley Kao — qui venait absolument investir en République populaire mais souhaitait que Pékin se montre politiquement à la hauteur de ses engagements économiques.

Or les derniers développements de l'agitation étudiante montrent que le pouvoir chinois est confronté à un mouvement de grogne bien mieux organisé que ceux qu'il était habitué à mater par le passé. Le noyau dur étudiant tire manifestement sa force d'un soutien populaire, mais aussi d'appuis tactiques à l'intérieur même de l'appareil du parti et de l'Etat, ainsi que des sympathies qu'il a recueillies lors des élections.

Le gouvernement a dénoncé l'existence d'une « petite poignée d'élites » décidées à porter le combat contre le régime tel qu'il existe actuellement. Ce thème de la « petite poignée » fait généralement sourire les Chinois, pour la raison qu'il est réassuré depuis des dizaines d'années par le régime.

Personne, à Pékin, n'est allé jusqu'à accuser publiquement Washington ou Taipei de « mener la danse », mais certains ne se sont pas privés de mettre en garde contre

l'influence pernicieuse de « forces de l'étranger ». Ce réflexe sous-tendait la réaction du pouvoir à un appel lancé quelques jours avant la réunion de la BAD par l'estrophysicien dissident Fang Lizhi, dans les colonnes du quotidien américain *Asian Wall Street Journal*, pour que les Occidentaux commencent à réduire progressivement leurs investissements en Chine de manière à contraindre le pouvoir à se libérer. Comme on pouvait s'y attendre, le régime a mis en doute le patriotisme de M. Fang.

Il est d'autre part indéniable que, comme l'a affirmé le porte-parole du gouvernement, les étudiants chinois ont été conseillés dans leur action par des personnes d'origines diverses, décidées à faire reculer le pouvoir actuel, et que certaines d'entre elles entretenaient des liens avec des groupes de pression extérieurs au continent chinois : aux Etats-Unis, à Taiwan ou ailleurs.

Le « problème étudiant »

L'évolution du mouvement depuis le 15 avril jusqu'à son apogée le 4 mai traduit cette influence extérieure aux universités chinoises. Du ras-le-bol spontané prenant pour prétexte la mort de Hu Yaobang, les étudiants en sont arrivés à une action réfléchie, caractérisée par une intelligence remarquable du rapport de forces avec les autorités, et soucieuse d'éviter les provocations risquant de faire dériver la situation. De notoriété quasi publique,

certaines anciennes activités du printemps de Pékin de 1978-1979 ne sont pas étrangères à cette évolution, qui a permis au mouvement étudiant d'acquiescer une maturité qui lui avait fait défaut lors de la crise de l'hiver 1986-1987.

Cette situation a été favorisée par l'ouverture du pays sur le monde extérieur. Il pourrait difficilement feindre d'ignorer les liens instantanés entre une opposition extérieure autrefois microscopique et le monde universitaire du continent. L'Alliance démocratique de Chine, qui, depuis les territoires américains et canadiens, commence à s'ériger en groupe d'opposition non-négligeable en exil, est l'exemple le plus connu de cette évolution. L'animateur de cette organisation, M. Wang Hing-hang, et l'un de ses adjoints, M. Tang Guangzhong, ont été retenus au départ de Tokyo, sur intervention de l'ambassade de Chine au Japon, lorsqu'ils ont voulu signer la Chine pour prendre part aux manifestations du 4 mai. Personne à Pékin ne peut sérieusement douter de M. Wang lorsqu'il assure avoir des amis dans les cercles intellectuels du continent.

Mais si, devant M. Gorbatchev, M. Zhao Ziyang peut adopter un profil bien plus haut qu'il n'aurait pu le faire il y a quelques mois, lorsque toutes ses initiatives de réforme politique étaient bloquées par ses partenaires au sein de la direction chinoise, c'est qu'il vient de donner la preuve qu'il entendait adopter une approche radicalement différente de celle du type « forteresse assiégée » caractéristique de l'Éti-

tage léoniste. Il semble concevoir que le « problème étudiant » des dernières semaines ne se ramène nullement à une simple agitation apparue sur le terrain favorable des universités et éventuellement aidée par un coup de pouce de l'étranger.

D'une part, cette intervention extérieure, encore très modeste pour autant qu'on puisse en juger, correspond à une certaine forme de sur-saut des Chinois d'outre-mer que le régime n'a pas que des raisons de redouter. Pendant des années, ils avaient gardé un prudent silence sur tout ce qui se passait en Chine. Le complexe de l'exilé, profondément enraciné dans l'inconscient collectif du plus grand nombre d'entre eux, semble aujourd'hui commencer à s'estomper. Et pour cause : les perspectives créées par l'ouverture économique les ont amenés, eux-mêmes ou leurs enfants, à reprendre langue avec le continent, à s'y rendre en visite, à rétablir des relations commerciales. Or Pékin est parfaitement conscient de l'utilité de cet immense réservoir de talents pour la modernisation du pays. En outre, la fibre nationale au sein de ces communautés chinoises reste pour le gouvernement continental un facteur de modulation dont il a prouvé par le passé qu'il pouvait jouer habilement.

D'autre part, au cours des trois semaines d'agitation universitaire, les contestataires ont bénéficié d'appuis à l'intérieur même du système politique. Dès la mort de Hu Yaobang, l'un des établissements d'enseignement les plus prompts à réagir en entamant une campagne

d'hommage à sa mémoire a été l'école de la Ligue de la jeunesse. Par la suite, on a reçu plusieurs confirmations que les unités de la Ligue, que Hu dirigea longtemps, et des représentants de la mouvance la plus libérale du Parti communiste, soutenaient de manière plus ou moins active le mouvement.

La participation de journalistes libéraux de la presse officielle à la manifestation du 4 mai en fut un autre signe. Comme le fut, à peine plus discrètement, l'assurance donnée par l'Association nationale des journalistes de Chine — rien moins que cela — que s'ils venaient au siège de cet organisme para-gouvernemental, ils y trouveraient à coup sûr des rafraîchissements.

M. Zhao sait donc, un peu comme M. Gorbatchev il y a quelques temps, qu'il peut compter désormais sur un certain volant de sympathies au sein de l'appareil. Il ne lui reste plus, si l'on ose dire, qu'à savoir en jouer pour faire avancer une réforme politique encore bien retardataire par rapport à celle de son prochain interlocuteur, sans pour autant bouleverser l'échiquier instable où sont disposés les pions du régime.

Conciliant

Mais est-il homme à pouvoir résister au sur-saut conservateur que risque de susciter l'agitation récente ? Il a déjà montré par le passé qu'il n'était pas né de la dernière pluie. Par exemple lorsqu'un sortit de la révolution culturelle, pour le rétablir ses prérogatives de véritable chef de la province de Canton, il

utilisa, pour saper les vestiges locaux du maoïsme, les poussées de contestation qui finirent par parvenir en Occident sous la forme du célèbre manifeste du groupe Li Yizhe (1), précurseur du courant démocratique en Chine.

A l'occasion, M. Zhao sait se montrer conciliant, plier avec le vent, opérer un repli tactique. Lorsque M. Deng était dénoncé comme le pire des ennemis du socialisme chinois, avant la mort de Mao, il se joignit comme tout le monde au concert de critiques. Lorsque Hu Yaobang fut éliminé sous la pression des orthodoxes, il mit plusieurs mois avant de commencer à marquer son propre terrain.

Son handicap dans l'immédiat découle de la nature du régime qu'il est appelé à tenter de moderniser. M. Zhao a franchi une limite en imposant, pour ramener temporairement le calme dans les esprits échauffés par l'agitation, une méthode radicalement différente de celle prônée par M. Deng Xiaoping. Or il a encore besoin de l'appui de M. Deng pour parvenir au poste de président de la commission militaire du parti et prendre fermement en main la succession. La réaction personnelle de M. Deng, dont le caractère autoritaire est légendaire, face à ce déviation peut constituer un obstacle de taille.

La façon dont l'armée le perçoit reste encore incertaine. Son prédécesseur Hu Yaobang s'était mis à dos l'establishment militaire avec des méthodes du type maoïste de celles qu'il vient d'employer. Le caractère plus calculateur de M. Zhao peut lui attirer les sympathies d'une partie de l'armée, elle aussi en pleine mutation du fait de l'ouverture du pays. D'autant qu'il a la différence de M. Hu, il dispose, à défaut d'états de service substantiels dans les rangs de l'armée, de relations familiales avec ce secteur-clé du pouvoir.

Enfin, M. Zhao peut encore espérer bénéficier d'un consensus réformateur, vague mais réel, qui s'est progressivement imposé au pouvoir post-maoïste du fait même du chaos dans lequel la précédente succession, celle de Mao Zedong, s'était déroulée. Les événements des dernières semaines, venant en pleine crise d'inspection chinoise face au retard pris par rapport au reste du monde, peuvent jouer le rôle d'un stimulant psychologique pour le régime.

Autant que son intervention devant la Banque asiatique de développement, sa prochaine rencontre avec l'inventeur de la glasnost peut aider M. Zhao à faire avancer ses projets : nombre d'intellectuels chinois voient en M. Gorbatchev, à l'heure de la normalisation avec l'ancien « ennemi révisionniste », un facteur positif pour la réforme politique dans leur propre pays. Il reste au chef du parti chinois à faire la preuve qu'il peut gérer cet espoir sans s'affaiblir les forces distinctes, jalouses de leurs prérogatives, qui cohabitent dans les sphères du pouvoir. L'esquisse, à ce jour, n'est encore que cela.

FRANCIS DERON.

(1) Chinois, si vous aimez.

Un tourbillon diplomatique

PÉKIN
de notre correspondant

Le tourbillon politico-diplomatique s'est accéléré à Pékin avec l'annonce de la venue de M. Mikhaïl Gorbatchev. La Chine fait aujourd'hui savoir qu'elle est toujours en désaccord avec Moscou — et non pas seulement avec Hanoi — sur la manière de régler le conflit du Cambodge, jadis un des « obstacles » relevés par Pékin à la normalisation complète des relations sino-soviétiques. Le vice-premier ministre chargé de la diplomatie, M. Wu Xueqian, a déclaré au directeur du journal japonais *Yomiuri Shimbun*, dans une interview dont la presse chinoise a publié le résumé vendredi 12 mai, que l'Union soviétique a « une idée différente » de celle de la Chine sur la solution du problème, à savoir qu'une coalition quadripartite (incluant donc les Khmers rouges) soit mise sur pied après le départ complet des troupes vietnamiennes. Jeudi, le porte-parole du ministère des affaires étrangères avait reproché au Vietnam de s'être refusé, au cours des conversations que son vice-ministre des affaires étrangères, M. Dinh Nho Liam, vient d'avoir à Pékin, à prendre l'engagement que ses troupes ne reviendraient au Cambodge « sous aucun prétexte » à l'avenir.

M. Deng Xiaoping, recevant jeudi le président iranien Ali Khamenei, qui effectue ces jours-ci la première visite en Chine de chef d'Etat iranien depuis la révolution islamique, lui a déclaré qu'il allait « s'efforcer » avec M. Gorbatchev, « d'enterrer les querelles qui se sont fait jour » au cours des trente dernières années entre Pékin et Moscou « afin de normaliser les relations ». A l'adresse du chef de l'Etat iranien, M. Deng a encore lancé un appel à ce que les divergences internationales soient réglées « par le dialogue », tous les pays du tiers-monde devant « s'unir et s'abstenir de gaspiller leurs énergies en querelles ». « Nous souhaitons voir un Moyen-Orient stable », a insisté le vieux dirigeant chinois.

M. Deng s'est montré d'une discrétion quasi totale sur la situation intérieure, se contentant de souligner que la Chine « cherche à atteindre un environnement international et domestique stable. C'est la plus importante de ce que nous faisons ». Interrogé au cours d'une conférence de presse jeudi sur ses vues concernant le sort de l'Afghanistan en Chine, M. Khamenei a dit avoir l'impression que les musulmans chinois sont satisfaits des politiques adoptées par le gouvernement de Pékin. A l'issue de ses entretiens, il s'est rendu vendredi

au Xinjiang, dans le Turkestan chinois, probablement le région du pays où la Chine craint le plus l'apparition d'un intégrisme musulman.

A peine le chef de l'Etat iranien avait-il quitté la capitale qu'une manifestation de musulmans dans les rues de Pékin venait ajouter une difficulté supplémentaire aux épreuves que traverse le régime. Menés par les étudiants ouïgours de l'institut national des minorités, plus de cinq cents manifestants défilèrent en milieu de journée dans le quartier des universités en réclamant la liberté de religion — que le gouvernement assure leur garantir — et le respect des cultures minoritaires. Ils dénonçaient aussi la publication à Shanghai d'un livre qu'ils attribuaient à un « Russe chinois » sur les mœurs sexuelles des diverses nationalités de Chine, y compris les peuples musulmans.

Un projet de loi sur les manifestations ?

Divers mots d'ordre circulaient depuis jeudi dans les milieux étudiants pour tenter de profiter de la présence en ville, au cours de la visite de M. Gorbatchev, de plusieurs centaines de journalistes venus du monde entier. Certains expriment le vœu que M. Gorbatchev se rende à l'université de Pékin. D'autres parlent de manifestation. Le porte-parole du gouvernement, M. Yuan Mu, a donné à ces derniers un feu vert quasiment explicite en déclarant, vendredi, lors d'une conférence de presse, que le gouvernement adopterait la même attitude que ces dernières semaines si une manifestation se produisait. Il a cependant souligné que les étudiants prenant en considération « le prestige international » de la Chine, M. Yuan a aussi confirmé une information de l'agence Chine nouvelle selon laquelle les autorités s'apprêtaient à faire circuler pour discussion un projet de loi sur la liberté de manifestation.

F. D.

JAPON : la crise politique

M. Ito refuse de succéder à M. Takeshita

M. Masayoshi Ito, qui devait permettre au Parti libéral démocratique (PLD) de sortir de la crise provoquée par le scandale Recruit, a refusé, vendredi 12 mai, de succéder à M. Noboru Takeshita à la tête du parti et du gouvernement japonais. M. Ito doit communiquer officiellement sa décision au secrétaire général du PLD, M. Shinzō Abe, lors d'une entrevue vendredi après-midi. M. Abe aurait décidé, de son côté, de démissionner de ses fonctions pour avoir échoué à convaincre M. Ito.

Interrogé par la presse, le premier ministre démissionnaire, M. Noboru Takeshita, a déclaré tout ignorer du refus de M. Ito. « Je ne sais pas. Il ne m'a pas contacté », a affirmé M. Takeshita. Jeudi, M. Takeshita avait eu un entretien de plus de trois heures avec M. Ito pour tenter de le convaincre de prendre la succession. Agé de soixante-quinze ans, l'ancien ministre des affaires étrangères est le seul dirigeant de

premier plan du Parti conservateur à ne pas être impliqué dans l'affaire Recruit, le plus grave scandale politico-financier de l'après-guerre au Japon. M. Ito justifie son refus en invoquant son âge et son mauvais état de santé. Il souffre du diabète.

Mais le président de la commission exécutive du PLD, qui a conservé un train de vie extrêmement modeste au milieu de ses collègues jonglant avec les millions, n'a pas caché son mécontentement devant le refus de l'appareil conservateur de procéder à une véritable réforme des mœurs politiques japonaises. Un vague projet de réforme adopté la veille par le PLD est révélateur de la volonté des conservateurs de s'en tenir à des arrangements comédi-

M. Ito souhaitait que les caciques du PLD assument effectivement la responsabilité du scandale en s'effaçant au profit d'une génération entièrement nouvelle

de responsables. Il demandait que M. Yasuhiro Nakasone, premier ministre au moment des faits qui ont déclenché l'affaire, accepte de s'expliquer sur sa responsabilité devant la Diète (Parlement). Il souhaitait aussi la fin du régime des factions au sein du PLD, qui explique pour une bonne part la domination de l'argent sur la vie politique japonaise, selon les observateurs.

S'il est définitif, comme c'est vraisemblable, le refus de M. Ito va aggraver la crise au sein du Parti conservateur, qui doit trouver une personnalité capable de lui épargner une déroute aux élections sénatoriales de l'été.

Entre-temps, nous signalons notre correspondant à Tokyo, Philippe Pons, M. Takao Fujinami, bras droit de M. Nakasone, a été interrogé, jeudi, par les magistrats du parquet dans le cadre de l'enquête sur le scandale Recruit. C'est le premier membre du PLD convoqué par la justice. Bien qu'il ait été entendu à titre de témoin,

M. Fujinami pourrait être inculpé la semaine prochaine, ainsi que M. Ikeda, député du Parti bouddhiste.

L'audition de M. Fujinami est interprétée comme une première action du parquet contre l'équipe de M. Nakasone et accoutume les pressions, désormais de plus en plus fortes au sein de la majorité libérale démocrate, pour que l'ancien ministre soit convoqué devant le Parlement. M. Fujinami, qui fut chef du secrétariat du cabinet de M. Nakasone de 1983 à 1985, fait partie des dix-sept politiciens qui ont bénéficié des largesses de Recruit. « Conseiller pour les affaires politiques », de M. Nakasone, M. Fujinami a servi d'intermédiaire entre l'ex-premier ministre et le président du groupe Recruit, M. Ezoe (actuellement en prison) avec lequel il était lié depuis une dizaine d'années et dont il favorisait l'ascension.

La manipulation du cerveau humain : nouvelle conquête ou grande peur du XXI^e siècle ?

LARRY COLLINS

Dédale

Fondé sur une enquête planétaire, LE PREMIER ROMAN DU TROISIEME TYPE

ROBERT LAFFONT
des livres ouverts sur la vie

Amériques

PANAMA : après l'annulation des élections

Rumeurs de négociations... et de coup d'Etat

PANAMA
de notre correspondant
en Amérique centrale

À l'annonce de la brève agression contre les dirigeants de l'opposition et de l'annulation des élections, un retour au calme est très perceptible dans la capitale. Chacun de son côté, les deux camps évoquent désormais la nécessité d'un dialogue pour arrêter l'escalade. « Il fallait annuler l'élection pour éviter la guerre civile qui menaçait », dit M. David Amador, directeur d'une chaîne de télévision et proche collaborateur du général Noriega, l'homme fort du Panama. « La solution, ajoute-t-il, passe par la formation d'un gouvernement de conciliation nationale et la fin de l'ingérence des États-Unis dans nos affaires ».

Un des principaux dirigeants de l'opposition, M. Ricardo Arias Calderón (démocrate-chrétien), a manifesté, lui aussi, sa « disposition à ouvrir la plus vite possible des négociations avec les militaires afin d'organiser une transition pacifique vers un gouvernement qui respecte la volonté du peuple ». Cette étape devrait, selon lui, déboucher sur la constitution, à partir du 1^{er} septembre, d'un gouvernement dirigé par le leader de la coalition d'opposition ADOC. M. Guillermo Endara, qui aurait obtenu environ 70 % des voix de l'élection du 7 mai.

L'opposition confirme ainsi qu'elle n'accepte pas l'annulation du scrutin décidée par le tribunal électoral sous le prétexte que son déroulement avait été « gâché par les manœuvres obstructionnistes de beaucoup d'étrangers » venus en service commandé — et même, dit-on dans les instances du régime, payé! — pour confirmer la thèse de la fraude soutenue par avance par les États-Unis. Le mouvement démocratique (PRDL, mem-

bre de l'Internationale socialiste), principale formation de la coalition officialiste COLINA, continue d'affirmer qu'il est bien le grand vainqueur des élections; mais, pour le bien du pays, il serait prêt à des sacrifices.

Le principal obstacle — et il est de taille — pour l'ouverture d'un dialogue reste le sort du général Noriega. Pour l'opposition, celui-ci doit quitter la direction des forces armées au plus tard le 1^{er} septembre. Le PRDL, en revanche, refuse que le départ du commandant en chef soit une condition préalable à la négociation; il réaffirme « l'alliance stratégique du parti avec les forces de défense pour parvenir à l'objectif final: la libération nationale ».

Une fois n'est pas coutume: des rumeurs de coup d'Etat ont été alimentées par les autorités elles-mêmes. Elles ont été publiées jeudi un étrange communiqué mettant en cause le président social-démocrate vénézuélien, M. Carlos Andrés Pérez. Celui-ci aurait cherché à sou-

lever le colonel Guillermo Wong, chef des services de renseignements panaméens, ainsi que trois autres officiers supérieurs pour les convaincre « d'arrêter le général Noriega et de le remettre aux États-Unis », qui veulent le juger pour trafic de drogue.

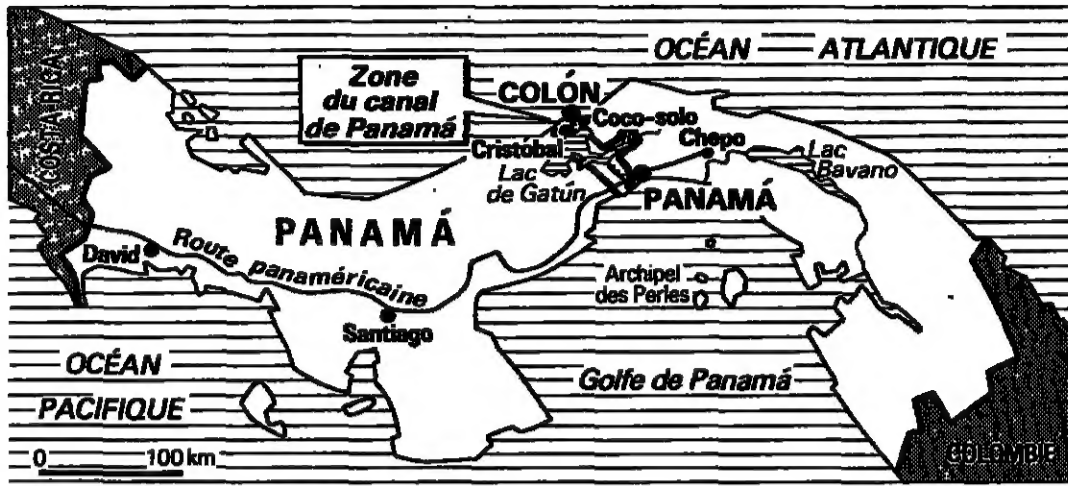
L'inefficacité
des casseroles

Ce plan, dénoncé par le colonel Wong lui-même, prévoyait aussi la désignation d'un gouvernement provisoire de trois personnalités qui ne seraient ni les opposants — MM. Endara ou Arias Calderón — ni le candidat officiel, M. Carlos Duque. Si le complot avait réussi — toujours selon la version du régime — le président vénézuélien aurait obtenu la réintégration du Panama dans le Groupe des Huit, qui réunit notamment l'Argentine, le Brésil, la Colombie, le Mexique et le Pérou. Ces « révélations » mettent indirectement en cause les autres pays membres du Groupe des Huit.

(Panama est « suspendu » depuis 1988), dont plusieurs ont déjà condamné fermement les autorités panaméennes.

Après les événements violents de mercredi, qui ont choqué les Panaméens, on sent une certaine désillusion au sein de la population. « Nous ne pouvons plus continuer avec des maudits et des casseroles contre des voyous armés qui n'hésitent pas à tuer », affirment, impuissants, les opposants. Les Bataillons de la dignité, créés par le régime du général Noriega et responsables des violences extérieures contre les dirigeants de l'ADOC (M. Endara est toujours hospitalisé), ont accusé la presse internationale d'être « au service de l'impérialisme nord-américain ». Une dizaine de journalistes, dont trois envoyés de l'Agence France-Presse, avait été pris de quitter le pays mercredi; jeudi, c'était au tour de deux journalistes espagnols d'être expulsés.

BERTRAND DE LA GRANGE.



M. Bush annonce l'envoi de renforts

(Suite de la première page.)

M. Bush maintient les sanctions économiques (décidées par l'administration Reagan) et réaffirme les « droits et les obligations » des États-Unis au titre du traité de 1977 concernant le canal de Panama.

Les renforts de troupes — qui viendraient s'ajouter aux quelques onze mille hommes déjà stationnés dans les deux bases américaines situées le long du canal — viendraient de Californie et de Louisiane: 1 881 hommes au total, soit moins qu'on ne le prévoyait généralement, et qui seront acheminés dans un délai d'environ une semaine, pour partie par air, pour partie par mer, dans le cadre d'une opération baptisée « Nimrod-Dancer ».

De toute évidence, le président Bush a choisi une des options les plus modestes parmi celles qui lui étaient proposées pour l'envoi de troupes — de peur de réveiller des inquiétudes — chez les partenaires latino-américains des États-Unis. Mais M. Bush a ajouté, en guise de discret avertissement, qu'il « n'exclut pas d'autres mesures [militaires] dans le futur ». Selon des informations que le Pentagone ne dément pas, le porte-avions *Rio*, qui vient de quitter la base de Norfolk (Virginie) à destination de la Méditerranée, pourrait en cas de besoin être détournée vers le sud-ouest et se diriger vers Panama.

Osteniblement, cet envoi de renforts (il s'agit de troupes légères, mais néanmoins de troupes de combat) est présenté comme une action de nature préventive, au cas où le général Noriega aurait l'idée de s'attaquer à des Américains ou à leurs biens. (Environ 40 000 civils américains résident au Panama, un grand nombre d'entre eux habitant dans l'ancienne « zone du canal », désormais sous souveraineté panaméenne.) « J'ai le devoir, en tant que président, de protéger les vies américaines », a déclaré M. Bush. Un peu plus tôt, et en privé, il avait précisé: « Je ne veux pas me retrouver avec une crise transmise sur les bras » — manière de dire qu'il voulait tout faire pour dissuader le général Noriega de prendre des otages américains au cas où les choses tourneraient mal pour lui.

La nécessité de protéger les citoyens américains constitue traditionnellement une priorité aux yeux du public américain. Mais cet argument s'imposait avec encore plus de force au lendemain des scènes de violence filmées à Panama: à partir du moment où les chaînes de télévision américaines avaient diffusé, à de multiples reprises, des images montrant les dirigeants de l'opposition panaméenne couverts de sang, battus par des hommes de main du général Noriega, sous les yeux de soldats complices, M. Bush ne pouvait plus rester passif.

Ses décisions ont reçu une très large approbation, en particulier de la part des dirigeants du Congrès, qu'il avait conviés à la Maison Blanche pour les traditionnelles consultations qui précèdent d'ordinaire l'annonce des grandes décisions. Même ceux qui, parmi les leaders démocrates, s'étaient ces dernières années opposés avec le plus d'énergie à la politique centrée autour de M. Reagan ont complimenté M. Bush pour son attitude à la fois ferme et modérée. Le président a choisi la « bonne voie », a renchéri l'actuel leader démocrate du Sénat, M. Mitchell, qui considère que M. Bush a fait le « minimum » requis en ces circonstances. C'est plutôt du côté de certains républicains que s'expriment discrètement certaines réserves, une déception devant la timidité des mesures annoncées et un doute quant à leur efficacité.

Miser
sur l'armée

De fait, ces décisions n'offrent aucune garantie: il n'y a pas de raison que 1 900 soldats supplémentaires impressionnent beaucoup plus le général Noriega que les 11 000 déjà présents sur place, qui en tout état de cause étaient fort capables de balayer les modestes forces panaméennes.

Mais c'est justement sur l'armée panaméenne que M. Bush semble miser — faute d'une meilleure atout peut-être — pour chasser du pouvoir le général Noriega. Il a même explicitement exprimé l'espoir que les « forces de défense panaméennes » se tiendront aux côtés du peuple et « accompliront leur devoir constitutionnel, qui est de défendre la démocratie ».

Le président américain a aussi laissé entendre que les États-Unis seraient prêts à consentir certains efforts pour aider le général Noriega à trouver le chemin de la sortie. Mais quand on lui a demandé s'il serait disposé pour autant à lever les charges qui pèsent sur lui (M. Noriega a été inculpé par deux tribunaux de Floride pour trafic de drogue), M. Bush a répondu par un « non » sec et catégorique. Il s'était déjà déclaré hostile à cette suggestion pendant la campagne électorale américaine. Ces incipitations, e-t-il expliqué jeudi, « ont de profondes implications pour notre lutte contre la drogue, qui doit s'étendre au monde entier ».

La netteté de cette réponse a frappé: un certain nombre d'hommes politiques américains estiment désormais que l'essentiel est d'obtenir le départ du dictateur, le maintien de son inculpation ne revêtant en l'occurrence qu'une importance secondaire. M. Bush n'est apparemment pas prêt à consentir ces accommodements. Mais, à vrai dire, il lui était difficile de répondre autrement et de traître

publiquement la sacro-sainte justice américaine en quantité négligeable.

M. Noriega ne doit pas forcément perdre tout espoir de ce côté-là.

Dans l'immédiat — et faute, peut-être, d'autre recours — M. Bush continue à faire grand cas des efforts diplomatiques et de la pression conjuguée des démocrates latino-américains pour convaincre le général Noriega de se retirer. Cet espoir suscite un assez grand scepticisme à Washington, mais l'Organisation des États américains devrait tenir des vendredi 12 mai une réunion extraordinaire « consacrée à Panama », réunion qui devrait déboucher sur une rencontre à bref délai des ministres des affaires étrangères des 31 États membres: c'est un premier succès pour les États-Unis, mais les instances de l'OEA ne sont guère connues d'actions audacieuses ou énergiques, et là aussi la menace ne semble pas vraiment

considérable pour le général Noriega.

M. Bush court donc le risque de l'inefficacité face à un adversaire que l'administration américaine a « régulièrement sous-estimé », comme le rappelle le sénateur Simpson, un ami de président. Son succès essentiel, jusqu'à présent, a été d'éviter de frapper trop fort sur la table de peur d'effrayer les partenaires latino-américains des États-Unis. Confronté à la première crise de son mandat, et à une situation très délicate sinon vraiment grave, M. Bush y a répondu à sa manière, c'est-à-dire sans se hâter, avec prudence et modération, avec aussi une certaine détermination. L'efficacité de la méthode se jugera au résultat: mais au moins cet épisode aura-t-il contribué à révéler le style Bush, sans parler du style Noriega.

JAN KRAUZE.

Europe

BELGIQUE

Les services de sécurité
sous haute surveillanceBRUXELLES
de notre correspondant

À la suite de nombreuses révélations devant la commission d'enquête parlementaire sur le grand banditisme, le gouvernement belge a décidé de renforcer son contrôle sur les services de sécurité du royaume dans leur ensemble, de la police communale (municipale) à la sûreté de l'État, en passant par la gendarmerie et même les services de renseignements de l'armée. Les trois ministres — de l'Intérieur, M. Louis Tobback, de la justice, M. Michel Waelhens, et de la défense, M. Guy Coens — ont été chargés, jeudi 11 mai, de préparer d'urgence un projet dans ce sens.

Depuis plusieurs mois, les déclarations se sont multipliées mettant en cause les différents services de sécurité. Mais c'est la déposition du major Vervaeke, ancien patron du groupe anti-terroriste et commandant du district de Bruxelles, mardi 9 mai, devant la commission d'enquête parlementaire, qui a mis le feu aux poudres: rumeurs de coup d'Etat mettant en cause des généraux et un ministre; instructions volontairement bafouées dans le cadre de l'enquête sur les tueurs fous du Brabant wallon du fait d'un « dérapage » du procureur du roi; « suicide » d'un militant d'extrême droite ayant en des rapports avec la sûreté de l'État... Le major a ainsi

mis en cause un certain nombre de responsables.

Le major Vervaeke avait été blessé dans un attentat dont il soupçonne aujourd'hui un de ses adjoints. Il affirme avoir été mis au courant d'un projet de coup d'Etat par un de ses anciens amis, un banquier. Or, ce dernier a été arrêté en 1985 par les « tueurs fous ». Ces derniers ont-ils fait croire à un massacre avorté pour bruler les pistes, alors qu'ils avaient une cible précise? Le ministre de l'Intérieur, tout en regrettant les déclarations tardives de M. Vervaeke, estime que ces révélations justifient une enquête.

La mission confiée aux trois ministres se heurte d'emblée à une première difficulté: la séparation très nette des pouvoirs en Belgique. Ainsi les polices communales (municipales), qui dépendent des bourgmestres (maires), relèvent sur le plan judiciaire du procureur du roi; la police judiciaire, aux tâches répressives, relève du parquet. La gendarmerie, pour sa part, est placée sous l'autorité de trois ministres: défense pour son budget, justice pour ses tâches judiciaires, intérieur pour le maintien de l'ordre. La sûreté de l'État, enfin, qui a été très souvent mise en cause ces derniers temps, dépend exclusivement du ministère de la justice.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

Elections sur fond de crise économique

Fiévreuse Argentine...

(Suite de la première page.)

La vente des meubles, de la voiture, et 6 000 australes d'économies devaient permettre, en février, d'assurer le paiement d'un an de loyer pour un petit appartement à la périphérie de la capitale. Quinze jours plus tard, le tas de laine ne permettait plus d'assurer qu'un mois d'hébergement pour les parents et leurs cinq enfants. Et aujourd'hui un meublé de 25 mètres carrés, avec le risque lancinant de la marginalisation. « Le litre de lait est passé de 10 à 17 australes en l'espace de deux jours; mes revenus ne suivent pas », commente Eduardo.

Devant ces innombrables tragédies individuelles et familiales auxquelles aboutit la crise, le mouvement syndical reste calme. La puissante CGT (Confédération générale du travail, centrale unique à tendance péroniste), qui avait organisé treize grèves générales depuis le retour de la démocratie en 1983, retient aujourd'hui ses troupes: pas question de mettre en péril le virtuel succès du candidat justicialiste à l'élection présidentielle du 14 mai! Car il faut ménager les indécis — 15 % des électeurs: pour eux, en effet, le péronisme est synonyme de violence et le radicalisme signe de crise économique.

M. Saul Ubaldini, dirigeant de la CGT, mène campagne avec Carlos Saul Menem, le candidat du Parti justicialiste. Une campagne près du peuple, qui s'est conclue, jeudi, en apothéose dans le faubourg populaire de la Ferrería, à la périphérie de Buenos Aires. Là, la misère n'est pas cachée par les lambeaux de prospérité de la capitale.

M. Menem
ne doute de rien

Populaire? Carlos Menem l'est à n'en pas douter. Après l'échec économique du président radical, M. Raúl Alfonsín, la « révolution productive », non autrement explicitée, du candidat péroniste fait des adeptes. Dans sa « Menem-mobil », il a parcouru les provinces. Sa réplique — en plastique — allouant, dans le même temps, la capitale et sa banlieue, provoquant partout un identique délire. Son slogan est des plus simples: « Suficiente! », répété à l'infini sur les murs, au long des avenues de la capitale.

Cette remontée de la cote des péronistes, après l'échec de leur candidat, M. Italo Luder, en novembre 1983, a commencé de se manifester lors des législatives de 1987. Elle inquiète nombre d'intellectuels qui ont l'impression, tel M. Ricardo Szwarczer, directeur du prestigieux Théâtre Colon, « d'avoir déjà vu le film ». Et en redoutent la fin...

Les déclarations contradictoires du candidat péroniste, qu'il s'agisse de la dette ou de la politique extérieure, dénotent — tout comme son apparence. Ses larges rouflaquettes

et ses cheveux longs sont légendaires, caricaturaux. Carlos Menem n'en a cure. Il vient de refuser un débat télévisé avec son homologue radical, M. Eduardo Angeloz et accepte seulement de répondre par écrit à une interview demandée par le quotidien *la Nación*.

La direction nationale de la campagne du Parti justicialiste ne doute non plus de rien: le dossier remis aux journalistes étrangers indique qu'une rencontre avec la presse, prévue le 16 mai, « sera suivie d'un déjeuner avec le président élu ». Cela pourrait avoir lieu... dans la résidence privée des chefs d'État argentins.

Face au déferlement péroniste, le candidat du Parti radical, M. Eduardo Angeloz, fait pâle figure. D'une apparence soignée et très stricte, cet homme de forte stature, discret, carré, n'a pas le contact facile de son adversaire avec la foule. Il lui faut de plus assumer l'héritage radical. Il n'a pu prendre que des distances calculées avec l'actuel gouvernement.

Son slogan, moins fin que celui de son adversaire, lui vaut nombre de quolibets: « On peut le faire ». Et pourquoi pas hier? lui rétorque-t-on aisément. Dans la guerre des spots télévisés, M. Angeloz n'a pas la partie aisée. Il délivre pourtant tranquillement son message, explicite son programme quelque peu néolibéral de réduction des dépenses publiques et dénonce l'« aventurisme » de son principal adversaire.

Face à cette bipolarisation, l'Union du centre démocratique, conservatrice de M. Alvaro Alsogaray peut jouer un rôle non négligeable lors du deuxième tour, au Parlement, si aucun des deux candidats ne parvient à obtenir la majorité absolue le 14 mai.

Tous les partis s'accordent cependant pour louer la « démocratie retrouvée » dans un pays où l'alternance entre deux présidents constitutionnellement élus remonte à 61 ans (si l'on excepte, en 1951, la succession de Juan Domingo Peron à lui-même). C'est là une réussite incontestable du président Alfonsín: sans doute est-ce trop peu portée au crédit de ce dernier. « Nous sommes un peuple qui a peu de mémoire », résume, inquiète, une jeune institutrice.

En l'absence, éventuellement, d'une majorité absolue au soir du 14 mai, ce sont les six cents « grands électeurs », élus lors de la consultation, qui devront désigner le futur président. La porte est ainsi ouverte aux tractations entre les partis. Quel qu'en soit le résultat, une longue et délicate période de transition s'ouvrira: la passation de pouvoirs entre les deux présidents ne doit s'effectuer que le 10 décembre prochain.

CATHERINE DERIVERY
et DENIS HAUTIN-GURRAUT.

A TRAVERS LE MONDE

Etats-Unis

Le principal collaborateur du speaker de la Chambre des représentants est contraint de démissionner

Le principal collaborateur de M. Jim Wright, le speaker (président) de la Chambre des représentants, a démissionné jeudi 11 mai, une semaine après la publication dans le *Washington Post* d'un article sur une jeune femme qu'il avait agressée et gravement blessée il y a seize ans. M. John Mack occupait les fonctions de directeur exécutif de la commission du bureau démocrate de la Chambre (chargé notamment d'élaborer le calendrier législatif) et de chef d'état-major de M. Wright.

En 1973, M. Mack, alors âgé de dix-neuf ans et directeur d'un magasin de meubles dans la banlieue de Washington, avait attaqué à coups de marteau et de couteau une cliente, M^{lle} Pamela Small, étudiante de vingt ans, et l'avait laissée pour morte. M. Mack avait été arrêté et condamné à quinze ans de prison, peine dont il n'a purgé que vingt-sept mois, bénéficiant d'une libération très anticipée. Il était aussi le beau-frère de la fille de M. Wright, et celui-ci l'embaucha dans son secrétariat, dès sa sortie de prison, avant d'en faire plus tard son bras droit.

Le passé de M. Mack était largement connu au Congrès toutefois l'article du *Washington Post* a suscité une certaine émotion. Pamela Small décrivant en détail ses souffrances, y soulignant que M. Mack ne lui avait jamais présenté d'excuses ni offert de compensations et se disant choquée que son ancien agresseur ait à présent une grande influence sur le

vote des lois régissant la société américaine.

Cette affaire tombe bien mal à propos pour les démocrates, dont le chef de file à la Chambre, M. Wright, se bat déjà pour sa propre survie politique après avoir été accusé par la commission de l'éthique d'« indécences » financières. — (AFP, Reuters.)

URSS

Nouveau rassemblement
de masse en Arménie

Plus de deux cent mille personnes se sont rassemblées jeudi 11 mai à Erevan, la capitale arménienne, pour réclamer la réunion d'une session spéciale du Parlement local avant le 25 mai. Les orateurs ont demandé une fois de plus que les parlementaires exigent du nouveau Congrès du peuple de l'URSS, qui se réunira à cette date à Moscou, une solution au problème du Nagorno-Karabakh, cette région azérbaidjanaise peuplée aux trois quarts d'Arméniens. Ceux-ci sont de nouveau en grève depuis le 3 mai pour demander leur rattachement à l'Arménie.

Le meeting de jeudi avait été autorisé par les autorités, contrairement aux derniers rassemblements des 1^{er} et 6 mai. Les manifestants, qui arboraient des drapeaux nationaux, ont réclamé la libération des dix animateurs du Comité Karabakh emprisonnés sans jugement à Moscou depuis cinq mois. Ils ont également dénoncé les plans de reconstruction des zones sinistrées par le tremblement de terre du 7 décembre 1988 et évoqué la question des réfugiés. Selon un journaliste membre de l'Union locale des écrivains « aucun militaire n'était visible durant le meeting, le premier depuis de longs mois qui ait permis aux habitants d'Erevan de discuter à nouveau de tous leurs problèmes ». — (AFP.)

هذا من الأصل

Afrique

SOUDAN : le cessez-le-feu dans le Sud

Le dialogue de sourds se poursuit entre les rebelles et Khartoum

Le dialogue de sourds entre le gouvernement de Khartoum et les rebelles du colonel Garang ne poursuit. Ces derniers viennent de rejeter une proposition de M. Sadek El Mahdi visant à mettre en place une commission paritaire pour instaurer le cessez-le-feu que l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) avait proclamé unilatéralement le 1^{er} mai. Le porte-parole de l'APLS a expliqué que tout que les stipulations de l'accord de paix d'Addis-Abeba conclu le 16 novembre 1988 entre le colonel Garang et M. Osman El Mirghani, le chef du Parti démocratique unioniste (PDU), n'étaient pas mises en application par Khartoum, il était préjudiciable de parler de commission paritaire.

Fin décembre, le gouvernement de M. Sadek El Mahdi avait rejeté cet accord, sous la double pression du Front national islamique (FNI) et de la Libye, ce qui avait entraîné le départ du PDU du cabinet de coalition et avait mis fin à toute possibilité de négociations avec l'APLS. La formation d'un gouvernement de coalition Oumma-FNI avait cependant inquiété la hiérarchie militaire qui, le 20 février, mettant fin à sa politique de non-intervention dans les affaires du pays, avait adressé à M. Sadek El Mahdi une véritable mise en demeure, lui demandant de renverser son gouvernement sur la base de l'acceptation inconditionnelle de l'accord de paix d'Addis-Abeba. Celui-ci stipule notamment le gel de la charia (loi islamique), la fin de l'état d'urgence, la réunion d'une conférence constitutionnelle et l'abrogation des pactes militaires signés avec l'Égypte et la Libye.

Ceux qui espèrent que M. Sadek El Mahdi allait abandonner le pouvoir sous la pression de l'armée ont vite déchanté. Les laborieuses tractations qui précèdent la formation du nouveau gouvernement ont démontré d'abord que l'armée ne souhaite pas prendre le pouvoir, mais seulement exercer une pression sur le gouvernement et que, en second lieu, il n'existe pas de solution de rechange viable à M. Sadek El Mahdi. Profitant de cette double conjonction, ce dernier a tout fait pour garder l'essentiel de son pou-

voir tout en feignant d'accepter les conditions posées par l'armée.

Le PDU a bien réintégré le gouvernement débarrassé des islamistes plus que jamais opposés à toute mesure qui consacrerait le gel de la loi islamique, mais la nouvelle équipe ressemble grosso modo à celle qui l'a précédée et le chef du gouvernement y conserve toute sa liberté de manœuvre comme lui semble. Le comité ministériel formé il y a un mois par le gouvernement pour discuter de l'application de l'initiative de paix avec l'APLS a passé le plus clair de son temps à voyager dans la région pour expliquer que le contenu de l'accord était inacceptable dans sa formulation du 16 novembre et qu'en conséquence il fallait l'annuler.

Retour à la case départ

On semble ainsi revenir à la case départ : l'APLS exige l'application stricte de l'accord du 16 novembre, alors que le gouvernement de M. Sadek El Mahdi recherche une formulation plus souple en ce qui concerne le gel de la charia pour ne pas trop mécontenter ses anciens alliés islamistes et souhaite ne pas mettre en question les relations privilégiées qu'il a établies avec Tripoli, devenu son principal fournisseur en armements.

Malgré l'impasse politique, le cessez-le-feu proclamé le 1^{er} mai par le colonel Garang est pratiquement respecté sur le terrain dans la mesure où l'APLS a achevé au début de mai l'offensive militaire qu'elle avait lancée il y a environ quatre mois et contrôle pratiquement les provinces de l'Éthiopie orientale et de Jonglei. L'armée gouvernementale, profondément démoralisée, est incapable de passer à la contre-offensive. De toute manière, les deux parties souhaitent observer une certaine trêve pour ne pas compromettre l'opération Lifeline de l'ONU qui a pour objectif d'évacuer 120 000 réfugiés de vivres au sud du Soudan, afin de sauver quelque cent mille Soudanais de la famine.

JEAN GUEYRAS.

AFRIQUE DU SUD

Cinq ministres ont annoncé leur retrait de la vie politique

Le Cap (AFP). — Deux membres influents du gouvernement de M. Pieter Botha ont annoncé leur retrait de la scène politique. MM. Chris Heunis, âgé de soixante-deux ans, ministre du développement constitutionnel, et Stoffel Botha, âgé de cinquante-neuf ans, ministre de l'intérieur, des postes et des télécommunications, ont fait savoir qu'ils ne brigueront pas un nouveau mandat lors des élections générales du 6 septembre.

MM. Botha et Heunis démissionneront également de leurs fonctions de dirigeants provinciaux du Parti national (NP, au pouvoir), le premier au Natal, le second dans la province du Cap. M. Heunis est généralement considéré comme le principal architecte de l'actuelle politique de réformes dans son pays. Lorsque le président Botha, âgé de soixante-trois ans, s'était fait hospitaliser suite à sa congestion cérébrale du 18 janvier dernier, il était devenu, pendant deux mois, président par intérim.

En visite en France

Le président de la Guinée a été reçu par M. Mitterrand

Le président Lansana Conté, arrivé en France mercredi 10 mai pour une visite officielle de trois jours (le Monde du 11 mai), a été reçu à déjeuner à l'Élysée, jeudi, par M. François Mitterrand. Le président guinéen a déclaré que les deux hommes avaient « abordé les différents aspects de la coopération franco-guinéenne ». M. Conté s'est ensuite rendu à l'hôtel Crillon, où il a reçu MM. Roland Dumas et Jacques Feller, respectivement ministre des affaires étrangères et de la coopération. Il a enfin assisté, dans la soirée, à un dîner au Quai d'Orsay offert en son honneur par M. Feller, à l'issue duquel il a déclaré

avoir constaté « la concordance de vues de la Guinée et de la France, unies par de solides relations d'amitié et de coopération ».

Vendredi, M. Conté a rencontré une délégation du CNRP avant de déjeuner à la Chambre de commerce et d'industrie de Paris. Il est ensuite, reçu à l'hôtel de Ville par M. Jacques Chirac et visite la pyramide du Louvre. Enfin, M. Conté s'entretiendra avec M. Michel Rocard, avant de recevoir, en fin de journée, la communauté guinéenne à l'ambassade de Guinée. Le président guinéen doit regagner Conakry dans la journée de samedi.

● **ALGÉRIE : Algérie-Actualité** censurée. — Un éditorial de M. Kamel Belkacem intitulé « Le droit à la critique » a disparu de l'édition d'Algérie-Actualité mise en vente jeudi 11 mai. Le directeur de la publication procédait à une censure sévère de l'action gouvernementale. La Ligue algérienne des droits de l'homme (LADH, reconnue) a élevé une vive protestation contre ce retour à la « censure sauvage ». D'autre part, la préfecture de Souk-Ahras (est du pays) a annoncé, jeudi, l'arrestation de soixante et une personnes « convaincues de participation » aux émeutes de la veille (le Monde du 12 mai). — (AFP.)

● **RECTIFICATIF.** — Une erreur de transmission a introduit une confusion malheureuse entre lesak et lesaks dans le reportage d'Yves Heller sur Djibouti (le Monde du 10 mai). Les lesaks, non les leses, forment l'essentiel du MNS (Mouvement national somalilandais). Ce sont eux qui ont affronté, dans la nuit du 18 au 19 mars, à coups de pierres, des Gadaboursis. Enfin, ce sont des lesaks qui formaient la délégation somalienne venue à Djibouti pour tenter de « retourner » la communauté lesak locale.

Proche-Orient

LIBAN

Les alliés de Damas exigent le départ du général Aoun

BEYROUTH
de notre envoyé spécial

Une simple trêve déjà partiellement violée, c'est tout ce qu'on obtient, jeudi 11 mai, les deux émissaires de la Ligue arabe revenus au Liban pour tenter de faire respecter le cessez-le-feu décrété par la Ligue le 27 avril dernier. Après plus d'une heure d'entretien avec le premier ministre du gouvernement à majorité musulmane, M. Salim Hoss, et trois heures et demie avec le général Michel Aoun, chef du gouvernement des militaires chrétiens, MM. Lakdar Ibrahim, secrétaire général adjoint de la Ligue arabe, Abdel Aziz al-Jassam, ambassadeur du Koweït à Damas, ont en tout cas l'impression de se rendre compte de la violence des bombardements de jeudi matin.

Alors qu'ils se trouvaient chez M. Hoss, plusieurs obus s'abattaient sur le quartier, déjà très sévèrement touché par le pilonnage des dernières semaines. Les deux émissaires, c'est dans la banlieue chrétienne, c'est dans un palais présidentiel dévasté que les deux émissaires se sont réunis dans le bunker du général Aoun.

Depuis quatre jours, le palais est devenu la cible des artilleurs syriens ou de leurs alliés, dont la précision s'est visiblement améliorée. Atteint à plusieurs reprises, le hall du bâtiment est jonché de gravats, blocs de marbre brisés, débris de verre, fils téléphoniques. Les

grandes portes d'entrée ont cédé sous la violence des impacts et leurs armatures métalliques pendent lamentablement. Atteinte de plein fouet, la salle de presse est désormais condamnée alors qu'un grand salon de réception est à ciel ouvert. A dix mètres du péron détruit, des cratères de deux mètres sur un diamètre de la taille des obus utilisés. L'un de ceux-ci s'est d'ailleurs abattu cinq minutes exactement avant que les émissaires arabes franchissent à pied les derniers deux cents mètres de l'allée d'honneur défendue et rendue impraticable aux voitures. Trois obus sont encore tombés dans le périmètre immédiat du palais durant les conversations, et le général Aoun, traits tirés mais souriant, ne s'est pas privé de faire remarquer à ses interlocuteurs l'accueil qui leur était ainsi fait.

La trêve

Mais dans ces conditions la simple trêve, qui selon un proche du général chrétien ne durera que le temps de la visite à Beyrouth des émissaires arabes, c'est-à-dire environ quarante-huit heures, a été bien accueillie par tout le monde. Celle-ci, entrée en vigueur à 14 h 30 jeudi, ne concerne toutefois, théoriquement d'ailleurs, puisque sa violation dans la soirée a déjà fait un mort et dix blessés dans le pays chrétien, que les deux territoires sous l'armée fidèle au gouvernement de M. Hoss ayant annoncé qu'elle poursuivait ses tirs contre les axes

du littoral du pays chrétien car l'affaire des ports dépend d'un règlement politique. Dans la soirée, les parties alliées de Damas ont, tout en renouvelant « leur disposition à coopérer avec la Ligue arabe », réaffirmé leur exigence majeure : le départ du général Aoun. « Une solution est impossible tant que le général Aoun monopolise la décision politique dans les régions est », ont-ils, en effet, déclaré, poursuivant : « Un cessez-le-feu ne peut être qu'un prélude à une solution politique définitive et non une occasion pour replonger le pays dans un nouveau cycle de violence ».

Pour Damas et ses alliés, le cessez-le-feu devrait coïncider avec le début des négociations politiques. Selon eux, le général Aoun cherche, par une cessation des hostilités et surtout la levée du blocus maritime, à gagner du temps pour se renforcer militairement par les armes, qu'il reçoit de Bagdad, pour mieux repartir au combat ensuite, torpiller les efforts arabes et, finalement, internationaliser la crise.

Dans les milieux proches du général Aoun, on affirme, au contraire, que la Syrie et ses alliés refusent les observateurs arabes et cherchent, en poursuivant les bombardements, à épuiser les capacités militaires du général, tout en comptant sur la lassitude d'une population soumise à des conditions de vie de plus en plus difficiles.

Tels sont les deux points de vue, les émissaires de la Ligue arabe se

sent bien gardés de porter une quelconque accusation sur les violations du cessez-le-feu, et M. Ibrahim a insisté à plusieurs reprises sur le fait que le cessez-le-feu n'était qu'un préambule nécessaire au règlement de la crise libanaise. « Notre but, a-t-il affirmé, est d'arriver à une solution globale du problème libanais et à faire revenir un climat de paix et d'entente au Liban ».

On n'en est pas là, et les menaces proférées jeudi par le Jihad islamique contre les observateurs arabes ne sont pas de nature à accélérer leur venue.

FRANÇOISE CHIPHAUX.

Dans une déclaration commune

Washington et Moscou appellent au respect du cessez-le-feu

Les États-Unis et l'Union soviétique ont appelé toutes les parties à respecter le cessez-le-feu proclamé, le jeudi 11 mai, au Liban sous l'égide de la Ligue arabe et qui « constituerait un premier pas important vers l'arrêt de la guerre civile dans ce pays », selon une déclaration commune publiée à Moscou à l'issue de la visite de M. James Baker.

Les États-Unis et l'URSS « sont prêts à utiliser leurs bons services pour contribuer, avec d'autres États, à un règlement politique du problème du Liban en prenant en compte les intérêts de toutes les parties (...). Ils se déclarent en faveur de la liberté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale du Liban », ajoute le texte.

A Paris, M. Roland Dumas s'était entretenu le mercredi 10 mai de cette question avec l'ambassadeur d'Union soviétique, M. Rishov. Le Quai d'Orsay ne donne toutefois aucune précision sur le désir exprimé mercredi par le ministre français des affaires étrangères de rencontrer « prochainement » son homologue soviétique.

M. René Ala ambassadeur de France à Beyrouth

M. René Ala a été nommé ambassadeur de France au Liban, en remplacement de M. Pierre Blanc, a-t-on annoncé vendredi 12 mai. Il est en 1934, breveté à l'École nationale de France d'Outre-mer. M. Ala a été en poste à Lisbonne (1964-1967), à Mexico (1967-1971), puis à Alger (1971-1974). Il a été ensuite sous-directeur d'Asie-Océanie à l'administration centrale (1974-1978), premier conseiller à Ottawa (1978-1981), puis ambassadeur à Managua (1981-1984) et directeur des politiques du développement (1984-1986). Il était inspecteur général adjoint des affaires étrangères depuis février 1987.

Recevant le CRIF

M. Mitterrand ne s'est guère montré optimiste sur les chances d'un règlement du conflit israélo-palestinien

Les responsables du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) ont été reçus, jeudi 11 mai, par le président de la République, auquel ils ont exprimé les réactions de leur communauté à la visite de M. Yasser Arafat à Paris. Tout en déclarant « comprendre » et « respecter » la sensibilité des juifs pour ce qui touche à Israël, M. François Mitterrand a regretté l'« excès d'émotion » qui s'était fait jour, au sein de la communauté, lors de la visite du président de l'OLP, et il a souligné qu'il n'est pas le président de la République qui juge bon pour la France.

Le président du CRIF, M. Théo Klein, a déclaré, en quittant l'Élysée, que l'entretien avec le chef de l'État ne lui permettait pas de « tirer un bilan de la visite d'Arafat à Paris », qu'il n'avait « pas l'impression que les résultats obtenus aient été très importants », mais, a-t-il ajouté, « j'adopte l'idée du président de la République que l'avenir jugera de l'utilité ou non de cette visite ». Dans un communiqué

publié jeudi soir, le CRIF estime que l'entretien a permis « une utile clarification des points de vue ».

Rencontre nécessaire

M. Mitterrand a donné à ses interlocuteurs l'impression de ne guère croire à la possibilité d'élections dans les territoires occupés, comme le propose le gouvernement israélien, tout en ayant fait observer à M. Arafat qu'il y avait là une voie qui n'était pas à rejeter. Le chef de l'État considère comme un élément positif les propos du dirigeant palestinien sur la charte de l'OLP, déclarée « caduque », bien que, selon lui, il n'est pas sûr que M. Arafat puisse obtenir le vote des deux tiers du Conseil national palestinien pour abroger ce document. Il a indiqué à ses hôtes que si M. Arafat avait renoncé au terrorisme « extérieur », le président de l'OLP considérerait comme légitime le recours à la violence dans les territoires occupés.

An total, M. Mitterrand estime, selon ses interlocuteurs, que sa ren-

contre avec M. Arafat était nécessaire dans le contexte actuel, qu'elle ne doit pas remettre en cause les relations de la France avec Israël et qu'elle ne devait aucunement surprendre, la politique dont elle procède ayant été de longue date exposée et expliquée par lui-même. Le président de la République a indiqué qu'il avait parlé de cette rencontre, notamment, au premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, lors de la visite de ce dernier à Paris en février dernier.

M. Mitterrand a réaffirmé que les Israéliens doivent prendre en compte la représentation politique des Palestiniens. Il a insisté sur le fait qu'un règlement de paix suppose qu'Israël puisse effectivement assurer lui-même sa sécurité. Il a donné à ses hôtes le sentiment de ne pas être d'un très grand optimisme sur les chances de progresser, à court terme, vers un règlement du conflit.

P. J.

Les menaces de M. Rafsanjani
Les États-Unis estiment que la « prétendue rétractation » du président du Parlement iranien est « insuffisante »

Le Conseil de sécurité des Nations unies a été informé des menaces proférées par l'Iran contre la vie des Occidentaux, mais s'est abstenu de toute action à la suite de la rétractation publique des propos de M. Rafsanjani, a déclaré jeudi 11 mai le président en exercice du Conseil, l'ambassadeur britannique, M. Crispin Tickell.

Le département d'État américain a, pour sa part, estimé que la « prétendue rétractation » de M. Rafsanjani était « insuffisante ». « Si l'Iran veut se joindre à la communauté des pays civilisés, il doit annuler sans condition toutes ses menaces de mort et ses exhortations à la violence, et cesser de commander le terrorisme sous toutes ses formes », a déclaré le porte-parole.

Tel est également le point de vue des Pays-Bas, qui ont décidé jeudi de « rappeler pour une période indéterminée » leur ambassadeur à Téhéran. — (AFP, UPI.)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

RADIO TELEVISION COMMUNICATION



Madame, Monsieur, Actionnaires de Paribas,

Votre Assemblée Générale se réunira le Jeudi 18 mai à 10h 00 à l'Espace Cardin, 1, avenue Gabriel à Paris (8^e)

L'intermédiaire financier auprès duquel sont déposées vos actions Paribas vous procurera les documents d'information sur cette assemblée et pourra vous obtenir une carte d'admission si vous désirez y participer ou un pouvoir si vous voulez vous y faire représenter.

Sachez aussi que vous pouvez voter par correspondance. Renseignez-vous auprès de votre intermédiaire financier ou auprès de Paribas Actionnaires.

Madame, Monsieur,
Une émission spéciale Paribas sera diffusée :
Samedi 20 mai à 9h 45 sur FR3
Dimanche 21 mai à 8h 30 sur M6

PARIBAS ACTIONNARIAT

3, rue d'Antin - 75002 PARIS - Tél. : (1) 42.98.17.88

M. Gorbatchev a repris l'initiative dans le dialogue Est-Ouest

هكذا من الأهل

La préparation des élections européennes

Le parti des Verts a présenté ses candidats

trois femmes. La moyenne d'âge est donc d'environ deux ans.

« Notre démarche n'est pas strictement environnementaliste, a précisé Antoine Waschter. Nous avons un projet global de société. Notre Europe des régions et des peuples est une Europe qui a un rôle et une moule unique, un rejet de l'éloignement des centres de décision. S'efforçant de redresser une image anti-européenne, M. Waschter a déclaré que son parti avait pour objectif la seule peut faire face aux défis du tiers-monde, de la désertification et de la maîtrise de la démographie mondiale.

Antoine Waschter estime que sa formation est la plus proche d'une politique en France. Il voit sa liste précéder celle de M^{me} Veil. « Si nous faisons entre 8 % et 10 %, ce sera une confirmation de notre inscription dans le paysage politique français. Si nous faisons 15 %, ce sera un petit bouleversement, »

M. Antoine Waechter en tête

1. Antoine Waschter, 40 ans, ingénieur écologique, conseiller régional d'Alsace, conseiller municipal de Mulhouse, candidat à l'élection présidentielle de 1988 ; 2. Solange Fennel, 55 ans, secrétaire, conseiller municipal de Mulhouse (Haut-Rhin) ; 3. "Max Siméoni, 60 ans, médecin, secrétaire général de l'Union du peuple corse, conseiller général de Corse, conseiller municipal de Bastia ; 4. Maïre Joanny, 55 ans, journaliste, conseiller municipal de Bastia ; 5. Yves Chochet, 43 ans, informaticien, conseiller municipal de Rennes ; 6. Marie-Christine Aulas, 44 ans, journaliste ; 7. Gérard Mommer-Besobon, 68 ans, directeur de l'Institut Djida, député, 32 ans, réalisatrice audiovisuelle, présidente de l'Association des jeunes Arabes de Lyon et banlieue ; 9. Adrien Arber, 50 ans, journaliste, directeur régional de la Bassée-Normandie ; 10. Dominique Vovnet, 31 ans, médecin, conseillère municipale de Dole ; 11. Gérard Onesta, 29 ans, architecte ; 12. Marguerite-Marie Dinguard, 55 ans, journaliste, directrice de la Pierre Raffin, 55 ans, maître de conférences à Paris-VII ; 14. René Conan, 51 ans, acupunctrice, conseillère municipale de Lorient ; 15. Bruno de la Roche, 45 ans, traducteur européen ; 16. Marie-Anne Isler-Béguin, 33 ans, chargée d'étude en environnement ; 17. Yves Frémont-Danet, 42 ans, écrivain ; 18. "Alme Achumbud, 41 ans, apiculteur, conseiller municipal de Bussayon ; 19. Jean-Pierre Buisson, 31 ans, agriculteur, conseiller municipal de Broût-

Vernet (Allier) ; 20. Michèle Salotti, 45 ans, professeur ; 21. Michel Duchêne, 37 ans, libraire, maire adjoint de Bordeaux ; 22. Nicole Stamm, 45 ans, géographe, conseillère municipale de Bordeaux ; 23. "Gustave Allrol, 40 ans, Tracors ; 24. ans, analyste financier ; 24. Guyline Cozza, 27 ans, infirmière, conseillère municipale d'Istres ; 25. Jean-Pierre Laridge, 30 ans, ingénieur ; 26. Catherine Arribas, 33 ans, institutrice ; 27. "Gustave Allrol, 40 ans, éditeur ; 28. "Simone de Bollardière, 67 ans ; 29. Marcel Bayle, 38 ans, maître de conférence ; 30. Claude Richard-Molard, 65 ans ; 31. Jean Brière, 56 ans, maître de conférences ; 32. "Gustave Allrol, 40 ans, professeur, conseillère municipale de Poitiers ; 33. "Gustave Allrol, 40 ans, assistant à l'université du Lyon-III, maire de Saint-Hortien (Haute-Loire) ; 34. Arlette Delinger, 39 ans, enseignante ; 35. "Gustave Allrol, 40 ans, comédien ; 36. Nicole Bouilly, 46 ans, professeur ; 37. Christian Brodhag, 37 ans, ingénieur ; 38. "Michèle Folschweiller, 38 ans, pharmacienne, conseillère municipale de Poitiers ; 39. "Gustave Allrol, 40 ans, technicien supérieur, conseiller municipal de Lille ; 40. Catherine Rousseau, 36 ans, enseignante ; 41. Jean-François Bardin, 31 ans, instituteur ; 42. Geneviève Buisson, 31 ans, journaliste ; 43. "Ramoncho Camblong, 50 ans, directeur d'entreprise ; 44. Mané Aymes, 31 ans, secrétaire

ne « liste DOM-TOM »

oter pour M. Fabius

évidence l'explication essentielle, le secrétaire général du PPM, M. Camille Desnères, président du conseil régional de la Martinique et principal instigateur du projet de liste autonome, a reçu de M. Laurent Fabius, chef de file des socialistes, une lettre contenant, de l'avis du PPM, « des engagements nets et précis » concernant la défense des intérêts des DOM-TOM devant l'Assemblée européenne.

Dans cette lettre, inspirée par M. Claude Cheyrou qui avait eu des contacts avec les parlementaires du PPM (*Le Monde* du 29 avril), M. Fabius répond notamment aux craintes exprimées par M. Darsières : « De bien des façons, votre analyse rejoint la mienne [...]. La liste que je dirige exerce donc que la Communauté pousse sa pleine responsabilité dans l'adoption d'un programme d'actions d'un caractère étroitement compte des spécificités et des besoins propres à chaque région [...]. Pour les Antilles, la priorité absolue est le rattrapage économique [...]. Notre position de principe est donc claire, j'aurai l'occasion de l'affirmer publiquement : nous voulons une politique de développement, adaptée aux besoins, pour accélérer le développement des Antilles et des autres départements d'outre-mer [...]. Nous devons : assurer à l'économie des DOM le maintien d'un soutien égal à celui de l'octroi de mer, par la perpétuation, dans des conditions à préciser, de cette taxe historique ou, le moment venu, par tout autre moyen d'effet équivalent ; trouver les moyens de préserver le marché qu'il nous a permis de conquérir ; protéger nos produits antillais comme les bananes, le rhum et les ananas ; veiller à ce que le doublement des fonds structurels annoncés par la CEE honore les besoins légitimement exprimés par les régions dans leurs propositions de plans de développement. »

Fort de ces assurances, le PPM appelle à voter pour la liste de M. Laurent Fabius.

ÉTIENNE MARÉ

inquiète

Compte tenu de la confusion générale qui règne actuellement et de la démobilités de la semaine prochaine, le RPR a jugé plus utile d'attendre la semaine prochaine pour trancher. Les députés RPR se retrouveront, mardi 16 mai, à 14 heures, puis, à 15 heures, ils rejoindront leurs collègues de l'UDF. Entre-temps, M. Jean-Claude Gaudin aura eu le temps de connaître le point de vue de M. Giscard d'Estaing, qui voit d'un mauvais œil un débat dans lequel s'illustrerait un «rénovateur», soutien de la liste de M. Simone Veil, l'ancien ministre centriste des affaires européennes, M. Bernard Bosson. Il n'est pas impossible que la liberté de vote soit alors laissée. M. Mazaud rappelle, dans les couloirs de l'Assemblée, qu'elle existait au RPR statutairement pour la censure (seul M. Pierre Méhaignerie affichait, à ce dernier pas, un visage rassuré pour les derniers sondages (13 % pour la liste du centre). «Il faut que les

La liste socialiste, menée par M. Laurent Fabius, serait en tête de la consultation européenne, en recueillant 28 % des intentions de vote, selon le sondage réalisé par la SOFRES et publié, vendredi 12 mai, dans le *Tribune de l'Expansion* (1). La liste UDF-RPR, conduite par M. Jean-Marie Le Pen d'Estaing, arriverait en seconde position, à un point de celle du PS, tandis que la liste centriste rassemblerait 13 % des intentions de vote. Les Verts confirment leur perçue électorale, en obtenant 12 % des intentions de vote des personnes interrogées. Quant à la liste communiste, conduite par M. Jean-Marie Le Pen qui est créditée de 9 % des intentions de vote, devance celle du Parti communiste (7,5 %). 56 % des interviewés ont, d'ores et déjà, déclaré avoir l'intention d'aller voter, tandis que 19 % n'ont pas encore exprimé d'intentions de vote.

53 % des sondés ont affirmé que ce scrutin les intéressait, alors qu'en 1984 seuls 50 % partageaient cette

[illegible]

Politique

La sécurité routière à l'Assemblée nationale

Les députés amendent le permis à points

Les députés ont adopté en première lecture, le jeudi 11 mai, le projet de loi relatif à la sécurité routière, défendu par M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, et M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat chargé des transports routiers et fluviaux. Les groupes PS et UDC ont voté pour, le RPR, l'UDF et le PC se sont abstenus. Contre l'avis du gouvernement, un amendement a été adopté pour abaisser de un an à six mois le délai durant lequel le contrevenant se voit interdire la conduite après la perte de son dernier point.

Tout de même, les hommes politiques ont du talent. La pose d'un extincteur dans les automobiles entraîne dans un débat sur les domaines respectifs de la loi et du règlement, l'installation d'un élyso-test dans les mêmes automobiles, à des digressions sur l'Europe de 1992, les amendements infligés aux chauffeurs de taxi, à de vaines considérations sur l'égalité des citoyens devant la loi, et la suppression des permis de conduire, à un cours magistral sur la séparation des pouvoirs administratifs et judiciaires.

On appelle communément cela « éléver le débat ». Il y a eu en conclusion, mais y gagne-t-on la satisfaction du devoir législatif accompli.

On parlait donc jeudi 11 mai, à l'Assemblée, de la sécurité routière. Tout le monde s'était accordé la veille, lors de la discussion générale, sur l'importance du sujet (*le Monde* du 11 mai). Mais la tâche du ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer n'en fut pas simplifiée pour autant, au contraire. Il lui fallut d'abord lever,

piéd à pied, les restrictions, les exonérations apportées par amendements « essentiellement ceux de l'opposition UDF-RPR - à son projet. Puis il fut contraint d'user de toute sa persuasion pour freiner les velléités interventionnistes de ces mêmes députés, devenus soudainement plus sécuritaires que lui. Charmeur appliqué, mais ministre tenace, il s'employa avec le sourire à mener exactement les députés là où il souhaitait qu'ils aillent.

L'opposition UDF-RPR semble tout d'abord partagée entre la volonté d'adopter un texte reconnu nécessaire et le souci de se ménager quelques catégories de citoyens-automobilistes-électeurs. M. Charles Fèvre (UDF, Haute-Marne), M. Pierre Lequiller (UDF, Yvelines) et M. Jean-Yves Chamard (RPR, Vienne) défendirent ainsi plusieurs amendements tendant à adoucir le projet gouvernemental. Face au sévère « permis à points » qui s'applique à chaque infraction, ils proposent sans succès d'instituer un système de « bonifications », comme le font les compagnies d'assurances pour les conducteurs irréprochables. Une idée qui leur valut les foudres vertueuses de M. Michel Sapin (PS, Hauts-de-Seine), président de la commission des lois : « Quand vous payez vos impôts régulièrement, on ne vous accorde pas de réduction ! Quand vous ne volez pas pendant cinq ans, on ne vous fait pas un petit cadeau ! La loi concernant le permis de conduire est la même que les autres, on ne peut pas demander de bonus pour l'avoir respecté ! »

Les « libertés fondamentales »

Les députés de l'opposition furent tout aussi malchanceux dans leur proposition de limiter les annulations de permis de conduire à trois

mois (au lieu d'un an) en cas de perte totale des points, pour certaines professions (représentants de commerce, chauffeurs de taxi, forains). « Au contraire, leur répondit M. Delebarre, ces professions qui sont les plus grandes praticiennes de la route doivent avoir un comportement exemplaire. » Ils parvinrent en revanche, contre l'avis du gouvernement et en raison de la présence minoritaire des députés socialistes, qui rejettent cet amendement.

Plus difficile pour le gouvernement fut, en revanche, la discussion d'une série d'amendements visant à renforcer les mesures de sécurité à bord des véhicules. La proposition, commune aux trois groupes RPR-UDF et PS, d'installer « d'ici à 1991 » un élyso-test dans chaque automobile, fut contestée par M. Delebarre, au nom d'un simple principe de réalité : l'insécurité française à fabriquer, dans les délais, les appareils adéquats pour 26 millions de véhicules.

Les députés eurent beau tenter d'infirmer la logique gouvernementale en proposant, à l'issue d'une nouvelle suspension de séance, de repousser cette obligation au 1^{er} janvier 1993, rien n'y fit. Ils obtinrent toutefois de M. Delebarre l'engagement que cette question serait négociée au plan européen, tout comme celle de l'installation d'un dispositif sonore et lumineux en cas de dépassement de la vitesse maximale autorisée. Contre la parole et sur l'insistance de leur ministre, les députés socialistes retirèrent finalement leur amendement. « L'objectif que nous nous sommes fixé, précise également M. Delebarre, est d'installer des élyso-tests dans tous les lieux publics où l'on consomme de l'alcool. »

Sauver des vies humaines

Les députés ont adopté plusieurs petites mesures destinées à renforcer l'information du conducteur par l'envoi d'une lettre recommandée en cas de retrait de points sur son permis de conduire, à faciliter la reconstruction partielle de ce permis lorsque l'automobiliste se soumettrait à une formation spécifique, « comprenant un programme de sensibilisation aux causes et aux conséquences des accidents de la route ». Par un amendement de M. Léo Grizard (PS, Yonne), rapporteur du projet au nom de la commission des lois, ils ont autorisé le tribunal à prescrire, à titre de peine complémentaire pour l'automobiliste contrevenant, des travaux d'intérêt général (qui peuvent notamment prendre la forme d'une aide aux services hospitaliers spécialisés dans l'accueil des victimes de la route).

Avec la peur de ceux qui ont été touchés personnellement par de tels drames de la route, Jean-Paul Fuchs (UDC, Haut-Rhin) donna à ce débat, parfois emphatique, une conclusion terriblement simple : « De l'adoption de ce texte, le Parlement sortira grand, car elle permettra de sauver des vies humaines. Et d'éviter des peines indécises. »

PASCALLE ROBERT-DIARD.

Le combat d'un père contre un chauffard

Le désespoir face à l'inconscience

Entre la colère et les larmes, Pedro Accion affronte, le 11 mai, devant le tribunal d'Evry, l'automobiliste qui, dans un moment d'ivresse, tua sa fille Marina. « Vous réalisez ce que vous avez fait, assassin ? », lance le père à l'inculpé, Pierre-André Lacaze. Prêt à bondir, il se retient. Le chauffard passe sans un mot, sans un regard pour le père de la victime. Pedro Accion a visiblement du mal à revivre le fil tragique de cette nuit où l'accident survint.

Samedi 18 juin 1988, 0 h 30. Au volant de sa vieille 2 CV, Pedro Accion, trente-sept ans, roule sur la voie de droite de l'autoroute A 10 en direction de Massy (Essonne). A ses côtés, Catherine De Boodt, trente-deux ans, sa compagne. Sur la banquette arrière, Marina, dix ans, et une amie Marine Gros, vingt-deux ans. Ils reviennent d'un spectacle de théâtre à Dourdan. La nuit est claire, la chaussée sèche. A la hauteur de Villebon-sur-Yvette, la 2 CV est violemment percutée à l'arrière par une BMW lancée à vive allure, conduite par Pierre-André Lacaze accompagné d'un passager, M. Alain Boder. Sous le choc, la 2 CV fait plusieurs tonnes. Les quatre passagers sont éjectés. Marina et Marine sont tuées sur le coup. Pedro et Catherine sont grièvement blessés. Lacaze, employé à la SNCF et son compagne n'ont pas une égratignure.

Le conducteur de la BMW a plus de 2 grammes d'alcool dans le sang - le taux légal admis est de 0,80 grammes. Il est inculpé d'homicides involontaires, conduits en état d'ivresse et défaut de maîtrise. Son permis lui est retiré pour six mois ; il passe deux mois et demi en détention avant d'être remis en liberté.

Pour Pedro Accion, « c'est scandaleusement peu pour un assassin. Une automobile est comme un pistolet chargé. Si on prend le volant en étant ivre on ne doit certainement pas ignorer qu'on peut tuer sans pouvoir se retrancher derrière l'argument : « Ce n'est pas ma faute, il s'agit d'un homicide volontaire. »

Une agression majeure

Depuis les faits, Pedro Accion ne se remet pas du drame. Professeur de technologie dans une école de Yverres (Essonne), il assure mal ses cours : plus d'une vingtaine d'arrêts maladie. « Je ne peux pas m'empêcher de songer à ma fille quand je vois les gestes de mes élèves d'un âge identique, qui pourraient être

ceux de Marina. » Son ex-femme, la mère de Marina, a choisi immédiatement d'avoir un deuxième enfant. Son amie, Catherine De Boodt a mis deux mois avant de pouvoir, sans fondre en larmes, évoquer avec lui le cauchemar. « Je vois trop de gens qui ont mal autour de moi à cause de ces morts. Parce que j'ai ressenti beaucoup de haine vis-à-vis de cette personne qui nous a perdus. » Catherine a hésité à assister au procès « pour avoir de tout ça ». Mais elle a finalement admis qu'il lui « fallait être près de Pedro ».

Le père de Marina a envisagé d'en appeler à l'opinion publique : « L'incrimination n'est pas adéquate sur la route. Un conducteur doit penser qu'il a autour de lui des êtres vivants. C'est cet homme qui respecte son prochain. »

La veille du procès, Pedro avait écrit au président de la République : « Tuer plusieurs personnes sur la route est d'une autre façon une agression majeure. La France, pays de la liberté, ne doit pas être celle de la liberté de tuer impunément. Il faut que la mesure cesse. »

La peur du gendarme

Pedro Accion espère en la responsabilisation de chaque automobiliste sans se dissimuler qu'elle sera longue à obtenir. Sans attendre, il croit aux vertus de la dissuasion : « L'enfermement ne change pas grand chose. Mais la peur du gendarme, oui. » Il se bat à mains nues, avec l'aide d'une quelconque association : « C'est peut-être mon réflexe de survie. »

En France, un chauffard envoie actuellement une peine maximale de deux ans de prison et, selon la jurisprudence, une amende maximale de 200 000 F pour la mort d'un enfant. « C'est trop peu pour un assassinat », juge le père de Marina. Et de citer le sondage récemment publié par la Croix selon lequel 61 % des Français pensent que la justice doit être plus sévère.

Ce matin du 11 mai, à l'ouverture du procès, M. Renaud Blanquet, président de la septième chambre correctionnelle, a décidé de renvoyer l'affaire au 29 juin prochain, pour une question de procédure.

Pedro Accion ne conteste pas le bien-fondé de cette décision, mais « qu'est-ce qu'un léger vice de procédure par rapport à la gravité de la mort ? Comme si une fois de plus on refusait le débat public », s'échappe-t-il, la voix brisée.

DANIELLE ROUARD.

DÉFENSE

L'amiral Louzeau prend la défense du sous-marin et du porte-avions nucléaires

Dans une préface à un cahier spécial du mensuel officiel *Armées d'aujourd'hui*, consacré à l'avenir des forces navales, l'amiral Bernard Louzeau, chef d'état-major de la marine nationale, prend la défense du sous-marin stratégique et du porte-avions à propulsion nucléaire.

A propos du sous-marin stratégique, l'amiral Louzeau constate que sa propulsion nucléaire lui permet de se déplacer aussi longtemps qu'il le désire en toute discrétion et que les missiles, dont il est équipé, ne laissent désormais aucun point du globe hors de leur portée.

Mais c'est à propos du porte-avions nucléaire, dont le projet pourrait être menacé par la révision de l'actuelle programmation militaire, que l'amiral Louzeau présente une défense et une illustration d'un système d'armes controversé.

« Le porte-avions, écrit le chef d'état-major de la marine, rassemble les techniques les plus

récentes des navires de surface et de l'aéronautique. Ses catapultes et ses brins d'arrêt lui permettent de mettre en œuvre des avions de 18 tonnes supersoniques, qui constituent son « système d'armes » et lui donnent une allonge considérable. La propulsion nucléaire quasi illimitée malgré les fréquentes pointes de vitesse « dans le vent » nécessaires au catapultage des avions. La puissance militaire de ce navire en fait un instrument

d'action remarquable, en cette époque où sous la paix nucléaire bouillonne une paix violente. » Dans sa défense du porte-avions nucléaire à catapultes pour le décollage et à brins d'arrêt pour l'atterrissage, l'amiral Louzeau semble écarter la thèse de ceux qui préconisent, pour des raisons de prix de revient, le choix de porte-avions à décollage et atterrissage verticaux du modèle des bâtiments en service dans des marines européennes, en Grande-Bretagne, en Italie ou en Espagne.

● Premier essai nucléaire français de l'année. — Selon les autorités néo-zélandaises, la France a procédé, vendredi 12 mai, à sa première explosion nucléaire souterraine de l'année sur l'atoll de Mururoa, dans le Pacifique. La puissance de l'explosion a été évaluée, de même source, à 15 kilotonnes (soit environ l'équivalent de la puissance de la bombe américaine sur Hiroshima).

● Une mission d'évaluation des revenus des militaires. — Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a confié à M. Pierre Descoeur, ancien directeur général adjoint de la SNCF chargé des relations sociales et des affaires générales, une mission d'études sur l'évolution des revenus des militaires de carrière. M. Descoeur devra rendre son rapport au printemps de l'année prochaine.

ÉDUCATION

La loi d'orientation sur l'enseignement

La FEN trouve trop timide le projet de M. Jospin

La Fédération de l'éducation nationale n'éprouve aucun enthousiasme à l'égard du projet de loi d'orientation sur l'éducation que M. Jospin doit présenter au conseil des ministres du 17 mai. Non seulement elle constate que le texte « ne donne pas la ballance d'oxygène qui permettrait de favoriser l'innovation », mais que ses ambiguïtés risquent de causer des blocages et d'être la source de contentieux. « Si on ne veut pas bousculer les habitudes, il n'y a qu'à ne pas faire de loi », a déclaré M. Yannick Simbron, secrétaire général de la FEN, au cours d'une conférence de presse jeudi 11 mai.

« Nous attendons une loi qui impulse une dynamique. Or, le projet ressemble plus à un constat de la situation qu'à un texte engageant des évolutions. » M. Simbron reproche ainsi au projet de M. Jospin de rester muet sur le contenu de la formation des enseignants et de ne pas tirer les leçons du débat sur l'adaptation des rythmes scolaires, « qui dure depuis quinze ans ». La FEN regrette que la

nécessité d'adapter les contenus d'enseignement et les obligations des professeurs ne soit pas clairement affirmée. « L'une des causes du trouble des enseignants est que leur mission n'est pas clairement définie. Il n'est pas question pour nous d'imposer une réforme dont les gens ne voudraient pas, mais il ne faudrait pas que la loi empêche certaines évolutions », a déclaré M. Simbron, en réaffirmant la nécessité pour les enseignants de « travailler autrement ».

La FEN souhaite que la formation continue des adultes soit intégrée parmi les missions normales des enseignants nouvellement formés et « s'inquiète » du refus exprimé par M. Jospin devant le Conseil économique et social à cet égard, comme sur la proposition du libre choix des familles pour l'orientation scolaire, alors que le système actuel, estime M. Simbron, « permet aux enfants des familles les plus averties ou les plus fortunées de s'en sortir ». Le secrétaire général de la FEN voudrait aussi qu'un tableau annexe à

la loi précise l'engagement de l'Etat en matière de recrutement d'enseignants pendant cinq ans.

La notion de « service public »

« Si on cache tout ce qui pose un problème, on ne risque pas d'avancer », a-t-il constaté. Seul véritable objet de satisfaction, après les retouches acceptées par le ministre : l'apparition de la notion de « service public de l'éducation », un article ayant par ailleurs été ajouté pour l'application de la loi aux établissements privés sous contrat. Afin de faire entendre sa voix dans le débat parlementaire, qui doit débiter en juin, et tenter de modifier le texte, la FEN a rencontré le groupe parlementaire socialiste et compte en faire de même avec les autres formations politiques. Mais M. Simbron n'a pas caché qu'il tout prendre il préférerait une loi satisfaisante, votée par une majorité relative, plutôt qu'un « consensus mou » sur un texte fade.

Ph. Be.

YVES MONTAND

SERA DEMAIN SAMEDI A 13 H
REDACTEUR EN CHEF
DU "JOURNAL INATTENDU"
DE **RTL**

AVEC
JEAN-PIERRE DEFRAIN

Querelle d'artistes sur fond de bicentenaire

Les douteuses provocations de M. Finlay

Procès de sorcellerie d'un artiste maudit, dont le seul tort serait de réhabiliter la violence révolutionnaire ? Ou éclairage brutal d'une œuvre ambiguë, révélant les arrière-pensées antisémites de son auteur ?

Telle fut l'alternative, mercredi 10 mai, durant la longue audience de la première chambre civile du tribunal de Paris, présidée par M^{me} Huguette Le Foyer de Costil, où M. Les Hamillons Finlay, artiste écossais, avait

assigné, pêle-mêle, en diffamation, l'un de ses anciens collaborateurs, M. Jonathan Hirschfeld, sculpteur canadien, le mensuel français Art Press, la radio Europe 1 et le bimestriel Galeries Magazine.

M. Finlay tient à ses ennemis. Pas assez cependant pour dégrader à la règle que s'est fixée ce solitaire rien moins que citoyen : ne jamais quitter son habitat de Spynepath, non loin d'Edimbourg, en Ecosse, ensemble de bâtiments, de jardins et d'étranges « terrasses » de son œuvre baptisée par lui-même « Little Sparta ». Ainsi son épouse, Sue Finlay, le représentait-elle à cette audience originale : pas tant un débat juridique qu'une querelle intellectuelle, sur fond de bicentenaire de la Révolution, et dont les longues plaidoiries firent avec minutie l'historique.

M. Finlay face à ses ennemis, ceux qui lui ont fait perdre cette commande espérée : un « jardin de pierre », commémorant la Déclaration des droits de l'homme de 1789 et devant être réalisé le long de l'avenue de la République à Paris. Or le 25 mars 1988, M. François Léotard, alors ministre de la culture, annula brutalement ce projet, qui n'était qu'à l'état de « contrat d'étude ». Faute de pouvoir se retourner contre le ministre, l'artiste a donc décidé de s'en prendre à ceux qui, selon lui, ont causé cet affront. Cinq ennemis : M. Dominique Bono, délégué aux arts plastiques, devant faire porter la responsabilité de ce refus final dans deux lettres adressées à M. Finlay, le 29 mars et le 27 avril 1988.

« La polémique n'a cessé de croître », écrit-il, depuis la diffusion de propos à caractère ambiguës tenus par M. Finlay dans une correspondance avec M. Jonathan Hirschfeld. Une polémique, poursuivait M. Bono, « totalement contradictoire avec la vocation de la commande, qui est de célébrer le message de fraternité et d'universalité de la Déclaration des droits de l'homme ». Sociétés de mensonge l'artiste, le responsable du ministère de la culture tenait à se débarrasser du « climat détestable créé par une campagne menée par certains organes de presse et personnalités extérieures à l'administration ». Soutenant la décision prise, tout en la regrettant, M. Bono n'hésitait pas à parler de « désinformation », d'« exagération », et assurait M. Finlay de « l'intérêt » de son œuvre.

Gaillottes et stastika

Toutefois, on faisait allusion à la correspondance de M. Finlay avec M. Hirschfeld, M. Bono ajoutait : « Vous êtes responsable de vos écrits (...) ». A vous de vous en expliquer devant vos détracteurs. Tandis que le haut fonctionnaire ne se risquait pas à commenter ou à éclairer la teneur desdits écrits, la cause était désormais entendue pour M. Finlay et ses amis : indubitablement, une correspondance privée a subitement provoqué un désaccord, suscité des calomnies, alors qu'il s'agissait d'exposition en exposition, d'une faveur croissante en France. Une faveur qui était aussi de plus en plus controversée...

Se réclamant d'un néoclassicisme intrinsèque, refusant de s'enfermer dans un « art exclusif » et insistant sur la « dimension politique », l'œuvre de l'écossais, qui mêle jardins, pierres, sculptures, poèmes et dessins, use de symboles dont la signification ne fut pas qu'esthétique : gaillottes, têtes coupées dans des papiers, mais aussi lettres « SS » ou stastika, cette œuvre d'origine indienne qui devint l'emblème du Parti nazi. En mai 1987, il exposa à Paris, sous le titre *Oso*, trois blocs de marbre : le premier vierge, le deuxième portant gravé le signe « SS », le troisième un petit tas d'ossements.

De quoi, à tout le moins, susciter un débat, sans doute recherché par les provocations calculées de M. Finlay. Alléguant sur la « violence de la nature », assurait ses administrateurs, pour qui l'œuvre de Finlay n'est pas de complaisance mais d'interrogation sur les horreurs de ce siècle. Cependant, alors que venait de se terminer à Lyon le procès de Klaus Barbie, la revue *Art Press* de juillet 1987 rééditait ce point de vue, s'étendant qu'un artiste fasciné par des références si peu humanistes fit choix pour célébrer les droits de l'homme. « Il est bien difficile de lire dans les œuvres mêmes la moindre distance critique ou, au mieux, par rapport à cette apologie de la violence », écrivait ainsi la rédactrice en chef, M^{me} Catherine Millet (2). Une analyse reprise sur les ondes d'Europe 1, le 25 mars 1988, quelques heures avant que M. Léotard annonce sa volte-face.

Fasciste, M. Finlay ? Annonceur, rétorquent ses partisans, qui

loin d'être d'extrême droite, sont en général connus pour leur engagement à gauche et notamment dans la mouvance du Parti communiste. Menés entre autres par M. Jean Ristat, poète, ami d'Aragon, animateur de la revue *Diogenes*, publiée au Mercure de France, ils assurent que c'est ne rien comprendre à l'œuvre. « Depuis vingt ans, expliquent-ils, Finlay se voue à restaurer l'imagerie révolutionnaire sous tous ses aspects (...). Ne nous y trompons pas : en attaquant Finlay sous les prétextes les plus fallacieux, on veut atteindre la Révolution elle-même. (3) ».

Autrement dit, parce qu'il s'escamoterait pas la Terreur dans sa mise en scène de l'événement révolutionnaire, M. Finlay serait victime d'une censure idéologique doublée d'une campagne de calomnie. Telle semble être la conviction des personnalités qui ont signé récemment une pétition en faveur de M. Finlay, parmi lesquelles les écrivains Bernard Noël, Patrick Besson, Jean-Etienne Heilbrunn, le cinéaste Bertrand Tavernier et l'ancien ministre communiste Charles Fiterman. Estimant que les autorités françaises ont « cédé à la calomnie et à la désinformation », elles leur demandent de revenir sur leur décision de renoncer à « prendre monument digne de la célébration du Bicentenaire » (4).

« Animosité raciale »

Or ce qui n'est apparemment qu'une polémique esthétique-politique est apparu sous un tout autre jour à l'audience du 10 mai. Au cœur du débat : la mystérieuse correspondance Finlay-Hirschfeld. Depuis 1983, M. Hirschfeld, citoyen canadien, né de parents juifs allemands ayant fui le nazisme, réalisait des bustes imaginés et commandés par M. Finlay. Une collaboration sans conflit, bien que M. Hirschfeld ait demandé, parfois, quelques éclaircissements sur le sens énigmatique des œuvres de son mentor écossais. Jusqu'à l'automne 1987, où, lors d'une exposition Finlay à la Fondation Cartier à Paris, M. Hirschfeld s'aperçut que sa signature, comme exécutant sinon comme coauteur, ne figurait pas à côté de trois bustes qu'il avait réalisés, parmi lesquels celui de Saint-Just. Il s'en inquiéta, écrit en Ecosse, ne reçoit pas de réponse, téléphone, jusqu'à ce que M. Finlay sorte de sa réserve pour lui aller sa colère. Une colère dont les sous-entendus, assure le Canadien, firent pour lui une soudaine révélation.

« Laissez-moi vous dire, en toute franchise, qu'il y a entre nous une animosité qui est instinctive et peut-être raciale », écrit M. Finlay, le 3 novembre 1987. Soudain, de ne pas convenir de ce différent professionnel, M. Hirschfeld, répond, non sans humour : « Ce n'est pas en réveillant l'animosité traditionnelle entre les Ecossais et les Canadiens que vous allez favoriser la sympathie pour vos nobles activités. » Mais M. Finlay n'est pas d'humeur à plaisanter. Le 26 novembre 1987, il répliqua : « J'en ai assez de vos lettres. L'évidence, vous avez regardé trop de films montrant vos compatriotes en train de brutaliser des Arabes non armés avec la croix de leur fusil. Je ne suis pas un Arabe désarmé et je vous mets solennellement en garde de faire attention où vous mettez les pieds. »

« Vous êtes une brute arrogante, bête et ignare », ajoute M. Finlay, avant un post-scriptum où, après avoir traité son ex-collaborateur d'« escroc », de « filon » et de « chagrin », il conclut : « Tel que vous êtes actuellement, vous devez être considéré à juste titre bon pour la déportation — vers une autre planète. » Que les revendications professionnelles de M. Hirschfeld soient ou non justifiées, cette riposte a tout de même de quoi étonner. Faut-il préciser que, s'il est juif, M. Hirschfeld n'est aucunement citoyen israélien — il a seulement séjouriné neuf mois à Jérusalem en 1975-1976 ?

Avocat de M. Finlay, le bâtonnier Mario Stasi n'a pas contourné l'obstacle. Certes, son client « est sous doute un homme un peu tracassé », certes, il « s'engorge », mais c'est le « cri d'indignation d'un homme blessé ». L'œuvre de ce « poète du concret » serait « dans l'ambiguïté ». Toute violence est dans la nature, y compris la violence nazie qu'il condamne mais qu'il considère jusqu'à l'illustrer dans ses œuvres. Tel serait donc l'artiste qui a subi un préjudice dont M. Hirschfeld, « jeune artiste inconnu », serait l'origine en diffusant une correspondance privée dans

de « petits cercles mondains méprisables ». L'animosité « raciale » ? M. Finlay voulait parler de « race d'artistes ». La « déportation » ? M. Finlay voulait dire « expulsion », qui se dit aussi en anglais « deportation ». Loin d'être antisémite, M. Finlay serait donc victime d'un « procès stalinien ». On ne déplace pas impunément un débat profes-

qui ont un intérêt calculé pour la stastika, trop de gens qui sont conscients des divisions que la question juive peut poser », écrit M. Finlay, le 25 novembre 1988, au directeur d'une galerie parisienne. Il s'en prend à M. Michel Blum, de la Ligue des droits de l'homme, en écrivant le même jour au président de celle-ci : « Michel Blum à l'infime émission d'Europe 1, n'a

pu être pas surpassé les efforts de Julius Streicher à Nuremberg, mais il était de cet ordre-là. » Le 25 novembre encore, apprenant que le paysagiste Alexandre Chénouff, auquel il était associé pour la commande des Menns-Plains, renonçait à poursuivre Europe 1, M. Finlay lui écrit pour s'excuser qu'il préfère « ne pas être vu dans le journal à bestiaux avec un non-Français, non-juif ».

Revisonisme Ce grand épistolier n'a-t-il pas l'habitude de diffuser lui-même, sous ses pseudonymes, sa correspondance, qui souvent porte en bas de page la mention « copies » ? Et M^{me} Triet de donner d'autres exemples de lettres « gravement injurieuses et antisémites », aux destinataires variés. « Il y a trop de gens à Paris aujourd'hui

qui ont un intérêt calculé pour la stastika, trop de gens qui sont conscients des divisions que la question juive peut poser », écrit M. Finlay, le 25 novembre 1988, au directeur d'une galerie parisienne. Il s'en prend à M. Michel Blum, de la Ligue des droits de l'homme, en écrivant le même jour au président de celle-ci : « Michel Blum à l'infime émission d'Europe 1, n'a

pu être pas surpassé les efforts de Julius Streicher à Nuremberg, mais il était de cet ordre-là. » Le 25 novembre encore, apprenant que le paysagiste Alexandre Chénouff, auquel il était associé pour la commande des Menns-Plains, renonçait à poursuivre Europe 1, M. Finlay lui écrit pour s'excuser qu'il préfère « ne pas être vu dans le journal à bestiaux avec un non-Français, non-juif ».

Le 27 novembre 1988, l'artiste écossais assure, dans une lettre à un journaliste du *Times*, que « la disposition des juifs était l'attaque du fourgon postal » [the Great Train Robbery], car « ces juifs étaient uniques, c'était l'époque du chemin de fer ». « Qui d'autre qu'un juif, ajoute-t-il, ferait appel à la Ligue des droits de l'homme pour une histoire d'anti-

semitisme ? En bien, voilà ce que je fais de vos noms : une croix gammée. » L'historien Pierre Vidal-Naquet ne semble pas convaincu que, dans une attestation remise au tribunal, assure que M. Finlay « a utilisé d'innombrables arguments antisémites » : « Il éprouve une sorte de fascination répulsive pour le III^e Reich [sic] l'Allemagne nazie est à la fois un abîme et un sommet. » En somme, les colères privées de l'homme éclatèrent subitement la pensée cachée de l'artiste.

ENVIRONNEMENT

Le Kenya se prononce pour une interdiction totale du commerce de l'ivoire

NAIROBI correspondance

L'inefficacité du système des quotas, théoriquement destiné à réguler le commerce de l'ivoire et à réduire la contribution à son trafic des pays d'origine, a conduit le Kenya à se prononcer pour une interdiction totale du commerce de l'ivoire dans le monde. C'est en effet par milliers que les éléphants continuent à se faire massacrer chaque année, par les braconniers.

Rares, en revanche, sont les gouvernements qui ont su mettre en place une politique pour la protection des pachydermes. Faut-il en dire plus ? Le Kenya, qui a vu sa population de 10 millions de personnes augmenter de moitié en dix ans, est un pays pauvre, mais il a une grande fierté. Les éléphants sont une partie importante de son patrimoine naturel. Les quotas, qui ont été imposés par la Convention de Washington en 1973, ne suffisent pas à protéger les éléphants. Le Kenya propose donc une interdiction totale du commerce de l'ivoire dans le monde. C'est-à-dire qu'il ne sera plus permis d'exporter de l'ivoire, même sous forme de produits dérivés.

Le Kenya, qui figure parmi les quatre-vingt-dix-sept pays signataires de la convention sur le commerce international des espèces animales en danger (CITES), a signé à Washington en 1973, propose que l'éléphant soit inscrit dans l'annexe I de la Convention, c'est-à-dire qu'il soit considéré comme une espèce à protéger en priorité, comme c'est déjà le cas pour le rhinocéros (1). Cette proposition sera soumise au vote de la convention lors de sa prochaine réunion, en octobre. A travers ce scrutin, l'objectif est de faire passer les principaux pays consommateurs de l'ivoire à l'interdiction totale du commerce de l'ivoire. Le Kenya, le Canada, les pays d'Europe de l'Ouest et le Japon se sont déjà déclarés en faveur de cette mesure. « Cela réduirait la demande sur le marché », et, par conséquent, « nous aiderait à régler le problème du braconnage et des massacres illégaux d'éléphants », souligne M. Kabana Ngala, ministre kenyan du tourisme et de l'environnement, lors d'une conférence de presse, le 11 mai à Nairobi.

Un argument convaincant puisque l'Europe et les Etats-Unis représentent, à eux seuls, près de 43 % des importations d'ivoire travaillé. Une analyse qui rejoint en tout cas, presque mot pour mot, celle que défendent depuis plusieurs années les associations de protection de la nature, très influentes à Nairobi et généralement dirigées par des écologistes blancs d'origine britannique.

Mieux contrôler

L'un des plus célèbres d'entre eux, le professeur Richard Leakey, figure de proue de l'East African Wildlife Society, n'avait pas hésité, en septembre dernier, à défier le gouvernement de Daniel Arap Moi et à accuser publiquement certaines « hautes personnalités » du régime d'être impliquées dans le trafic d'ivoire. Loin de lui nuire, cette polémique lui a valu de recevoir une promotion inattendue : le professeur Leakey, vient d'être nommé chef du département des parcs nationaux.

Un des premiers projets auquel s'est attelé la nouvelle équipe nommée par le chef de l'Etat consistait à installer des clôtures de protection autour des principaux parcs. Pas question, évidemment, de tout « boucler » et d'entraver les migrations saisonnières des animaux. Il s'agit simplement, affirme le professeur Leakey, de mieux contrôler et donc de mieux protéger les déplacements de troupeaux. Des expériences pilotes ont déjà commencé dans le parc ouest du parc d'Aberdare. L'opération devrait coûter entre 50 et 100 millions de dollars et devrait être essentiellement financée par l'aide internationale. Autre tâche tout aussi urgente : la modernisation et le renforcement des équipes chargées de la protection des parcs.

Enfin, dernier volet et non des moindres : le professeur Leakey s'est engagé à lutter contre la corruption, un des « problèmes majeurs » pour qui veut enrayer réellement le trafic d'ivoire et mettre un frein au massacre des éléphants.

CATHERINE SIMON.

Neuf nouveaux pays soutiennent la déclaration de La Haye sur la protection de l'atmosphère. Neuf pays (Australie, Belgique, Danemark, Irlande, Luxembourg, Pakistan, Portugal, Suisse et Tchecoslovaquie) ont apporté leur soutien à la déclaration sur la protection de l'atmosphère du globe, signée à La Haye, le 11 mars, par vingt-cinq pays (le Monde du 14 mars). Réunis à l'initiative de trois premiers ministres M. Michel Rocard (France), M. Rud Lubbers (Pays-Bas) et M^{me} Gro Harlem Brundtland (Norvège), les « vingt-cinq » avaient appelé l'humanité et tous les Etats à œuvrer de concert pour préserver l'atmosphère terrestre. Les pays riches devant aider les pays en voie de développement. Les neuf pays qui ont apporté leurs soutiens à la déclaration de La Haye l'ont fait à l'occasion d'une réunion d'experts tenue à Paris les 9 et 10 mai.

lution dans un catalogue ? Le 18 décembre, dans une lettre à l'ambassadeur de France à Londres, M. Finlay assure que « la différence entre 1940 et 1988 est que ceux qui parlent pour la France libre ne sont plus des Français ». Le lendemain, il écrit à un critique d'art parisien qui le combat : « Vous êtes les racistes. Vos journaux sont vos chemises brunes et vos chaussures en daim sont vos chaussures de combat. »

Pour M^{me} Triet, le doute n'est pas permis : « Dans cette affaire, on retrouve toute l'argumentation des révisionnistes. Après avoir dit qu'on avait déformé ses propos, M. Finlay n'hésite pas à dire qu'il est victime d'un complot juif et d'une affaire Dreyfus à l'envers. » Plus grave encore, estime l'avocat de M. Finlay, celui-ci a reçu de M. Finlay en décembre 1988 une affiche où, en lettres noires sur fond rouge, son nom était suivi de six autres détracteurs de l'artiste écossais, tous d'origine juive, formant une croix gammée, accompagnée de cette mention : « Personnes intéressées, Comité de salut public. »

C'était une réplique, assure M^{me} Stasi. Vous dites que je suis nazi ? En bien, voilà ce que je fais de vos noms : une croix gammée. L'historien Pierre Vidal-Naquet ne semble pas convaincu que, dans une attestation remise au tribunal, assure que M. Finlay « a utilisé d'innombrables arguments antisémites » : « Il éprouve une sorte de fascination répulsive pour le III^e Reich [sic] l'Allemagne nazie est à la fois un abîme et un sommet. » En somme, les colères privées de l'homme éclatèrent subitement la pensée cachée de l'artiste.

Jugement le 14 juin.

EDWY PLENEL.

- (1) Cf. interview à *Politix*, n° 11, 31 mars 1988.
- (2) *Art Press*, dans son numéro d'avril 1987, avait longuement présenté, en en faisant l'éloge, l'œuvre de Finlay, telle qu'elle l'inscrut dans sa propriété de Little Sparta.
- (3) *Diogenes*, juin 1988, n° 4.
- (4) *Le Monde de la Révolution*, n° 4, avril 1989.

En marge de l'affaire Papon

Mort de l'ancien préfet de la Gironde Maurice Sabatier

Maurice Sabatier, conseiller d'Etat honoraire qui fut préfet de la Gironde et préfet régional de Bordeaux de 1942 à 1944, est décédé récemment à son domicile parisien à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Son nom était lié à l'affaire Papon. Secrétaire général de la préfecture de la Gironde à l'époque où Maurice Sabatier était préfet, Maurice Papon avait été inculpé, en janvier 1983, de crimes contre l'humanité. Au cours de l'instruction de cette plainte au tribunal de Bordeaux, Maurice Sabatier, entendu comme témoin, avait affirmé endosser toute la responsabilité des faits reprochés à son secrétaire général de l'époque, sans que cette déclaration le fasse considérer comme « susceptible d'être inculpé » lui-même. C'est la raison pour laquelle la chambre criminelle de la Cour de cassation devait annuler pratiquement toute la procédure mise en œuvre contre Maurice Papon. Elle avait été reprise depuis, entraînant une inculpation nouvelle de Maurice Papon.

Né le 28 octobre 1897 à Arzew (Algérie), Maurice Sabatier, qui fit carrière dans l'administration préfectorale, n'avait jamais été inculpé pour ses activités de haut fonctionnaire durant l'Occupation. A la Libération, il avait été nommé directeur général des affaires administratives de gouvernement militaire de la zone française d'occupation en Allemagne.

Un nouveau « patron » du Groupe de sécurité de la présidence de la République. Le *Journalet* officiel du 11 mai publie l'arrêté portant nomination à la tête du Groupe de sécurité de la présidence de la République (GSPR) du capitaine de gendarmerie Michel Fortemps. Cet officier remplace le lieutenant-colonel Alain Le Caro, Président « patron » du GSGN, le lieutenant-colonel Jacques Bessi est, quant à lui, affecté à la direction de la gendarmerie nationale. Ces mutations devraient être bientôt suivies d'une nouvelle affectation pour le commandant Philippe Legorius, actuel chef du GIGN, et de la prochaine nomination à la tête du groupement de gendarmerie du Val-de-Marne du colonel Jean-Louis Esquivé.

SCIENCES

La révision des centrales nucléaires

Le conseil général du Haut-Rhin demande une contre-expertise pour Fessenheim

Un collège d'experts internationaux a engagé, jeudi 11 mai, à la demande du conseil général du Haut-Rhin une « contre-expertise » pour juger de la qualité de la révision générale dont le réacteur n°1 de la centrale nucléaire de Fessenheim fait actuellement l'objet. L'installation, mise à l'arrêt le 7 avril, est en effet « entrée en carénage » au terme de dix ans de fonctionnement.

Cette visite décennale, la première du genre effectuée sur un réacteur de 900 mégawatts, devrait donner lieu à une série de réparations (150 millions de francs) à laquelle s'ajoutera la remise à niveau de l'installation au standard de Chinon B-4, la plus jeune des tranches de 900 mégawatts du parc électronucléaire français (30 millions de francs supplémentaires). C'est pourquoi le conseil général du Haut-Rhin tient à suivre de près la bonne marche des travaux en « entourant », a annoncé le conseiller général M. Charles Haby de l'avis de plusieurs experts internationaux comme M. Luc Gilton de l'université de Louvain ; M^{me} Lothar Hahn, Christian Kueppers et Michael Sailer, de l'institut d'écologie de Darmstadt ; M^{me} Michèle Rivasi, présidente du CRI-Radi et M. Patrick Petitjean, chercheur au CNRS et membre du groupement des scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire (GSIEN).

(1) La France et huit pays d'Afrique francophone ont fait la même proposition (le Monde du 9 mai).

MÉDECINE

Les handicapés à Matignon

Un autocar a bloqué la circulation durant quelques minutes, jeudi 11 mai, devant l'hôtel Matignon à Paris. Il transportait une dizaine de handicapés et les dirigeants de l'Union nationale des associations de parents d'enfants handicapés (UNAPEI), apportant au cabinet du premier ministre une volumineuse correspondance : quarante mille messages, signés des adhérents de l'Union. Ils demandent au gouvernement de faire construire, en plusieurs années, des centres d'aide par le travail et des dispo-

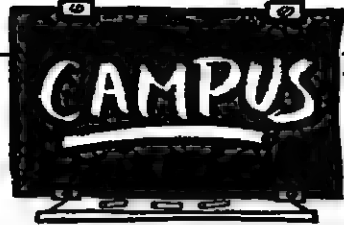
sitifs spécialisés, capables d'accueillir les trente mille handicapés, jeunes et vieux, qui ne sont actuellement pris en charge par aucune institution.

« Depuis notre manifestation de l'autisme dernier sur l'Alsace (le Monde du 7 octobre 1988), nous avons été écoutés », a expliqué M^{me} Bernadette Wahl, présidente de l'UNAPEI, en remettant ce courrier inhabituel à un conseiller de M. Rocard. A présent, nos familles souhaitent que l'on passe aux actes. »

Pentecôte

Les services ouverts ou fermés

- Presse: les quotidiens paraîtront normalement.
- Banques: toutes les banques seront fermées le lundi 15 mai.
- Postes: pas de distribution de courrier à domicile. Seuls seront ouverts les bureaux qui assurent la permanence les dimanches et jours fériés.
- Grands magasins: les grands magasins seront fermés le lundi 15 mai.
- Sécurité sociale: les centres de la région parisienne sont fermés jusqu'au mardi 16 mai au matin.
- Associations familiales: les bureaux d'accueil du siège et des unités de gestion de la région parisienne sont fermés jusqu'au mardi 16 mai au matin.
- Assurance chômage des travailleurs salariés: les bureaux d'accueil de Paris et de la région parisienne sont fermés jusqu'au mardi 16 mai au matin.
- Hôpital national des Invalides: le Musée de l'Armée, le Musée des plans-reliefs, l'église Saint-Louis, le dôme royal, seront ouverts le lundi 15 mai de 10 heures à 18 heures (le tombeau de l'Empereur sera accessible jusqu'à 19 heures).
- Cité des sciences et de l'industrie: elle sera ouverte le dimanche 14 mai de 12 heures à 20 heures et fermée toute la journée du lundi 15 mai.
- Musées: les musées nationaux devraient être ouverts le dimanche 14 et le lundi 15 mai, à l'exception toutefois du Musée national du château de Versailles (fermé habituellement le lundi).
- A Paris: seront ouverts: le Centre Georges-Pompidou (dimanche 14 et lundi 15 mai, de 10 heures à 22 heures), le Musée d'Orsay (dimanche 14 mai, de 9 heures à 18 heures), le Palais de la découverte (dimanche 14 mai, de 10 heures à 18 heures).
- En région parisienne: le Musée de l'air et de l'espace du Bourget sera ouvert dimanche seulement, de 10 heures à 18 heures.



De Sciences-Po à Matignon

« Quels conseils donneriez-vous à un jeune sciences-po qui veut devenir premier ministre ? » Pour son dernier numéro de l'année universitaire, l'Indépendant, hebdomadaire réalisé par des étudiants de l'Institut d'études politiques de Paris, ajoute Michel Rocard à la galerie déjà longue d'interviews réalisées depuis deux ans. Le premier ministre, jamais en peine d'un grand oral, y va d'une typologie express du premier ministre: l'attachement local puis national, la filière des partis politiques ou l'école présidentielle.

Avant de songer à Matignon, encore faut-il entrer rue Saint-Guillaume. Pour les candidats à l'avenue, l'équipe de l'Indépendant publie un numéro spécial qui est un guide pratique et vivant de l'entrée à Sciences-Po. Qui sont et d'où viennent les élèves d'année préparatoire ? Un sondage auprès des deux tiers de la promotion 1988-89 indique que la réforme engagée l'an dernier commence à porter ses fruits: un nombre croissant de bacheliers de l'année (près de la moitié) ont été reçus à Sciences-Po. En revanche, le souhait de voir ses étudiants échapper à l'emprise de plus en plus forte des préparations privées n'est pas encore suivi d'effet: plus des deux tiers des élèves d'année préparatoire sont passés par une prépa privée pendant l'été ou pour une année de transition.

Hormis cette redécouverte des élèves de première année, l'Indépendant multiplie, avec humour, les tuyaux, conseils et informations pratiques sur les filières d'admission, l'histoire et la vie quotidienne à Sciences-Po, ainsi que sur les débouchés des diplômés.

G. C.

« Entrer à Sciences-Po », numéro hors série, 15 F l'Indépendant, 27, rue Saint-Guillaume, 75007 Paris.

Génie climatique

Associée à l'Ecole des mines de Paris, l'université Paris-VII met en place une formation de « thermique et régulation » sanctionnée par un diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS). Cette filière doit permettre de former des spécialistes du génie climatique et de la gestion des énergies des équipements et du bâtiment.

● Université Paris-VII, UFR de physique, formation continue, tour 23-33, 2, place Jussieu, 75251 Paris Cedex 05, tél.: 43-54-31-22.

Education nouvelle

La sixième université d'éducation nouvelle aura lieu, du 5 au 8 juillet, à l'université de Marseille Luminy, sur le thème: « Mille et une pratiques d'éducation nouvelle ».

● GFEN, 6, avenue Spinoza, 94200 Ivry-sur-Seine. Tél.: 48-72-53-17.

D'autre part, l'Institut supérieur de pédagogie organise, les 3, 4 et 5 juillet, des ateliers et des conférences sur le thème: « Existe-t-il des révolutions en pédagogie ? ».

Inscriptions jusqu'au 20 juin à l'ISP, 3, rue de l'Abbaye, 75006 Paris. Tél.: 43-54-54-82.

Finances et comptabilité

Une maîtrise des sciences et techniques (MST) comptables et financières sera créée à la faculté de droit et des sciences économiques de Limoges à la rentrée prochaine. La préparation au certificat d'accès à cette maîtrise va être mise en place à raison d'une session en juillet et d'une autre en septembre. Vingt-cinq étudiants seront admis à cette nouvelle MST, qui se propose de former les cadres financiers et comptables des entreprises et de préparer aux professions libérales de ces spécialités.

● Faculté de droit et des sciences économiques, place du Prédial, 87000 Limoges. Tél.: 55-79-19-81.

EN BREF

● Trois Journées horticoles à Courson. — Une soixantaine de pépiniéristes français et étrangers, spécialistes de plantes rares (arbres

et arbustes, notamment) exposeront leur production du château de Courson, dans la région parisienne (8 kilomètres à l'ouest d'Arpajon), les vendredis après-midi 19 mai (15 à 19 heures), samedi 20 et dimanche 21 (10 à 19 heures).

Ces journées qui, depuis 1982, ont lieu en octobre, se doublent depuis l'année dernière d'une exposition de printemps (renseignements téléphoniques: 64-58-90-12).

● Médiation. — Les candidatures pour l'Institut de formation à la médiation qui inclut, sur deux ans, la formation de médiateur, sont reçues à partir du 15 mai. Ecrire à l'IMF, 127, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris.

● RECTIFICATIF. — Jura... mais un peu tard. A la suite de difficultés techniques, les éditions Cérman n'ont pas pu commercialiser l'ouvrage Les Petits Trains à l'assaut du Jura début mai (le Monde du 29 avril). Celui-ci ne sera disponible qu'au mois d'octobre.

La Comité des Filles de l'Association ADEQUAT PARIS IV

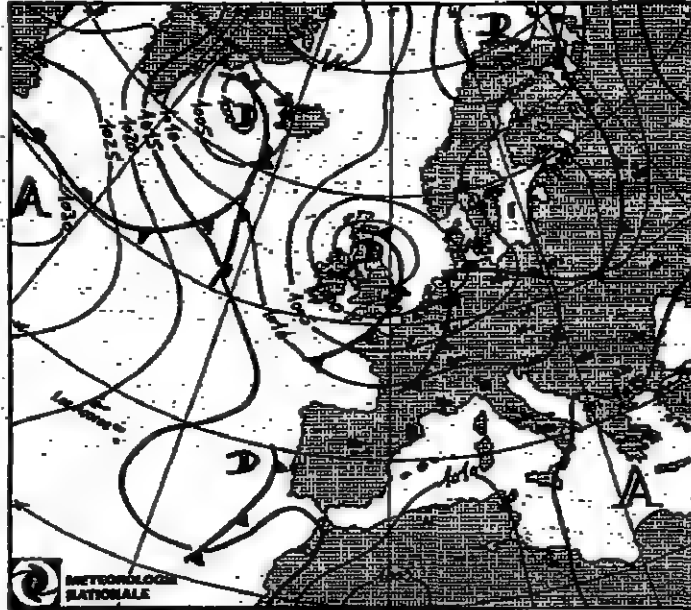
5^{ème} FOIRE A LA BROCANTE

SAMEDI 13 DIMANCHE 14 LUNDI 15 MAI 1989 de 10h à 19h

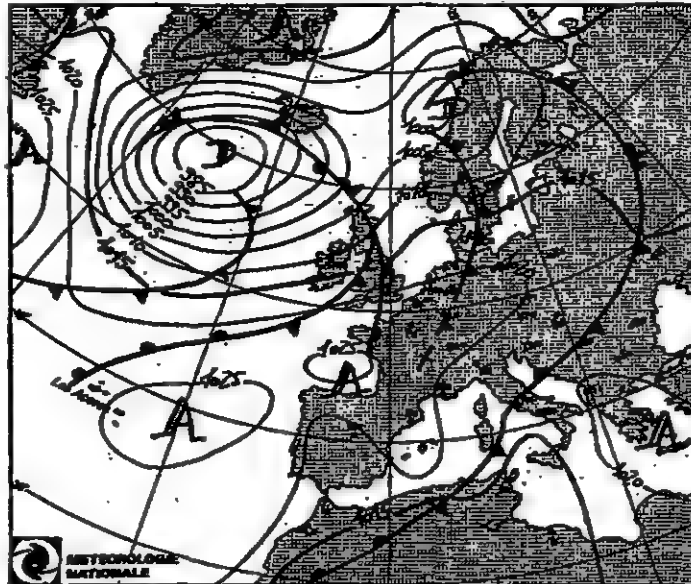
MARIE DU 4^{ème} ARRONDISSEMENT
Place du Bourg - Tibourge
Place Baudoyer (25, rue de Rivoli)
Rue des Barres
Quai de l'Hôtel de Ville

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 12 MAI 1989 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 14 MAI 1989 A 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 12 mai à 0 heure et le dimanche 14 mai à 24 heures.

Vendredi, la France se trouve dans un courant perturbé d'ouest. Plusieurs lignes frontales traversent le pays en direction du sud-est en donnant des orages.

Samedi, les pressions seront en hausse et les lignes frontales s'affaibliront que le sud-est.

Dimanche, une anticyclone s'installe sur la France. Des passages nuageux se produiront sur la moitié nord.

Samedi: très nuageux et orages orages dans le Sud-Est.

Les nuages prédomineront sur l'ensemble du pays malgré quelques éclaircies locales du Nord et de la Haute-Normandie au Poitou-Charentes, au Centre et à la Champagne.

On peut même attendre à quelques orages dans le Sud-Est, plus particulièrement sur le sud du Massif central, les Alpes et la Corse. Légère amélioration dans le courant de l'après-midi sur le Languedoc-Roussillon avec

la disparition des orages et le retour de quelques éclaircies.

De petites brumes ou pluies se produiront également le matin sur le Nord-Est. Les températures minimales avoisineront 11 à 14 degrés sur le Sud du pays, 7 à 9 degrés partout ailleurs.

Les températures maximales varieront entre 14 et 23 degrés du Nord au Sud.

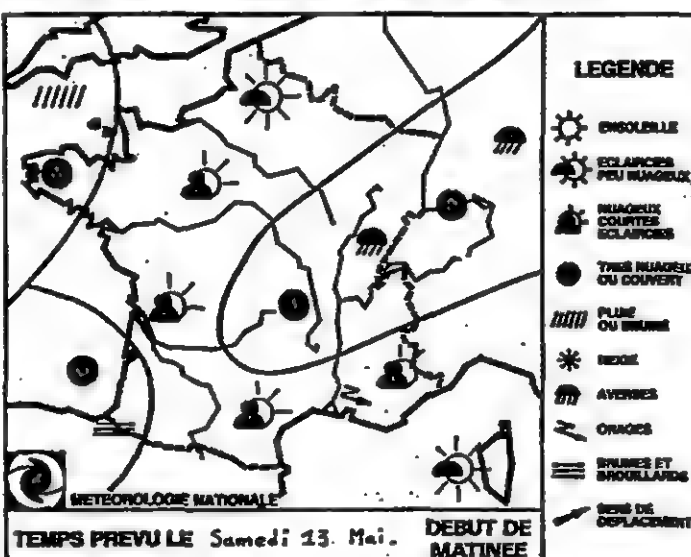
Le vent sera généralement faible.

Dimanche: retour de soleil.

Le matin, les nuages seront encore nombreux, excepté sur le Languedoc-Roussillon et le Sud-Ouest du pays où les éclaircies seront belles. Attention aux brouillards matinaux. Quelques orages seront encore possibles des Alpes du Sud à la Corse.

En cours de journée, le soleil reprendra partout le dessus, malgré quelques nuages passagers de la Bretagne au Nord.

Les températures maximales atteindront 15 à 24 degrés du Nord au Sud, et jusqu'à 25 degrés en Corse.



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé le 11-5-1989 à 6 heures TU et le 12-5-1989 à 6 heures TU

FRANCE			ÉTRANGER		
ALGER	21	13	ALGER	23	17
BARCELONE	23	13	ATHÈNES	23	14
BORDEAUX	23	13	BANGKOK	34	28
BREITENBURG	19	9	BELGRADE	26	13
BREST	15	7	BERLIN	16	10
CAEN	14	8	BELTUS	15	8
CHERBOURG	13	8	LE CAIRE	28	15
CHERBOURG	13	8	COPENHAGUE	12	8
CHERBOURG	13	8	DAKAR	25	21
CHERBOURG	13	8	DELHI	41	27
CHERBOURG	13	8	DIEPPE	27	16
CHERBOURG	13	8	GENÈVE	17	12
CHERBOURG	13	8	HONGKONG	31	27
CHERBOURG	13	8	ISTANBUL	21	12
CHERBOURG	13	8	JERUSALEM	20	8
CHERBOURG	13	8	LISBONNE	21	16
CHERBOURG	13	8	LONDRES	18	7
CHERBOURG	13	8	LYON	18	10
CHERBOURG	13	8	MADRID	27	19
CHERBOURG	13	8	MARSAKCI	27	12
CHERBOURG	13	8	MILAN	22	12
CHERBOURG	13	8	MONTREAL	16	8
CHERBOURG	13	8	MOSCOW	21	8
CHERBOURG	13	8	NAGORI	24	17
CHERBOURG	13	8	NEW-YORK	16	8
CHERBOURG	13	8	OLD	13	8
CHERBOURG	13	8	PARIS	23	15
CHERBOURG	13	8	PEKIN	17	12
CHERBOURG	13	8	RIO-DE-JANEIRO	24	19
CHERBOURG	13	8	ROME	20	10
CHERBOURG	13	8	SINGAPOUR	31	25
CHERBOURG	13	8	STOCKHOLM	14	8
CHERBOURG	13	8	SYDNEY	22	18
CHERBOURG	13	8	TOKYO	15	10
CHERBOURG	13	8	TUNIS	26	15
CHERBOURG	13	8	VIENNE	14	8
CHERBOURG	13	8	YOKOHAMA	21	14
CHERBOURG	13	8	YOKOHAMA	22	11

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale)

PHILATÉLIE

La forêt de Fontainebleau

La Poste mettra en vente postale, le lundi 22 mai, le timbre à 2,20 F Forêt de Fontainebleau.

Régulièrement, la Poste donne dans l'écologie forestière, manière de rappeler que la forêt française est la première d'Europe et que, de 8 millions d'hectares il y a un siècle, elle s'étend aujourd'hui sur plus de 14 millions, dont 25 000 pour celle de Fontainebleau, où dominent le chêne, le pin sylvestre et le hêtre. Ces dernières années, des timbres ont célébré le millionième hectare reboisé en 1963: la forêt de Tronçais, en 1976: le hêtre fayard, l'orme de montagne, le chêne pédonculé et l'épicéa, en 1985.

Le timbre, au format horizontal 40 x 26 millimètres, dessiné et gravé par Pierre Albuissou, est imprimé en taille-douce en feuilles de cinquante.

★ Vente anticipée: premier jour, les 20 et 21 mai, à Fontainebleau.



(Seine-et-Marne), un bureau de poste temporaire ouvert de 9 heures à 18 heures, à la mairie, salle des élections, et, le 20 mai, de 8 heures à 12 heures, au bureau de poste de Fontainebleau principal.

★ Souvenirs philatéliques: André Gohaut, 9-bis, boulevard Magenta, 2, part de Paris-Bleu, 77300 Fontainebleau (12 F plus port).

Éditions réalisées par la rédaction de Monde des philatélistes. 24, rue Chancel, 75009 Paris. Tél.: (1) 42-47-99-68.

En filigrane

● De Gaulle et Kennedy. — Le Togo a émis récemment une série de quatre timbres et un bloc-feuillet à l'occasion du 25^e anniversaire de la mort de J.F. Kennedy.



Le sujet retenu: la rencontre du général de Gaulle avec le président américain à Paris en 1961.

● Expositions. — La salle des fêtes de Gentilly à Nancy (Meurthe-et-Moselle) accueille les samedi 13 et dimanche 14, un salon multi-collections: minéraux, fossiles, insectes, philatélie, cartes postales et monnaies.

La coopérative scolaire « Les Oursons » de l'école française Victor-Hugo à Berlin-Ouest et le Club des jeunes philatélistes de Spandau organisent, les 12 et 13 mai, à la salle des fêtes de Teget-Nord, une exposition de philatélie jeunesse. Thème: le Bicentenaire de la Révolution française et la 40^e anniversaire de la fin du pont aérien de Berlin, avec deux bureaux de poste temporaires avec cachets illustrés (renseignements, souvenirs philatéliques: Expo philatélie jeunesse, SP 69 051/E 75898, Paris BCAC).

Exposition d'art postal, du 19 mai au 2 juin, à l'université Paris-VII, 2, rue de la Liberté, 93200 Saint-Denis. Rendez-vous fixé par Edwige Regenwetter et ses étudiants.

● Vente. — Très belle vente sur offre de prix de 10 000 lots chez Bertrand

Sirius, 7, rue de Châteaudun, 75009 Paris (clôture des offres le mercredi 24 mai). Au programme, la dispersion d'une riche collection thématique cyclisme, une monographie Marianne de Gandon (épreuves, entiers, variétés, lettres rares). À noter, sortant de l'ordinaire, des plus accidentés (accident de l'aviateur Byrd de 1927 avec signature manuscrite de traversée de l'Atlantique, prix de départ 12 500 F), ensemble de la seconde guerre mondiale avec courrier de camps de déportation et de prisonniers, une lettre unique avec franchise administrative du gouverneur de Tahiti en 1851 (prix de départ 4 000 F) et autres lettres rares d'Océanie. Un catalogue à demander.

● L'étranger. — Harpers, 81, New-Bond Street, London W1A 4EH, Angleterre, propose les 23, 24 et 25 mai une série de ventes aux enchères, à Londres, de Grande-Bretagne et Commonwealth. À noter deux lots extraordinaires des Bermudes, timbres fabriqués localement en 1948 et 1961 par le Postmaster W. B. Parrot (estimations 60 000 et 40 000 livres sterling).

Harpers toujours, mais en Suisse, Riva Paradiso 32 A, 8902 Lugano, organise à l'hôtel Bellevue au Lac de Zurich, une vente aux enchères, les vendredis 19 et samedi 20 mai. Au programme près de 1 500 lots d'ouvrages des collections de Russie, d'Argentine, des États-Unis et des anciens États italiens.

● La poste pendant la période révolutionnaire.

L'Union manuscrite compte éditer un numéro spécial consacré à la poste sous la Révolution française pour l'exposition Philéfrance 89. Un ouvrage qui fera référence, en souscription au prix de 235 F port compris jusqu'au 20 juin. Renseignements, commande: Claude Chezeau, 159, boulevard Murat, 75016 Paris.

LETTRES

Le Grand Prix du roman de l'Académie française à Geneviève Dormann

L'Académie française a couronné, jeudi 11 mai, Geneviève Dormann pour son roman *Le Bal du dodo* (Albin Michel). « Elle a obtenu 13 voix sur 22 votants », a précisé M. Jean Dutoit, les autres suffrages s'étant éparpillés sur Jean-Marie Rouart pour *La Femme de proie* (Grasset) et Louis Nucera pour *La Chanson de Maria* (Grasset).

Geneviève Dormann, qui, depuis 1959, a publié dix livres, n'en est pas à son premier prix. Elle a notamment obtenu en 1980 le Grand Prix de la Ville de Paris pour *Fleur de péché* (Seuil). *Le Bal du dodo*, qui n'est certainement pas son meilleur livre, n'a pas les qualités du roman de Sophie Trébuchet, par exemple, où elle ressuscite la figure de la mère de Victor Hugo (1). Pour ceux qui n'aiment pas l'écriture tantôt appliquée tantôt relâchée ou faussement provocatrice, il n'est guère possible de venir à bout de ces 370 pages. Pour ceux qui lisent seulement pour passer un moment, cette histoire, dans une île Maurice non touristique, avec ce qu'il faut de jeunes gens trop épris à séparer d'urgence, doit pouvoir être distrayante (bien qu'il ne soit pas interdit de prêter l'oreille à Paul et Virginie).

Mais, plus qu'aux qualités littéraires du *Bal du dodo*, les académiciens ont peut-être été sensibles à la personnalité de Geneviève Dormann, à ses talents de potémiste. Contrairement à ceux d'entre eux qui partagent ses opinions, elle ne

craint pas, elle, de s'affirmer tranquillement maurassienne et de dire violemment son dégoût de la droite modérée qui « n'ose pas prendre les voix du Front national » (entretien dans *Libre* du mois de mai), après avoir, il y a quelques années, lancé son fameux « les Juifs m'emmerdent » dans le numéro 80 du *Craquelin*.

À moins que les dignes académiciens n'aient été fascinés par la définition que M^{me} Dormann donne de son livre sur la couverture: « Le Bal du dodo est un roman, c'est-à-dire une histoire inventée à partir de lieux, de personnages et de situations qui pourraient être réels. » De quoi méditer longuement, dans les séances du jeudi, sur réalité et fiction... « Ce livre, je l'ai écrit toute seule, à la main, sans notes ni ordinateur, en m'appliquant pour m'amuser et distraire mes lecteurs », ajoute-t-elle. On ne peut pas être plus honnête et plus claire. On n'a donc rien à reprocher à Geneviève Dormann. Reste à savoir si l'Académie française se donne pour fonction de promouvoir une littérature, distrayante pour certains, sophistique pour d'autres, qui se porte très bien et n'a nul besoin de son soutien. Les académiciens ont déjà répondu par le passé en couronnant notamment Frédéric Hébrard. Ils persistent et signent. Belle preuve, sinon de cohérence, du moins d'entêtement.

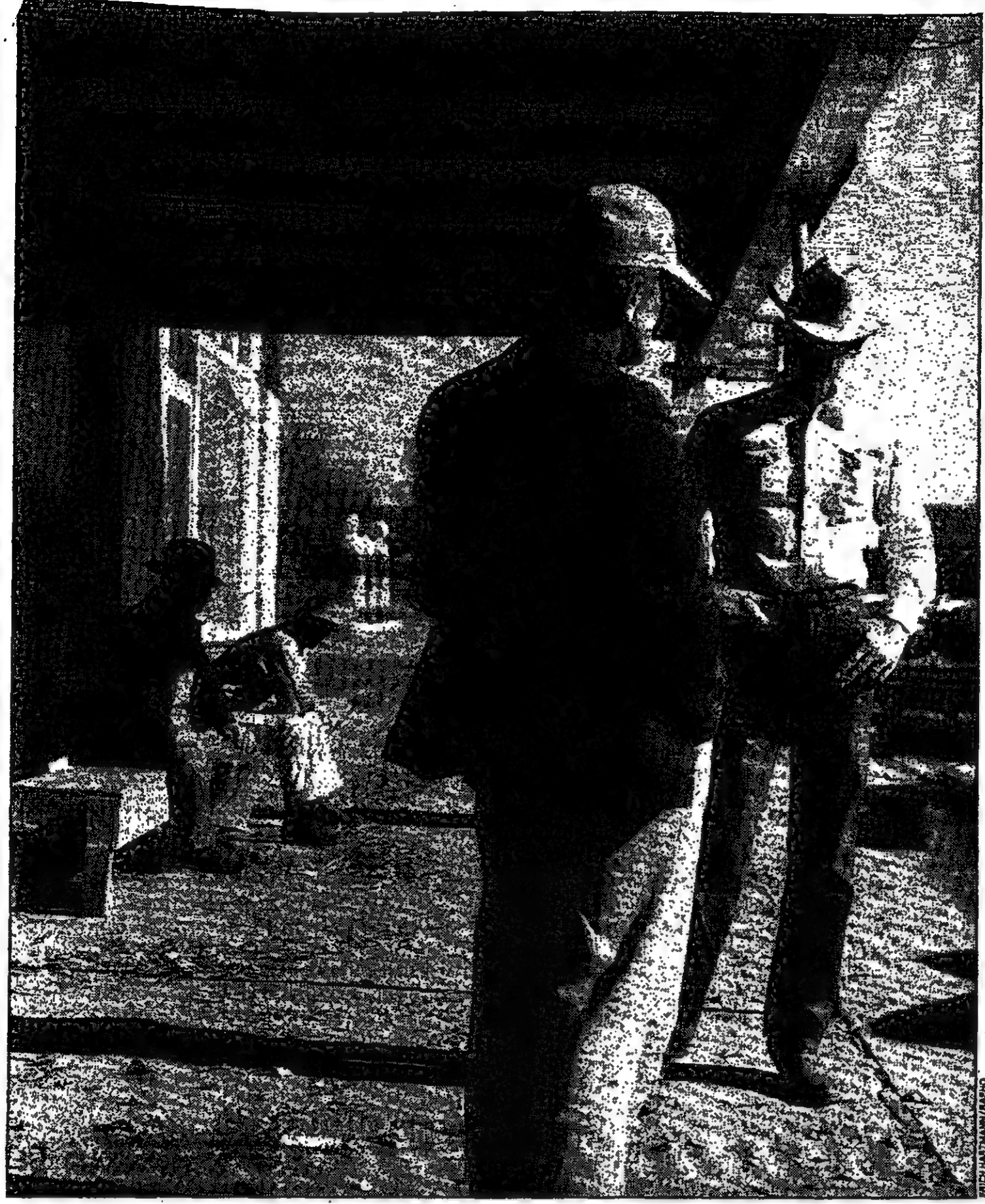
JOSEYNE BAVIGNEAU.

(1) Albin Michel, prix Kléber-Haegem, 1983.

هكذا من الأدب

Le Monde SANS VISA Oklahoma patrie du peuple rouge

Pétrole, Indiens et cowboys
sur fond de décor publicitaire :
l'histoire ancienne et moderne
de l'Oklahoma, un Etat américain
pas vraiment comme les autres.



par Olivier
Boissière

OKLAHOMA-CITY. Matin. Il est 10 h 30, centre-ville. A droite, une banque. A gauche, une autre banque. Derrière, un hôtel. Devant, un autre hôtel, le Skirvin Plaza, sobrement évocateur de splendores passées et manifestement clos. A quelques encablures, au nord, le Capitole et ses pelouses encore parsemées de quelques tours de forage et de pompes avec leurs grosses têtes de sauterelles dociles. A quelques centaines de mètres à l'est, les trois bâtiments de l'administration, de la culture et de la justice locales, assemblés à la mode de l'Administration des travaux publics rooseveltienne (1), une mode qu'en Europe on dirait musolinienne.

Plus loin, au sud, avant l'antiroute 40 et son bruissement continu, le théâtre de l'architecte John Johansen, préambule à la fois high-tech et déconstruite, toute de tuyaux colorés, de béton brut et de bardage industriel, gît à l'abandon, portes et fenêtres closes de planches. Sur la deuxième marche de l'escalier, une bouteille de gin vide dans son sac de papier kraft froissé veille.

Oklahoma-City n'en finit pas de refaire son centre-ville. Depuis le plan directeur élaboré il y a près d'un quart de siècle par L.M. Pei - que Paris ne peut plus ignorer, - plus d'un urbaniste est venu apporter son grain de sel, reformuler, replanifier. La ville peut se targuer aujourd'hui de deux réalisations majeures : les jardins Myriad étendus en son plein centre leurs verdures vallonnées, rehaussées d'un « pont de cristal », belle serre en forme de cylindre de verre couché ; non loin, un ensemble de bureaux tout de verre miroitant et doté du sempiternel atrium animé de fontaines jaillissantes et de sculptures abstraites du plus beau rouge, comme il se doit, répond au nom martial de Leadership Square (square du commandement).

Trottoirs déserts. Il a surgi de nulle part, grand costard sexagénaire coiffé d'une casquette à visière comme on en porte à la pêche à la ligne ou aux matches de base-ball. On s'étonne de ne voir personne dans la rue. Le baléze affable trace aimablement du doigt le réseau de galeries souterraines et commerciales qui relie chaque immeuble à ses voisins. La rigueur du climat, torride l'été, glacial l'hiver, en est une cause.

Le Skirvin Plaza a fait faillite. Ce n'est pas la première. Le rematira Skirvin ? Un pétrolier millionnaire (en dollars) doté d'une fille qui se rendit célèbre d'abord en ambassadrice du Luxembourg puis comme « merveilleuse hôtesse » à Washington et modiste d'une héroïne de comédie musicale à Broadway. « Oklahoma » ? (2) Non. « Call me Madam ». Tant pis.

Regard songeur : « Il n'y a pas grand monde, c'est vrai. » Puis : « A la fin des années 30, - États jeunes, - pendant plusieurs années consécutives, il y eut des saisons très sèches. Les terres avaient subi un demi-siècle de défrichage intense. Des vents très violents ont soufflé, soulevant des tourdes de poussière. La pluie même ne les a pas interrompues et... » L'entente : « Il a plu de la boue. » On se demande quelle punition du Ciel, quel châtiement divin... « Il n'a pas plu de grenouilles au moins ? » - Ah, vous êtes français. - Et comme distraitement, le regard s'envole loin : « Vous savez, ici, il y a juste un siècle, il n'y avait RIEN. »

La ruée de 1889

C'est par des salves de fusil, des coups de canon, des sommeries de clairon comme celles que l'on attend dans les films pour annoncer la cavalerie salvatrice que fut salués l'avant-dernier geste fondateur de l'Etat d'Oklahoma. C'était le 22 avril 1889. Quelques cinquante mille colons s'élançaient pour marquer leur petit territoire. Des villes, des comtés, des pays se matérialisèrent en un jour.

Pour cette course à la terre, les règles avaient été établies avec un

soin particulier. Les terres offertes à la colonisation se trouvaient au beau milieu du territoire indien, théoriquement interdit. On ouvrit donc les frontières trois jours avant la course pour permettre aux candidats de prendre leurs positions. Les parcelles avaient été préalablement découpées et distinguées en rurales et citadines. Bien sûr, il y eut un tas de petits malins pour croire bon de prendre un peu d'avance. La troupe les ramena pour la plupart à la raison et au sens de l'équité. Ceux qui échappèrent aux investigations de la cavalerie repèrent le nom de « précoques ». C'est demeuré le surnom de l'Etat (3).

Ce n'était pas d'hier que le territoire d'Oklahoma excitait la convoitise. Le processus de démantèlement s'était amorcé dès la fin de la guerre civile. Depuis lors, des voies de chemin de fer traversaient le pays, des colons s'étaient établis en tournant la loi grâce à des mariages avec des femmes indiennes. D'autres, vaguement prophètes et quelque peu voyous, faisaient miroiter aux nouveaux arrivés dans les contrées voisines du Kansas et de l'Arkansas les richesses d'une terre promise. Ils pratiquaient un incessant battage et vendaient aux naïfs des options sur des parcelles encore immatérielles et des plans sur la comète.

Ces « batteurs » (4), infatigables prosélytes, dont les plus célèbres furent Charles C. Carpenter et David L. Payne, alternaient les raids illégaux dans les territoires - dont ils se faisaient expulser manu militari non sans avoir fait couvrir l'événement par des journalistes spécialement invités à cet effet - et le siège têt du Congrès. Ils avaient trouvé en Elias C. Boudinot, un avocat chevronné, la voix indienne pour plaider leur cause : on n'est trahi que par les siens.

La pression des « batteurs », allée à celle des compagnies de chemin de fer et des milieux d'affaires, finit par porter ses fruits : la première course à la terre s'opéra donc sur la portion centrale du territoire d'Oklahoma, dite « non affectée » : elle avait en fait été retirée aux

Creeks et aux Séminoles afin de réserver des terres à des tribus à venir... qui ne vinrent jamais.

Dans les années qui suivirent la ruée de 1889, les appétits s'étaient aiguisés, tous les territoires indiens d'Oklahoma furent successivement démantelés et offerts à la colonisation par course, loterie ou soumission sous enveloppe. Les Indiens avaient, en désespoir de cause, dû accepter la privatisation de leurs terres pour éviter le pire. Ce n'était pas la première fois que le gouvernement leur faisait le coup, à ces Indiens ! En 1907 enfin, l'Etat d'Oklahoma était proclamé. La découverte d'importants gisements de pétrole dans la région de Tulsa en 1901 n'a strictement rien à voir dans cette affaire.

Taureau-Assis, Geronimo et les autres

D'Oklahoma-City à Tulsa, l'autoroute rectiligne affecte un profil de sinussoïde régulière. Plongée dans la descente, l'aiguille du compteur dépassant largement les 65 miles à l'heure ; remontée au ralenti jusqu'au sommet de la colline où, pendant un bref instant, le pare-brise n'embrasse que du ciel. Tulsa n'est guère qu'à une heure trente. Tulsa, la « vieille ville » en langue creek. Oklahoma, le « peuple rouge ». Les Indiens.

Des Peaux-Rouges d'Amérique du Nord, les Européens n'ont retenu que quelques héros et figures légendaires, le dernier des Mohicans, le Taureau-Assis des Sioux Hunkpapas, le Nuage-Rouge et le Cheval-Fou des Sioux Oglalas, Geronimo des Apaches, Joseph des Nez-Perçés, tous nomades, chasseurs et guerriers, cavaliers de grands espaces et résistants obstinés à l'homme blanc quand celui-ci eut donné les signes évidents de son mépris de la nature, de son avidité brutale et de sa langue fourbue.

Tous les Indiens n'étaient pas nomades et chasseurs. Sur les terres mêmes qui devaient constituer l'Oklahoma, les explorateurs espagnols, Coronado, Do Campo, Onate, puis les Français, Saint-Denis, La Harpe, les frères

Mallies, rencontrèrent les Wichitas, semi-sédentaires, chassant au printemps. Les coureurs des bois traitèrent avec ces tribus paisibles, firent souche en épousant des femmes indiennes, établirent un fructueux commerce de fourrures et de peaux, participèrent à la conclusion d'une paix durable entre Wichitas et Comanches.

Les tribus déplacées auxquelles fut assigné le territoire au premier quart du dix-neuvième siècle étaient nomades les « Tribus civilisées ». Ce n'est pas par hasard. Les Choctaws, dont les terrains s'étendaient au nord du Mississippi et de l'Alabama, les Cherokees, qui occupaient un vaste territoire englobant tout le sud de la chaîne des Appalaches, les Creeks, qui habitaient un domaine entre les actuels états de Géorgie, d'Alabama et du Mississippi, menaient une vie sédentaire basée sur l'agriculture ; ils possédaient une organisation remarquable et un gouvernement ; ils avaient avec d'autres groupes des rapports commerciaux et diplomatiques élaborés.

La soif d'évangélisation poussa les missionnaires à établir des systèmes d'éducation et des écoles tandis que les mariages des colons

avec des femmes indiennes tendaient à produire une élite de sang-mêlé dont certains allaient poursuivre des études dans les universités du Nord-Est. A l'aube du dix-neuvième siècle, les notables cherokees avaient nom Ward, Ross, Lowry, Chilsom, les Choctaws comptaient dans leur rangs des LeFlore, Mac Curtain, Mc Kenney, Jones et Locke, le chef d'une des factions des Creeks était un certain William McIntosh.

La pression des colons sur les terres occupées par les Indiens dans cette partie sud se fit si préoccupante que l'idée de les transplanter à l'ouest du Mississippi mûrit rapidement. Des accords d'émigration volontaire avaient déjà été passés quand Andrew Jackson fut élu président.

- (Libre la suite page 14.)
- (1) Public Works Administration : relance de l'économie américaine par des travaux d'intérêt public lors du New Deal de Roosevelt, après la Dépression.
 - (2) Comédie musicale des années 40 : le Far West comme opération élaborée.
 - (3) Sooner : plus tôt. Oklahoma, le « Sooner State ».
 - (4) Boomer, du verbe to boom : faire une grosse publicité à quelque chose.

SCANDITOURS

L'EXPRESS COTIER

LA NORVÈGE AUTHENTIQUE

DEPARTS QUOTIDIENS

Decouvrez en profondeur la vie et la beauté de toute la côte norvégienne : Fjords, Lofoten, Cap Nord à bord de l'un des 11 navires.

Demandez la brochure EXPRESS COTIER à votre agence de voyages ou à : SCANDITOURS : 10, rue Auber 75009 Paris. Tél. : (1) 47.42.80.00.

ESCALES



Marche sur Versailles

Ville royale s'il en fut, Versailles vit aussi naître la Révolution : réunion des Etats généraux par Louis XVI, exécution célèbre de Mirabeau dans la salle du Jeu de paume, nuit du 4 août, déclaration des droits de l'homme et du citoyen, pour ne citer que les principaux épisodes qui scanderont une visite des lieux révolutionnaires organisée par l'Office de tourisme de cette ville. De Notre-Dame, l'église d'où partit, le 4 mai 1789, la procession du Saint-Sacrement qui inaugura l'ouverture des Etats généraux, à la salle des Menus-Plaisirs, elle aura lieu tous les jours non fériés du 2 mai au 30 octobre prochain. Départ de l'Office de tourisme de Versailles (7, rue des Révoires, tél. : 39-50-36-22) à 10 heures

et à 15 heures. Tarif : 30 F par personne pour deux heures de promenade.

Dans le parc du château, le commentaire historique fera place à la musique classique lors des grandes eaux musicales, une promenade parmi les jeux d'eau des vingt-quatre bassins, fontaines ou bosquets. Tous les dimanches jusqu'au 8 octobre (sauf le 1^{er} octobre) ainsi que le 4 mai et le 15 août, de 15 h 30 à 17 heures, 16 F.

Les dernières années de la monarchie et les grands moments de la Révolution seront évoqués pour les grandes fêtes de nuit autour du bassin de Neptune. Un spectacle de 1 heure et demie en quinze tableaux, avec feu d'artifice royal et grandes eaux lumineuses, est prévu les samedis 1^{er}, 8 et 22 juillet à 22 h 30, 12 et 18 août à 22 heures, 2, 9 et 16 septembre à 21 h 30. Places de 45 F à 150 F.

Duo russe

L'URSS est à la mode. On s'y bouscule. Au point qu'il est souvent difficile, en saison, de trouver des places d'hôtel à Moscou ou à Leningrad, principales bénéficiaires de cet engouement. Aussi le service « voyages » de l'Association France-URSS (61, rue Boissière, 75116 Paris, tél. (1) 48-01-59-00) a-t-il négocié et obtenu deux départs par mois pour ces deux villes.

De mai à septembre, des voyages d'une semaine permettant de découvrir les quais de la Neva, la perspective Nevski et les trésors du musée de l'Ermitage, à Leningrad, puis le vieux Moscou, la relève de la garde sur la place Rouge, les cathédrales du Kremlin et le bouillonnement de la rue de l'Arbat. Huit jours tout compris : 7 885 F par personne.

Country Show

Un Salon pour voir, essayer et acheter. Tel se veut le 2^e Country Show international qui se tiendra du 19 au 21 mai sur l'hippodrome d'Auteuil, à Paris. La première édition avait attiré près de 31 000 visiteurs, séduits par cette manifestation qui permettait non seulement de découvrir les nouveautés en matière de pêche, golf, cheval et chasse mais aussi d'assister à des démonstrations ou de s'initier à l'une de ces activités. Les exposants (importateurs, revendeurs, fédérations, clubs, associations, voyagistes et organismes de tourisme) sont regroupés dans quatre villages de tentes disposant chacun d'une aire de démonstration et d'initiation.

Les golfeurs pourront essayer de nouveaux clubs, taper des balles au « practice », prendre des leçons gratuites, bénéficier des conseils de professionnels, participer à divers concours et assister à l'étonnant « show » d'un joueur anglais, Noël Hunt. Côté pêche, une rivière, réempoissonnée, et un plan d'eau de 300 m², permettront de s'initier aux différents types des démonstrations de pêche, sans oublier un simulateur de pêche au gros. Côté cheval, les enfants pourront faire du poney, les adolescents prendre une leçon de voltige et les adultes s'initier à l'attelage ou à la monte en amazone avant d'assister à des spectacles équestres, des cascades, des dressages et des rencontres de horse-ball.

Le vendredi 19 mai (de 10 h à 21 h), samedi 20 et dimanche 21 (de 10 h à 19 h). Métro Porte d'Auteuil. Prix d'entrée : 65 F, gratuit pour les moins de douze ans.



Valmy à Reims

La *Levée*, spectacle théâtral conçu par Denis Guenoun, est une lecture européenne de la Révolution française à partir d'une réflexion de Goethe — présentée sur le champ de bataille de Valmy — sur la levée d'un monde nouveau. D'où son titre : « De ce jour et de ce lieu date une ère nouvelle dans l'histoire du monde ». C'était le 20 septembre 1792.

Cette création dure cinq heures, se déroule dans quatre lieux différents du Centre dramatique de Reims et comporte un film de dix minutes sur la bataille de Valmy, tourné avec trois mille élèves de Champagne-Ardenne hébergés en soldats de l'An II. On peut dîner au cours du principal entracte.

Ce spectacle, placé sous le patronage de François Mitterrand, a obtenu le label de la Mission du bicentenaire. Il sera donné du 17 mai au 30 juillet les mercredis, jeudis, vendredis et samedis à 19 heures, le dimanche à 15 heures, à

l'Espace André-Malraux (tél. : 26-40-45-45) à Reims.

Trois forfaits sont proposés aux non-Rémois par l'Office de tourisme (tél. : 26-88-37-89) : spectacle, découverte de Reims et du vignoble champenois (deux jours, 800 F par personne en chambre double). Par Champagne Connection (tél. : 26-82-59-90) : découverte du vignoble en voiture ancienne et de la Champagne en montgolfière ou en hélicoptère. Par Wegons-Lits tourisme (tél. : 26-83-36-31) : un programme Révolution et champagne avec visites de caves (trois jours, 1 300 F par personne en chambre double, en pension complète).

Cavaliers et yourtes mongoles

Il y a comme un parfum de steppe dans cette randonnée à cheval à travers la Mongolie. Une première mondiale et une exclusivité Als-Sud (105, rue Monge,

75005 Paris, tél. : 43-37-85-80 et 144 bis, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris, tél. : 43-27-01-20).

Après avoir rallié Moscou puis Irkoutsk, après une excursion vers le lac Baïkal et une journée et demie dans la Transsibérienne jusqu'à Oulan-Bator, un dernier vol déposera des cavaliers à Khujirt, dans la vallée de l'Orkhon, but ultime de tous ces efforts. Installation dans les yourtes, ces tentes mongoles de peau, choix des montures, des selles et à cheval pour une randonnée de six jours sur les traces de Gengis Khan. La randonnée se terminera aux chutes de l'Orkhon. Il sera alors temps de prendre l'avion pour le désert de Gobi. Nombreuses visites dont celle de la vallée des faucons fréquentée par les moultins et les chèvres sauvages.

Seize jours dont six à cheval, 19 780 F en chambre double et tout compris, notamment la présence d'un guide cavalier mongol pendant la randonnée équestre. Logement en hôtels de catégorie supérieure, en yourte collective de six personnes.

Oklahoma, patrie du peuple rouge

(Suite de la page 13.)

Avec l'attitude expéditive de l'homme des frontières qui considère toute présence indienne comme une gêne à la colonisation, Jackson liquida les restes de leur administration pour placer les indiens sous juridiction américaine, puis laissa se développer les exactions et persécutions par les colons blancs, réservant les interventions armées à la répression de révoltes sporadiques d'Indiens exaspérés. Défaits, résignés, les Creeks, Choctaws, Chickasaws, puis les Chickasaws et les Séminoles furent déportés sur la « Piste des larmes » (5) dans des conditions inhumaines : une partie de leurs peuples y mourut au cours du voyage.

A leur arrivée en Oklahoma, il y eut aussi des frictions dues à la présence d'autres tribus qu'on avait négligé de déplacer dans leurs nouveaux territoires et des ajustements, le temps de reformer les cadres éducatifs : une partie importante de l'argent versé par le gouvernement au titre des traités de déplacement avait été, à la demande des émissaires indiens, assignée aux écoles. De 1835 à 1861, les « Cinq Tribus civilisées » connurent une période de paix et de prospérité, cultivant leurs terres, faisant commerce de leurs surplus, louant de vastes portions de la prairie aux éleveurs du Kansas, développant les écoles, éditant journaux et livres.

Du côté des confédérés

La guerre civile forme un autre chapitre tragique de l'histoire du territoire. Les Indiens se rangèrent en grande majorité dans le camp de la Confédération. Il ne faut guère s'en étonner : Washington était tenu pour responsable des persécutions, des spoliations, des traités mal respectés, des malheurs de la Piste des larmes. Et puis les Indiens, largement formés aux usages du Sud, étaient esclavagistes. Ils combattirent dans les rangs confédérés, résistèrent sur le territoire même aux assauts de l'Union et capitulèrent quand la résistance devint désespérée. Le territoire, en 1865, était en ruines, la population mâle décimée, le pays en butte aux razzias de bandes incontrôlées.



Le gouvernement de Washington traita avec les « Cinq Tribus civilisées » dans un esprit de revanche dû à leur engagement aux côtés des confédérés. La reconstruction fut longue et difficile : le pays était devenu le lieu de refuge de tous les hors-la-loi qui s'échappèrent l'Ouest et qui constituèrent une part de sa morbide légende, celle des frères James et des Dalton, de Belle Starr amoureuse et voleuse de chevaux, celle aussi du juge pendu Isaac Parker, qui condamna cent soixante malfaiteurs à la potence.

Le gouvernement fédéral profita de la « trahison » des « Cinq Tribus » pour assigner des terrains à toutes les tribus des plaines qui avaient jusqu'au bout résisté à l'invasion des colons et qui avaient été « pacifiées » par des massacres successifs, justifiés par le fameux mot du général Sheridan, lors de la reddition d'une tribu comanche : « Un bon Indien est un Indien mort » (6). Les restes des tribus des Kiowas, des Cheyennes, des Arapahos, des Comanches furent installés sur

des terres reprises aux Cinq Tribus. Puis, il y eut des Kaws, des Osages, des Sacs, des Fox, des Poncas. La deuxième Piste des larmes pour le territoire d'Oklahoma s'acheva par le désarmement des hommes, la confiscation des chevaux et la mise en prison des chefs.

Au tournant du siècle, l'acculturation complète des Indiens était en marche. Par une ironie particulière du sort, les Osages, à qui avaient été assignées les terres les plus pauvres, furent les premiers heureux du siècle. C'est sur leur territoire, au nord-ouest de Tulsa, que jaillit soudain la manne terrestre, le pétrole.

Les cagoules de Tulsa

Les Indiens ne se font plus remarquer en Oklahoma que dans les sociétés historiques, dans les musées et dans les manifestations folkloriques. Les artefacts authentiques, objets et accessoires, ceintures ornées de perles multicolores, les Indiens, pas fous, les font manifester en Corée du Sud. Tulsa étend ses zones indus-

trielles et ses raffineries dans une boucle de la rivière Arkansas. La ville est riche. A la grille orthogonale près, ses quartiers opulents rassemblent au Vésinet avec leurs demeures prétentieuses sur de vastes pelouses.

Calmé, frère de ses trois cents églises, Tulsa parvient (presque) à faire oublier qu'elle fut le théâtre sanglant de pogroms dans les années 20 et que le Ku Klux Klan y fit régner un ordre religieux et fanatique, anti-Noir, antisémite, anticonstitutionnel même.

Aujourd'hui, la foi s'incarne plus paisiblement dans le délire de l'université d'Oral Roberts, un précheur, comme son nom l'indique, qui a placé sa fortune et celle de ses fidèles dans un complexe architectural extravagant, un Cap-Canaïval revu par les anges, avec ses tours, ses sonnettes volantes et ses rampes de lancement tout blanc et or : l'aéropostale au service de l'élévation des âmes. Mais, bien sûr, on est au pays de l'architecte Bruce Goff.

Bartlesville. La tour Price, construite par Frank Lloyd Wright, en reprenant un vieux

projet de 1929 (7), n'est plus seule : deux gros bâtiments de bureaux et un théâtre malgracieux l'accompagnent et atténuent son caractère étonnant et incongru.

Les Price, ce sont de drôles de pistoleros : le père — qui fit bâtir la tour en 1952, se retrouvant chômeur durant la Dépression — en avait profité pour inventer un procédé original de soudure et faire fortune dans les pipelines. Le fils sérieux, Harold, se fit bâtir une maison par F.L. Wright et assumait la succession de l'affaire. Son frère, Joe, ingénieur et globe-trotter, ne fit rien comme tout le monde. Recherché activement pendant deux ans, il se la coula douce aux îles Marquises. Il collectionna l'art japonais (8). Il fut le client le plus fidèle de Bruce Goff.

Goff, disparu en 1982, c'est l'héritage de Wright poussé aux limites de la déraison : une allégorie patinée à l'angle droit, une combinaison de polyèdres et de courbes en forme de casse-tête, des matériaux rien moins qu'improbables. La maison-studio dont Joe Price a fait don à l'université d'Oklahoma offre quelques exemples d'un art inégalable : murets d'anthracite surmontés de cristaux bleus (fonds de moule cassés d'une usine de verre Liberty voisine), murs revêtus de dehors et dedans d'écorce d'arbre en plaques, sols à la poussière d'or, vitraux semés de perles, plafonds de plumes d'oise, jardins japonais et rocaille...

Le fameux étiquetteur Charles Jencks a qualifié Goff de « Michel-Ange du kitcho » : impossible en effet de passer cette œuvre au crible de critères traditionnels. C'est l'univers emplumé des danseuses de Las Vegas recyclé à l'usage domestique. Tout à la fois sublime et trivial, Goff fait vaciller la notion même de goût.

Tulsa, de nouveau. La meilleure viande de bœuf du monde. L'Etat dont les vastes prairies sont ponctuées de puits de pétrole est encore un grand territoire voué à l'élevage. Au Spudder (9), le parc de stationnement s'orne tout l'équipement (désactivé) d'un point de forage. Les paraphernalia de la distribution, vieilles pompes et enseignes, font bon ménage, à l'intérieur de l'éta-

blissement, avec les photos jaunies des temps pionniers et la saga vitrifiée sur les tables des violences de la Frontière, des exploits de Mitraillette Kelly à ceux de Floyd, le « joli garçon ».

Les Crondale, qui règnent sur les lieux, servent un filet d'une infinie tendresse en surveillant de loin les négociations de l'OPEP, qui « crée bien du désordre sur le marché ». Pétrole et vaches réunis en un seul lieu : un raccourci de l'Oklahoma.

Chapeau texan et nuque raide

Les vachers s'exhibent au Cadillac Country, où ils se livrent ce soir-là à un déshabillage suggestif : malgré les encouragements aigus de l'assistance féminine, ils n'enlèveront que le haut.

Au Chisom, ils ont plus de tenue : dans ce sanctuaire de la musique « campagne de l'Ouest », pantalons de denim, chemises à carreaux sombres, bottes à talon, la nuque raide, le chapeau texan dans sa version estivale de paille blanche bien vissée sur le chef, les épaules rigoureusement immobiles, ils glissent sur la piste dans le sens inverse des aiguilles d'une montre avec la mine préoccupée d'un Henry Fonda tournant sa dernière valse avant de planter là son institutrice. Ils savent confusément que leur image héroïque se brouille sous celle des bières avalées au goulot et des cigarettes à bout filé tirées de boîtes aux armes rouges et bleues. Alors, dans les dernières heures du bal, et loin des filles aux formes rebondies, les vachers ont le cafard.

OLIVIER BOISSIERE.

(5) *Trail of tears*, expression employée pour la déportation des tribus de Sud-Est, puis pour l'agonie des Indiens des plaines et leur séquestration dans les réserves.

(6) « *The only good Indians I ever saw were dead* » : « Les seuls Indiens authentiques que j'ai vus mourir » prononcé par le général Sheridan à l'occasion de la reddition du chef Tosewi des Comanches, après le massacre du village de Black-Kettle par Custer. Devant un aéroport.

(7) Saint Marks Tower, 1929.

(8) La collection de Joe Price est abritée dans le pavillon du Musée du comté de Los Angeles, œuvre posthume de Bruce Goff.

(9) Réquie : chevalier qui servait aux forages exploratoires.

هكذا من الأصل

LA TABLE

39 7

La croisière du bien-vivre

«Ne m'appellez plus jamais France...», chantait Michel Sardou lorsque le célèbre paquebot, vendu, allait devenir la Norway. Sardou se trompait. La Norway va redevenir la France pour une croisière de huit jours (deux jours de Paris à Paris), aux Caraïbes, à partir du 1^{er} décembre prochain.

La brigade exceptionnelle du France proposera chaque jour deux plats de quatre grands cuisiniers ou gastronomes, dont beaucoup seront sur place pour les commenter. Trente-trois «grands» (cinquante-trois études au Michelin, soixante-quinze au Bistrot Gourmand, plus que sur le drapeau des États-Unis !), d'Haubert à Joli Robuchon, d'André Daguin à Pierre Troisgros, de Patrick Lanture à Guy Savoy, de Jean Vattard à René Lasserre, avec encore les chefs du Bristol, du Plaza, du Ritz, du Fouquet's, à Paris, du Negresco à Nice, et encore Léa Lister (Bocuse d'or 1969), Christiane Massia et bien d'autres. La Provence avec le Métopole, la Voile d'Or et Denise Fabre la Népole ; Lyon, mais aussi Dijon (L.-P. Billaud), Richard Courteau de la Rochelle, Michel Trama de Puy-mirail, Vigato de l'Apiculus et

Ginette Lenoir-Delaive d'Auvillers-les-Forges...

A mi-parcours une journée gastro-détachée d'équilibre nutritionnel signée André Gellère. (Le Miroir de Biarritz) séparera ses prestations entraînées de concerts et récitals avec l'Orchestre symphonique de chambre de Paris. Le professeur Rémy Chauvin animera un groupe de réflexion sur ces exploits culinaires d'une croisière du «bon vivre», comme dirait Jean-Pierre Coffe. Avec encore des expositions, des dégustations et cours d'œnologie et de cuisine, des projections, des concours gourmands. Pierre Androuet parlera des fromages et Laurent Pottier, le grand chef d'orchestre, de la musique, de «sa» musique comme de celle des mets.

Saint-Martin, Saint-John, Saint-Thomas, toutes les îles d'or des Caraïbes à l'heure du bien-vivre française, sur le paquebot France pour une semaine rassurée : on devait bien cela à la cuisine française, la cuisine française devait bien cela au France !

• Renseignements : ANVOL, 10, avenue du Général, 38230 Meylan. Tél. : 78.60.83.50.

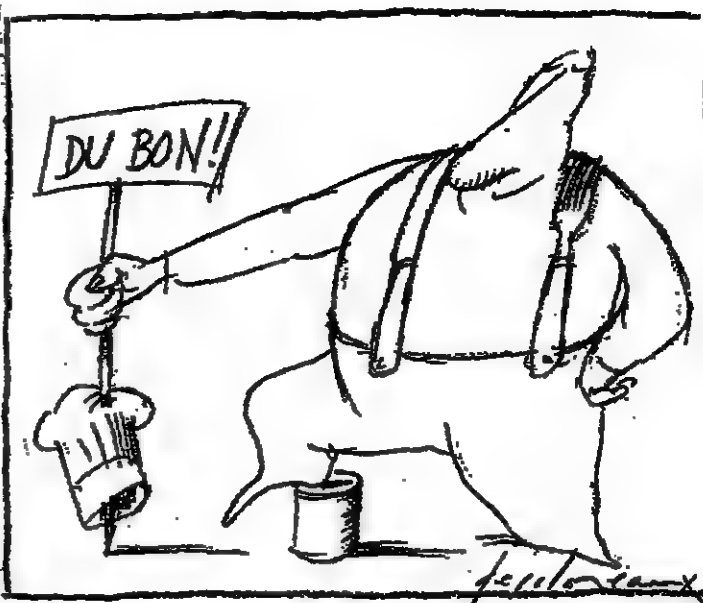
Défense des consommateurs

La presse a largement fait écho à l'arrestation de ces négociants de Bergerac qui vendaient un quelconque régalard dans de prestigieuses bouteilles de châteaux bordelais. Comment est-ce possible ? si je comprends bien, autour de moi. Que répondre, sinon que le consommateur est mal défendu ! N'a-t-on pas écrit aussi que nombre de restaurateurs s'étaient laissés prendre au piège ? Alors, publiez les noms ! Les noms, vite, que l'on sache au moins les noms de ces commerçants ne sachant même pas «tester» le produit qu'ils vendent !

En matière de nourriture, la défense du consommateur, celle de sa santé, sont devenues d'État. Dans le Bon Vivre, Jean-Pierre Coffe écrit justement : «Exigez partout du bon, surtout au restaurant. Vous goûtez. Pas bon ? Vous renvoyez. C'est votre droit absolu de client (1)». De lui aussi cette formule qui m'enchante, stigmatisant la bêtise venant au secours des méchants négociants : «Qui chapote son vin vole son client».

Dans les «Dix commandements» de la chaîne des Châteaux et demeures de tradition (Michel Massia, président), je trouve : «Produits congelés ou surgelés, et sous vide pareille-ment». Combien d'autres chaînes s'honoreraient en prenant exemple ? En comprenant que sans refuser le progrès on peut refuser d'en être victime. A tout le moins en ayant l'honnêteté d'indiquer l'emploi de ce surgelé.

C'est là où devrait intervenir le pouvoir. C'est Jean-Pierre Coffe encore qui nous dit que, sur des dizaines de milliers de chappons vendus, 4 500 seulement, venus de Bresse, sont «chaponnés» tradi-



tionnellement. Que les confitures industrielles sont souvent fabriquées à partir de fruits congelés de provenance étrangère, etc.

Où, l'obligation, sur la carte, d'indiquer que le beurre est ou n'est pas — au lait cru (tout comme les fromages, de reste). L'obligation de préciser que le poisson ou le crustacé proposés sont arrivés surgelés en cuisine. Que le plat du jour a été acheté sous vide, au dépôt industriel du coin (mais oui ça arrive !). Que le foie gras du Sud-Ouest vient d'ailleurs. Que les pommes de terre de la purée sont de telle ou telle race ou que cette purée sort d'une boîte à malices. Que les écrivains avaient pattes rouges ou blanches...

Est-il vrai qu'il existe, en Bretagne, une usine où sardines, chin-

mieux définir, la compléter, la renforcer dans ses rigueurs.

Roger Lamazure, qui se lance, à Périgueux, dans la confection de ses cassoulets en bocaux, n'a pas peur de le dire : il n'a pas le droit d'indiquer, sur l'étiquette, que son cassoulet est à la crème de haricots. Peut-être parce que, dans les cassoulets en bocaux, les haricots sont cuits avec les viandes, sans possibilité d'écumer la cuisson de ceux-ci et leur laissant ainsi un goût assez désagréable et cause de digestion difficile. De même il ne pourrait pas, dans la législation actuelle, déclarer son cassoulet aux trois confits (aussi bien, combien de cassoulets en bocaux sont-ils à base de saucisses et de morceaux d'oie préalablement confits ?), c'est-à-dire confits selon la tradition, affinés plusieurs mois en pot de grès.

Lamazure a aussi mis au point un «côré de cépes», potage aux cépes dont vous trouverez la recette dans le livre qu'il vient de publier (2) et qui tient, premier métier oblige, beaucoup plus encore de la magie que de la simple cuisine.

LA REYNÈRE

(1) Jean-Pierre Coffe : le Bon Vivre. Éditions Le Pré aux Clercs, 92 F.
(2) Roger Lamazure : le Magicien de la cuisine. Éditions Michel Lafont, 98 F. On trouvera bientôt dans les grandes maisons ces produits Lamazure.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

NICE

HOTEL LA MALMAISON
Rue Victor Hugo
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.
TV COULEUR PAR SATELLITES
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE.
Tél. 93-87-42-56 - Tél. 93-87-41-18.
Télécopie 93-16-17-95.

Montagne

05350 SAINT-VÉRAN (Hautes-Alpes, Queyras)

Parc rég. Site classé. Village XVIII^e.
Plus hauts sommets d'Europe, 2040 m.
Randon, pédestre.
LE VILLARD, tél. 92-45-82-08.
Tennis, billard. Chambres, studios gd
hôtels de 55 F à 160 F par jour.
BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62.
Pension de 188 F à 275 F par jour, promo
en sept. Piscine, tennis, billard.

Paris

SORBONNE

HOTEL DIANA**
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bain, w.c., TV couleur.
Tél. direct.
De 250 à 350 F. - Tél. 43-54-92-53.

Provence

DROME PROVENÇALE

4 heures PARIS TGV. Site except.
Randonnée. Sables, pins, etc. Cuis. à
votre goût. On ne fume pas à table.
Bd. Chamb. gd conf. TV. Tél.
dir. Mireille COLOMBE.
AUBERGE DU VIEUX VILLAGE
D'AUBRES.
26110 NYONS - Tél. 75-26-12-52.

Grande-Bretagne

68 - QUEENSGATE
EDEN PLAZA HOTEL
QUEENSGATE
SOUTH KENSINGTON, LONDRES SW7
Tél. 19-44-1-378-4111. Tél. 916228.
Télécopie 19-44-1-378-4578.
Hôtel moderne et accueillant
Près de Kensington, Harrods
Hyde Park, musées.

Italie

VENISE

HOTEL LA FENICE
ET DES ARTISTES***
Saint-Marc 1936
Réservation : 193941/52-32-333
Fax : 193941/52-43-721.
Tél. : 41-150 FENICE 1.

VERONE

NOVO HOTEL ROSSI
Via Della Costa, 2
Près de la gare de PORTA NUOVA
Réservation : 193943/56-90-22
Fax : 193943/57-82-79.
Atmosphère intime, tout confort.

TOURISME GRÈCE

CROISIÈRES SUR VOILIER 13 m
Location cabine ou bateau entier.
Prix très bas.
Tél. (1) 30-41-13-98.

TOURISME FLUVIAL

Le plaisir de découvrir la nature sur le
canal de NANTES à BRISAC. Dans le
confort et l'agencement d'un véritable
appartement flottant pour 7 à 9 pers.
Renseignements et documentation
CLAUDINE, 16 (1) 43-53-98-46.
Hébergement.

ÉTÉ 1989
SEJOURS ENFANTS
A LA MONTAGNE
Haut-Doins. Alt. 900 M.
TGV 3 heures de PARIS
Yves et Liliane accueillent vos enfants (5
à 14 ans) dans une ambiance très familiale
dans ancienne ferme XVII^e siècle, confort-
ablement restaurée, au milieu des prés-
sages et des forêts. Accueil limité à
15 enfants. Activités proposées : tennis,
poney, jeux collectifs, découverte des
lacs, milles rural, peinture sur bois,
fabrication du pain.
Prix : 1 650 F par semaine/enfant.
Tél. (1) 51-35-12-51.
LE CRÉT L'AGNEAU
25650 MONTBENOIT

MIETTES

• Vol-au-vent. — Ce vieux
classique des repas de fête, géné-
ralement dit « financier », de par sa
garniture : quenelles, crêpes et
rognons de coq, truffes et olives,
fut le thème des derniers repas du
Candide des Gourmets à l'ancienne.
Arrivée, tant à l'Abbaye des Vau-
de-Carnay, qu'au Duc d'Enghien et
à l'Armbrasse, des excellents vins de
Bourgogne Bouchard père et fils.
Régrettons toutefois que le jury
n'ait point pensé à la merveilleuse
bouchée à la reine de fruits de mer
de Faurgon.

• Bonnes notes des lecteurs. — Pour le Café et sa choucroute
(Marsheim 875220) et pour le res-
taurant Jean Crozet (Lyonnais, à
2 kilomètres de Besançon) tous deux,
de reste, doublement étoilés au
Bistrot gourmand. Pour le restaurant
Chez Quintard (99, rue Blomet) et
l'Oustau (9, boulevard de Brande-
bourg à Ivry-sur-Seine).

• Anniversaire. — Georges
Simenon a fêté dernièrement son
quatre-vingt-huitième anniversaire au
bar anglais de l'Hôtel Basurville, à
Lausanne-Orchard, avec Maurice
Urech, le directeur de ce célèbre
palais helvétique.

• Ouvert le dimanche. —
Mais pourquoi si peu de restaurants
parisiens sont-ils ouverts le diman-
che, regrette une lectrice des Bar-
gnoles. C'est vrai, mais rien que

dans son dix-septième arrondisse-
ment on peut lui conseiller André
Baumert (84, avenue des Ternes),
Chez Georges (273, boulevard
Pereire), la Grosse Tartine (91, bou-
levard Gouvion-Saint-Cyr).

• Livres. — Pour votre biblio-
thèque gourmande : *Cuisiner avec
un chef*, d'Yves Labrousse et Fran-
çoise Dini (Bordas éditeur). Très
clairement expliquée une sage culi-
naire et les «trucs» pour la réussir.
Un petit *Guide des hôtels de
charme de Paris* (Éditions Rivages)
signé de Laurence Bonnet et Cathé-
rine Nuriade. Suivi d'une liste de
restaurants dont il faudra que les
gourmets se méfient, cela dit sans
vouloir flétrir les auteurs. Enfin
Sauveurs de France (Nathan), remar-
quable ouvrage illustré d'un jour-
nal de qualité, évoquant les pro-
duits, leur histoire et les menus
qu'ils ont inspirés aux meilleurs cui-
siniers, Jacques-Louis Delpey,
auteur de guides multiples fort
utiles.

L.R.

ISLANDE L'ÎLE NATURE

à 3 heures de vol
par semaine
4 vols directs de Paris

ICELANDAIR
Tél. (1) 47.42.52.26
info mirlon 3516 cccp OTISLAND

GLACIS-SORBETS
Décoration - A exporier
RAIMO
Glacier
5941 Bd de Reaumur PARIS
Tél. 43-43-70-17
Mo. DAUMESNIL (Félix Elgot)

Club Aventure EXPÉDITIONS RANDONNÉES

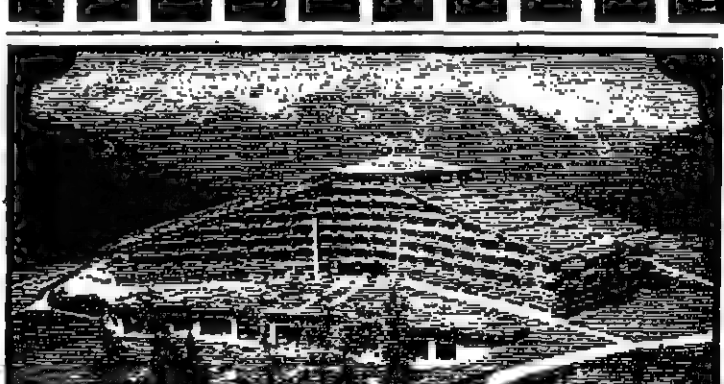
30 pays 63 destinations



D'authentiques voyages d'Aventure à vivre en pleine action.

Club Aventure
CATALOGUE GRATUIT SUR DEMANDE
122 RUE D'ASSAS • 75008 PARIS (1) 43.34.22.60

NOM _____
ADRESSE _____
VILLE _____
CODE POSTAL _____



Interlpen-Hotel Tyrol. De toute chose la meilleure.

En plein milieu des majestueu-
ses montagnes tyroliennes, sur le
haut plateau de Seefeld, se trouve
cet hôtel de grand standing inter-
national.
Le cadre est constitué par
des restaurants, des bars, des
cafés et des salons au décor
sophistiqué.
Les appartements com-
prennent piscine en faïence,
balcon, pendule, et sont
très confortables.

INTERALPEN-HOTEL TYROL
B.P. 96, A-6410 Telfs-Seefeld, près d'Innsbruck
Tél. 18-43/52 02/4242, Tél. 047 000, 534 654



Paris Bangkok en 12h30 tous les jours.

Plein ciel avec Thai. tous les jours au départ de Paris.

123, av. des Champs-Élysées 75008 PARIS - Tél. 47.20.86.15 — 6, av. de Suède, Park Hotel 06012 NICE - Tél. 93.16.27.77

ARCtel

CANNES 89

« New York Stories » de Woody Allen, Francis Coppola et Martin Scorsese

Toiles de maîtres

Trois grands metteurs en scène renouent avec le film à sketches. Dans le même lieu : New-York. Un résultat inégal.

Après le triomphe prévisible et amplement mérité de la version définitive de *Lawrence d'Arabie* en pré-ouverture, le mercredi 10 mai, après ces quatre heures de pur désert, on s'est replongé dans « La » ville des villes du monde moderne avec la projection (en ouverture, donc) de *New York Stories*, film annoncé dans le genre « à sketches ».

C'est Robert Greenhut, le producteur de la plupart des films de Woody Allen, qui a eu l'idée de réunir trois grands cinéastes américains sur le thème de New-York, moins pour la ville elle-même que pour les « histoires » qui naissent et meurent ici mieux qu'ailleurs.

Une idée excellente a priori, tant il est vrai qu'il est possible de montrer une magie particulière à la Grosse Pomme, mais qui souffre étrangement de ne pas avoir été traitée en l'occurrence. Avec *Apprentis-sages*, Martin Scorsese retrouve l'inspiration d'*After Hours*, l'ambiance caennaise et nocturne de la ville entièrement filmée en intérieurs et pourtant immédiatement reconnaissable.

Louie Dobie (Nick Nolte) est un peintre en renom, une sorte de Pollock massif, barbu, dont la pendule spirituelle s'est arrêtée affectivement sur la fin des sixties et qui écoute à plein volume Ray Charles et les Aphrodite's Child dans son loft de Manhattan où deux grandes toiles vierges attendent que son génie s'exprime.

Il n'a que trois semaines devant lui avant le vernissage et n'a qu'une idée : retrouver Paulette (Rosanna Arquette), son assistante et sa maîtresse qui doit rentrer de voyage. Elle lui annonce qu'elle veut retourner chez elle. Tu es folle, dit Lionel, tu es ici au centre du monde, là où tout se passe. Oui, mais je ne veux

plus coucher avec toi, répond Paulette, la paupière innocente et le sein explosif.

Visiblement, Lionel doit se faire une grande violence pour ne pas se ruer tel un sauvage sur cette exquisite petite personne, tantôt vulnérable et attendrissante, tantôt furieuse et hystérique ou simplement garce (« Tu vois les deux filles dans la voiture ? Si tu m'aimes, prouve-le, va rouler une pelle au chauffeur... »).

Il tient bon, malgré l'envie qu'il a de lui embrasser le pied, qu'elle a fort jolies. En fait, elle voudrait qu'il lui dise un peu de bien de sa peinture à elle, et ce gros ours en est incapable.

Il ne sait que brosser sa fresque, au pinceau, à la main, comme un habitué de cunéo vauré dans la couleur. Scorsese réussit une chose rare, nous montrer la peinture en acte, nous faire sentir la maîtrise et l'élan, et si son intrigue est courte, l'interprétation est parfaite, Nolte à son meilleur, et Arquette plus que mémorable.

Avec humour et gentillesse

Francis Coppola, qui s'est beaucoup penché sur New-York dans les *Parasites*, a choisi de renouer avec sa veine féérique, celle de *Peggy Sue got married* pour nous raconter l'histoire de Zoé (Heather McComb), petite fille d'un couple riche mais séparé — le père, Claudio, est flûtiste, toujours en tournée, la mère, Charlotte, court le monde, — qui vit seule dans une des plus beaux palais à proximité du Central Park.

L'hôtel est à ses pieds, avec humour et gentillesse. Un nouveau petit riche à l'école pour riches où va Zoé change la routine. Il s'appelle Abu et un roi est son oncle, dit la femme qui jadis pour le flûtiste une larme sans prix. On pourrait être en plein Scott Fitzgerald. Hélas, on est en plein Chagall.

An début, la caméra plonge à travers un lacan de N° 5, sans hésiter.

La petite est habillée d'un ensemble Chanel, une de ses camarades a un chapeau à bandeau « Coco Chanel », et il y a souvent un sac aux initiales C.C. dans un coin de décor. Devinez quel fameux couturier-parfumeur se trouve remarqué au générique final ? Cela dit, outre l'odeur de l'argent, c'est une lourdeur générale du style qui embarrasse tout le récit, à quoi il n'y a pas de remède, sans compter le caractère sirupeux et tête à claques de la gentille Zoé et de toute la mar-maille cousue d'or.

Avec Woody Allen on rencontre heureusement plus de grâce et d'humour. Il incarne un brillant conseiller juridique de cinquante ans qui explique longuement à son psychanalyste combien il aimerait conduire sa mère au cimetière. Il faut dire que celle-ci (*Mae Questel*, qui fut la voix de Betty Boop) est une manne juive haute en couleur et terrifiante, douée d'une voix forte et d'un bégaiement vindicatif peu commun.

Elle explique volontiers à la fiancée de Woody, Lisa (Mia Farrow, à nouveau très caennaise), que son petit qui sera bientôt chauve, n'a jamais été aussi mignon qu'à dix ans, époque où il pissait encore au lit d'ailleurs, etc. Maman disparaît, selon les vœux de son fils.

Mais jusque dans les cieux, on ne vous dira pas comment, elle sait empoisonner la vie de son rejeton sur terre.

Ce n'est pas le sommet du talent de Woody Allen, mais c'est évidemment très drôle et intelligent, dans le registre de la *Rose pourpre du Caïre*.

Peut-être un peu trop long, comme les deux autres films, qui sont un peu plus développés que des sketches au sens où on l'entendait il y a vingt ans. L'unité de l'ensemble est d'ailleurs assez fictive. Tout cela se passe à New-York ; sans doute, mais aucun des trois auteurs ne s'est vraiment intéressé à la ville pour une fois et chacun a écrit dans son coin. Le résultat est inégal, logiquement, réussi aux deux tiers en tout cas.

MICHEL BRAUDEAU.

Steven Soderbergh

Le conte de fées de l'année

A vingt-six ans, Steven Soderbergh vit le fantasme ultime du cinéaste : son premier film, *Sex, Lies and Video Tapes* (Sexe, mensonges et vidéo), est présenté le 13 mai dans la sélection officielle. Le *Tout-Hollywood* l'accueille déjà comme un nouvel Orson Welles ou Steven Spielberg ou Woody Allen...

« C'est depuis ma sortie du lycée en 1980 que j'essaie de faire un

film ! s'exclame Steven Soderbergh. J'ai peut-être connu le « succès du jour au lendemain », mais il s'est passé huit ans entre le fameux jour et le lendemain... »

Il est encore adolescent lorsque son père l'inscrit dans un cours d'animation à l'université de Los Angeles. Il dessine bien, mais il est agacé de passer des journées entières à fabriquer trente secondes de cartoon, et il bifurque vers le département Super-8. Sa première « œuvre » est une sorte de spot publicitaire pour un laxatif, sur une chanson des Doobie Brothers. Sa deuxième : un court métrage, *Porter*, en hommage à *Taxi Driver*. Il teste une première fois Los Angeles, mais, déçu, il rentre à Baton-Rouge et transforme son expérience en un petit film drôlatique, *Rapid Eye Movement*.

Il a vingt et un ans lorsqu'un de ses camarades « de paléto » le met en contact avec les membres du groupe Yes à la recherche d'un cinéaste bon marché capable de réaliser un film à usage strictement personnel. Ils en aiment tellement le résultat qu'ils engagent Soderbergh pour tenir la chronique vidéo de leur tournée. L'adieu vidéo recueillera une flopée de prix.

Soderbergh peut alors se revendiquer « auteur » à part entière de *Sex, Lies and Video Tapes*. Il l'a écrit, filmé, réalisé, en a co-mixé la bande-son pour une version temporaire présentée au Salon des cinéastes indépendants de Park City, dans l'Utah, et a monté la version définitive.

Le film retrace des expériences que Soderbergh a lui-même vécues, « à la suite desquelles (il se sentait) un peu morveux. (Il s'est) très mal comporté... » Il avait alors vingt-quatre ans. « J'étais menteur et

manipulateur. Je menais plusieurs liaisons de front. C'était... de la politique sexuelle. Une question de pouvoir. Pas très net — mais, en même temps, on veut toujours savoir jusqu'où on peut aller trop loin », dit-il.

« Quand j'ai réalisé l'effet néfaste de ma conduite sur les autres, j'ai tout arrêté... » J'ai écrit le premier scénario de *Sex* pendant un voyage entre Baton-Rouge et Los Angeles. Il est sorti de moi en huit jours : c'était plus un acte d'expulsion qu'un acte de création... »

HENRI BEHAR.

Vaux-le-Vicomte

Exceptionnellement la visite du château éclairé aux chandelles n'aura pas lieu le samedi 20 mai et sera reportée au dimanche 21 mai (20 h 30 jusqu'à 23 h).

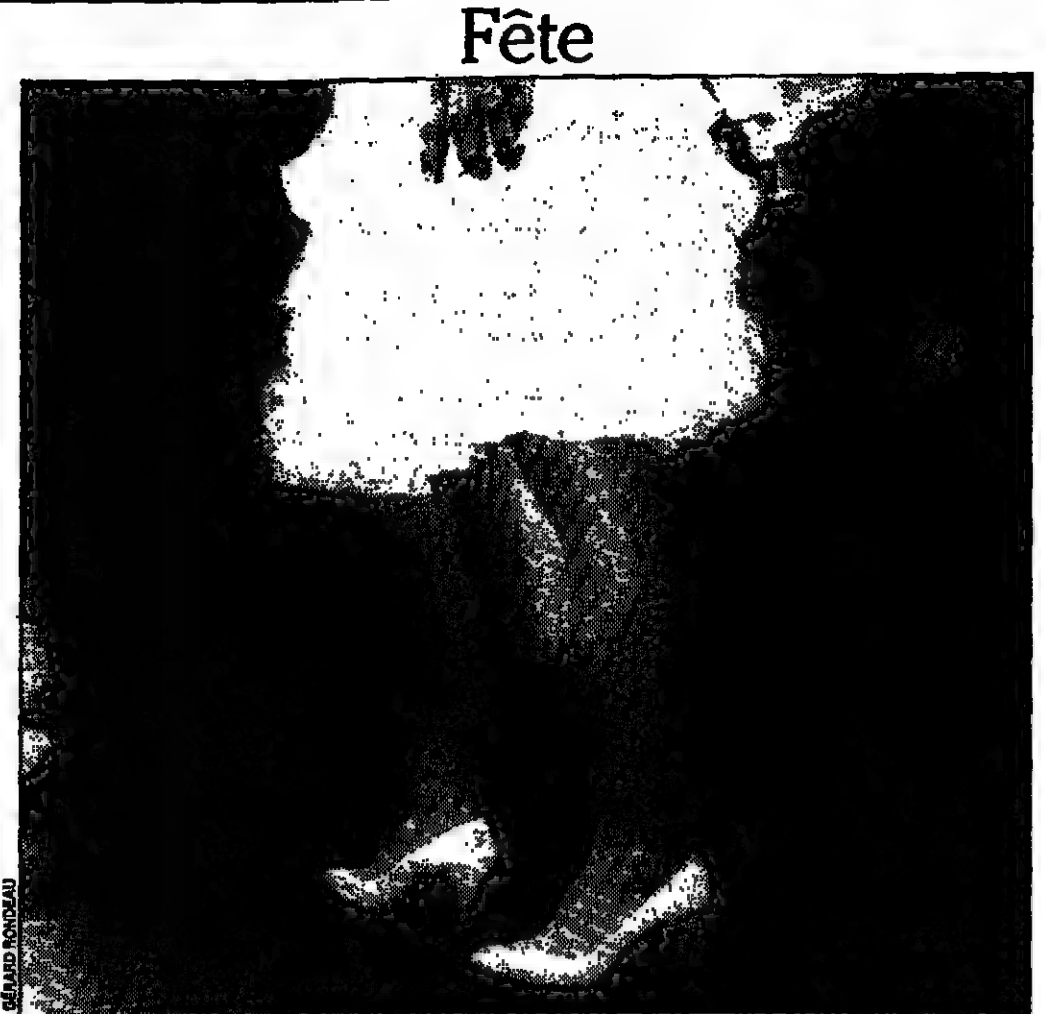
VAUX-LE-VICOMTE - 77950 MAINCY

Tél. : (1) 60-66-97-09

Centre dramatique de La Courneuve

LES NUITS DU HIBOU

du 20 au 30 avril et du 11 au 21 mai
jeu. ven. sam. à 20 h 45 - dim. à 16 h 30
Centre culturel Jean-Houdouart La Courneuve Loc. 48 36 11 44 et 3 Franc



Fête

CANNES de notre envoyée spéciale

Le matin, on en est encore aux demandes. A midi, aux prières. Un peu plus tard, aux supplications. Après le déjeuner, aux pressions. Ensuite, aux menaces. Les téléphones crépissent : « J'ai le syndicat du cognac qui demande deux places... » C'est non. « Tu crois que je peux assister le président Viot à côté de Grace Jones ? » C'est oui. « Tu sais ce que m'a répondu un type tout à l'heure, qui appartient à la chaîne ? A TF 1, M. Bouygues n'est rien... »

Vers 17 heures, les organisatrices du souper offert par M. Jack Lang, dont Martine Jouvencé, par ailleurs productrice d'excellentes émissions télévisées sur le cinéma, quittent leur petit bureau sans fenêtre, par une porte dérobée, craignant le lynchage. Le mot d'ordre du ministre a été ferme : « Ce sera un dîner de copains ou rien... » Quelqu'un a grommelé : « Comme si on pouvait avoir cinq cent cinquante copains... » La fête est prévue sous une tente, qui, de l'extérieur, ne paye pas de mine. Style d'ortoir de militaires en manœuvres, elle se dresse démocratiquement sur la plage publique.

Avant que les privilégiés n'y accèdent, va se dérouler la cérémonie d'ouverture du 42^e Festival de Cannes qui renoue dans une sorte de festueuse application avec la tradition. Les stars sont là, qui gravissent les marches sous

d'honnêtes acclamations. Alain Delon laisse flotter son écharpe de soie blanche et lève les bras comme un boxeur déclaré vainqueur ; Sophie Loren est exultante comme elle se doit d'être, dans une immense robe longue et verte, plantée de fleurs, vertes aussi. Elle est accompagnée d'un adolescent aussi beau que le héros de *Mort à Venise*, de Vianelly ; c'est son fils, Eduardo, Caroline de Monaco a changé de coiffure ; Peter Gabriel et Rosanna Arquette forment un beau couple ; le pape de Valentin, Yves Montand, est descendu de Saint-Paul-de-Vence en voisin. En haut des marches, le ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire joue les maîtres de maison.

Avant la projection de *New York Stories*, un moment de grâce. La célébration du centenaire de la naissance de Charlie Chaplin. Le rideau du grand auditorium Lumière s'ouvre. Vingt-huit personnes sont là. Les femmes portent les robes dans leurs bras. Blottis les uns contre les autres, ils ont tous un air de famille. Ce sont les enfants, les petites-enfants Chaplin, un morceau de la tribu. Géraldine dit quelques mots, une sœur, deux frères aussi. Pour eux, Charlie c'est daddy...

Et voilà le souper. A l'intérieur la tente est douillette, son plafond de toile constellée d'étoiles. Beaucoup de célébrités s'assoient en bon ordre. A la table du ministre, une dame a fait très fort. Elle est

moulée dans un fourreau de paillettes bleu blanc rouge. Elle devrait en toute logique l'apporter cette année. Sur les invitations, pastille blanche pour le premier cercle (M^{me} Michèle Rocard ou Ruggero Raimondi, Ettore Scola ou Michel Charassol), pastille bleue pour le deuxième cercle encore très huppé, pas de pastille pour le troisième. Avant « l'épigramme d'agnéus comme on l'aime en Provence », court discours de Jack Lang.

Remerciements. Gratitude « du cinéma français qui a le bonheur d'accueillir le cinéma du monde entier ». On pense un peu à un vieux film, le *Roi d'après* de Fiers et Caillavet. Un président du conseil, socialiste, y recevait un roi et lui disait : « Au nom de l'amitié qui unit la France à la Catalogne... » Et le roi, Victor Francès, répondait : « Je vous remercie, mais le Président, au nom de l'amitié qui unit la Catalogne à la France, la France à la Catalogne... »

Puis, courageusement, Barbara Hendricks, bravant les bruits de fourchettes, chante *Summer-time*, de Gershwin, et un fragment des *Feuilles mortes* ; rejointe par Yves Montand en renfort. Arrive la pièce montée drapée de tricolore, qui reproduit l'affiche du 42^e Festival, une Marianne portant haut une bannière de pellicule. Le ministre est ravi. Ses cinq cent cinquante copains aussi.

DANIEL HEYMANN.

ATHENÉE LOUIS JOUVET

QUARTETT de HEINER MÜLLER

EVELYNE DIDI, YANN COLLETTE, JEAN-LOUIS MARTINELLI, PAUL HICKIN

Ils sont : cruels, cyniques et caressants. Et c'est magnifique. A ne manquer sous aucun prétexte. A cause d'une mise en scène de la jouissance qui fait bander l'intelligence.

47.42.67.07

Vaux-le-Vicomte

Exceptionnellement la visite du château éclairé aux chandelles n'aura pas lieu le samedi 20 mai et sera reportée au dimanche 21 mai (20 h 30 jusqu'à 23 h).

VAUX-LE-VICOMTE - 77950 MAINCY

Tél. : (1) 60-66-97-09

Centre dramatique de La Courneuve

LES NUITS DU HIBOU

du 20 au 30 avril et du 11 au 21 mai
jeu. ven. sam. à 20 h 45 - dim. à 16 h 30
Centre culturel Jean-Houdouart La Courneuve Loc. 48 36 11 44 et 3 Franc

Rendez Vous Danse

CRETEIL

18, 19, 20 mai 20h30
ANGELIN PRELJOCAJ NOCES/STRAVINSKY
PERCUSSIONS DE STRASBOURG ET CHOEUR CONTEMPORAIN D'AUX-EN-PROVENCE dirigés par ROLAND HAYRABEDIAN
BIENNALE NATIONALE DE DANSE DU VAL-DE-MARNE

30, 31 mai - 1, 2, 3 juin 20h30
MAGUY MARIN CENDRILLON
chorégraphie MAGUY MARIN
LYON OPERA BALLET

Fete

20, 23, 24, 25 mai 20h30 - 21 mai 15h30
JOSETTE BAIZ LE GLOBE

LOC 47.40.18.88

La Pureté est dans l'air...

JÉSUS DE MONTRÉAL

DEINYS ARCAÑO

Spectacles

cinéma

LES FILMS NOUVEAUX

TROP BELLE POUR TOI - A PARTIR DE VENDREDI 12 MAI
Film français de Bertrand Blier.
Gambert, Les Halles, 1^{re} (40-26-12-13) ; Gaumont Opéra, 2^e (47-42-60-33) ; Rex, 3^e (42-35-43-53) ; UGC Danton, 6^e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6^e (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8^e (43-59-92-82) ; Saint-Lambert, 8^e (43-57-35-43) ; UGC Rappaz, 8^e (43-52-20-40) ; Les Nations, 12^e (43-43-01-59) ; Lyon Bastille, 13^e (43-36-22-44) ; UGC Gobelin, 14^e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14^e (43-20-12-05) ; Gaumont Convention, 15^e (47-48-06-06) ; Pathé Wexler, 18^e (45-22-46-01).

La Cinéma-thèque

PALEIS DE CHAILLOT
(47-84-24-24)
L'Amour autour de la maison (1946), de Pierre de Hérain, 16 h ; Le Toubou de ces dames (1961, v.a. s.l.), de Jerry Lewis, 19 h ; Un homme traqué (1955, v.a. s.l.), de Ray Milland, 21 h.

SALLE GARANCE
CENTRE GEORGES POMPIDOU
(42-78-37-39)
Hommage à Anna Magagnoli : le Dément mystérieux (1943, v.a. s.l.), de Mario Mattoli, 14 h 30 ; Abbasso la miseria (1942, v.a. s.l.), de Giuseppe Rispoli, 17 h 30 ; Bellissima (1961, v.a. s.l.), de Luciano Visconti, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

(46-26-34-39)
Le Capitaine des ténies : On est toujours tout seul au monde : Alger, Marche (1985) de Cyril Collard, 16 h ; Le vrai vie (1970) de Michel Drach, 14 h 30 ; Paris vu par... (1965) de Jean-Louis Godard, 19 h ; Les années de jeunesse (1960) de Henri Copé, 18 h 30 ; Encyclopédie du cinéma français : Jean Cocteau (1979) de Claude-Jean Philippe, les Parents terribles (1948) de Jean Cocteau, 20 h 30.

Les grandes reprises

A BOUT PORTANT (v.a.) : Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaugrenet, 6^e (42-22-57-23).
ACCATONE (v.a.) : Les Halles, 1^{re} (42-78-37-39).
BRAZZI (v.a.) : Studio Galérie, 3^e (43-54-72-71).
CASINO ROYALE (v.a.) : Le Champ, 6^e (43-54-51-60).
CHARADE (v.a.) : Action Rive Gauche, 6^e (43-29-44-40) ; Les Trois Balcons, 8^e (43-61-10-60).

EASY RIDER (v.a.) : Cinéma, 6^e (46-55-10-52).
EYE (v.a.) : Action Christiane, 6^e (43-25-30) ; Mac-Mahon, 17^e (43-29-79-89).
FULL METAL JACKET (v.a.) : Les Halles, 1^{re} (40-26-12-13) ; Gaumont Opéra, 2^e (47-42-60-33) ; Rex, 3^e (42-35-43-53) ; UGC Danton, 6^e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6^e (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8^e (43-59-92-82) ; Saint-Lambert, 8^e (43-57-35-43) ; UGC Rappaz, 8^e (43-52-20-40) ; Les Nations, 12^e (43-43-01-59) ; Lyon Bastille, 13^e (43-36-22-44) ; UGC Gobelin, 14^e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14^e (43-20-12-05) ; Gaumont Convention, 15^e (47-48-06-06) ; Pathé Wexler, 18^e (45-22-46-01).

LES PERLES DE LA COUROUTE (v.a.) : La Chapelle, 3^e (43-34-51-60).
LE PORT DE L'ANCOUSSE (v.a.) : Action Christiane, 6^e (43-25-30).
QUEST-CE QUE J'AI FAIT POUR MÉRITER ÇA ? (v.a.) : Les Halles, 1^{re} (40-26-12-13) ; Gaumont Opéra, 2^e (47-42-60-33) ; Rex, 3^e (42-35-43-53) ; UGC Danton, 6^e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6^e (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8^e (43-59-92-82) ; Saint-Lambert, 8^e (43-57-35-43) ; UGC Rappaz, 8^e (43-52-20-40) ; Les Nations, 12^e (43-43-01-59) ; Lyon Bastille, 13^e (43-36-22-44) ; UGC Gobelin, 14^e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14^e (43-20-12-05) ; Gaumont Convention, 15^e (47-48-06-06) ; Pathé Wexler, 18^e (45-22-46-01).

Les séances spéciales

A BOUT DE SOUFFLE (v.a.) : Saint-Lambert, 15^e (43-34-51-60).
AMARCORD (v.a.) : Saint-Lambert, 15^e (43-34-51-60).
L'APRIL-FOUR (v.a.) : Ciné Beaubourg, 3^e (42-71-52-36) 11 h 20.
BARRY LYNDON (v.a.) : Grand Pavois, 15^e (45-54-46-85) 21 h 15.
HERDY (v.a.) : Studio Galérie, 3^e (43-54-72-71) 18 h.
EMBRASSE-MOI (v.a.) : Les Trois Balcons, 8^e (43-61-10-60).
L'ÉTÉ DES SEINS (v.a.) : (Fr.-Jap.) : Danton, 14^e (43-21-41-01) 22 h.
LES ENCHAÎNÉS (v.a.) : Saint-Lambert, 15^e (43-34-51-60) 21 h.
GORILLAS DANS LA BRUME (v.a.) : République Cinéma, 15^e (48-03-51-53) 17 h 40.
L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (v.a.) : (Fr.-It.-All.) : Ciné Beaubourg, 3^e (42-71-52-36) 11 h 15.
MA VIE DE CHIEN (v.a.) : Studio des Ursulines, 5^e (43-26-19-09) 13 h 30.
MADAME SOUSATKA (v.a.) : Studio des Ursulines, 5^e (43-26-19-09) 13 h 30.

Vendredi 12 mai

MONTY PYTHON, LA VIE DE BRIAN (v.a.) : Grand Pavois, 15^e (45-54-46-85) 15 h.
MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (v.a.) : Grand Pavois, 15^e (45-54-46-85) 18 h 30.
MORE (v.a.) : République Cinéma, 21^e (48-05-51-53) 22 h.
MORT À VENISE (v.a.) : Studio Galérie, 3^e (42-71-52-36) 15 h 45.
LE NOM DE LA ROSE (v.a.) : Les Halles, 1^{re} (40-26-12-13) ; Gaumont Opéra, 2^e (47-42-60-33) ; Rex, 3^e (42-35-43-53) ; UGC Danton, 6^e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6^e (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8^e (43-59-92-82) ; Saint-Lambert, 8^e (43-57-35-43) ; UGC Rappaz, 8^e (43-52-20-40) ; Les Nations, 12^e (43-43-01-59) ; Lyon Bastille, 13^e (43-36-22-44) ; UGC Gobelin, 14^e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14^e (43-20-12-05) ; Gaumont Convention, 15^e (47-48-06-06) ; Pathé Wexler, 18^e (45-22-46-01).

Les autres salles

AMORC (CENTRE CULTUREL DE LA ROSE-CROIX) (42-26-47-47).
Les Quatre Saisons : 20 h 30.
EDGAR (43-20-45-11) : Les Babes-Cadres : 20 h 15. o Nons on fait ça en nous dit de faire : 22 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Un mois à la campagne : 20 h 30.
ESSAI DE PARIS (42-78-46-42). Salle L. Lamoignon l'amour : 19 h. Thomas R. : 21 h.
FOUNTAINE DE LA MOUTRIE (42-26-47-47). Les Quatre Saisons : 20 h 30.
EDGAR (43-20-45-11) : Les Babes-Cadres : 20 h 15. o Nons on fait ça en nous dit de faire : 22 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Un mois à la campagne : 20 h 30.
ESSAI DE PARIS (42-78-46-42). Salle L. Lamoignon l'amour : 19 h. Thomas R. : 21 h.
FOUNTAINE DE LA MOUTRIE (42-26-47-47). Les Quatre Saisons : 20 h 30.
EDGAR (43-20-45-11) : Les Babes-Cadres : 20 h 15. o Nons on fait ça en nous dit de faire : 22 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Un mois à la campagne : 20 h 30.
ESSAI DE PARIS (42-78-46-42). Salle L. Lamoignon l'amour : 19 h. Thomas R. : 21 h.
FOUNTAINE DE LA MOUTRIE (42-26-47-47). Les Quatre Saisons : 20 h 30.
EDGAR (43-20-45-11) : Les Babes-Cadres : 20 h 15. o Nons on fait ça en nous dit de faire : 22 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Un mois à la campagne : 20 h 30.
ESSAI DE PARIS (42-78-46-42). Salle L. Lamoignon l'amour : 19 h. Thomas R. : 21 h.
FOUNTAINE DE LA MOUTRIE (42-26-47-47). Les Quatre Saisons : 20 h 30.
EDGAR (43-20-45-11) : Les Babes-Cadres : 20 h 15. o Nons on fait ça en nous dit de faire : 22 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Un mois à la campagne : 20 h 30.
ESSAI DE PARIS (42-78-46-42). Salle L. Lamoignon l'amour : 19 h. Thomas R. : 21 h.
FOUNTAINE DE LA MOUTRIE (42-26-47-47). Les Quatre Saisons : 20 h 30.
EDGAR (43-20-45-11) : Les Babes-Cadres : 20 h 15. o Nons on fait ça en nous dit de faire : 22 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Un mois à la campagne : 20 h 30.
ESSAI DE PARIS (42-78-46-42). Salle L. Lamoignon l'amour : 19 h. Thomas R. : 21 h.
FOUNTAINE DE LA MOUTRIE (42-26-47-47). Les Quatre Saisons : 20 h 30.
EDGAR (43-20-45-11) : Les Babes-Cadres : 20 h 15. o Nons on fait ça en nous dit de faire : 22 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Un mois à la campagne : 20 h 30.
ESSAI DE PARIS (42-78-46-42). Salle L. Lamoignon l'amour : 19 h. Thomas R. : 21 h.
FOUNTAINE DE LA MOUTRIE (42-26-47-47). Les Quatre Saisons : 20 h 30.
EDGAR (43-20-45-11) : Les Babes-Cadres : 20 h 15. o Nons on fait ça en nous dit de faire : 22 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Un mois à la campagne : 20 h 30.
ESSAI DE PARIS (42-78-46-42). Salle L. Lamoignon l'amour : 19 h. Thomas R. : 21 h.
FOUNTAINE DE LA MOUTRIE (42-26-47-47). Les Quatre Saisons : 20 h 30.
EDGAR (43-20-45-11) : Les Babes-Cadres : 20 h 15. o Nons on fait ça en nous dit de faire : 22 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Un mois à la campagne : 20 h 30.
ESSAI DE PARIS (42-78-46-42). Salle L. Lamoignon l'amour : 19 h. Thomas R. : 21 h.
FOUNTAINE DE LA MOUTRIE (42-26-47-47). Les Quatre Saisons : 20 h 30.
EDGAR (43-20-45-11) : Les Babes-Cadres : 20 h 15. o Nons on fait ça en nous dit de faire : 22 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Un mois à la campagne : 20 h 30.
ESSAI DE PARIS (42-78-46-42). Salle L. Lamoignon l'amour : 19 h. Thomas R. : 21 h.
FOUNTAINE DE LA MOUTRIE (42-26-47-47). Les Quatre Saisons : 20 h 30.
EDGAR (43-20-45-11) : Les Babes-Cadres : 20 h 15. o Nons on fait ça en nous dit de faire : 22 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Un mois à la campagne : 20 h 30.
ESSAI DE PARIS (42-78-46-42). Salle L. Lamoignon l'amour : 19 h. Thomas R. : 21 h.
FOUNTAINE DE LA MOUTRIE (42-26-47-47). Les Quatre Saisons : 20 h 30.
EDGAR (43-20-45-11) : Les Babes-Cadres : 20 h 15. o Nons on fait ça en nous dit de faire : 22 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Un mois à la campagne : 20 h 30.
ESSAI DE PARIS (42-78-46-42). Salle L. Lamoignon l'amour : 19 h. Thomas R. : 21 h.
FOUNTAINE DE LA MOUTRIE (42-26-47-47). Les Quatre Saisons : 20 h 30.
EDGAR (43-20-45-11) : Les Babes-Cadres : 20 h 15. o Nons on fait ça en nous dit de faire : 22 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Un mois à la campagne : 20 h 30.
ESSAI DE PARIS (42-78-46-42). Salle L. Lamoignon l'amour : 19 h. Thomas R. : 21 h.
FOUNTAINE DE LA MOUTRIE (42-26-47-47). Les Quatre Saisons : 20 h 30.
EDGAR (43-20-45-11) : Les Babes-Cadres : 20 h 15. o Nons on fait ça en nous dit de faire : 22 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Un mois à la campagne : 20 h 30.
ESSAI DE PARIS (42-78-46-42). Salle L. Lamoignon l'amour : 19 h. Thomas R. : 21 h.
FOUNTAINE DE LA MOUTRIE (42-26-47-47). Les Quatre Saisons : 20 h 30.
EDGAR (43-20-45-11) : Les Babes-Cadres : 20 h 15. o Nons on fait ça en nous dit de faire : 22 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Un mois à la campagne : 20 h 30.
ESSAI DE PARIS (42-78-46-42). Salle L. Lamoignon l'amour : 19 h. Thomas R. : 21 h.
FOUNTAINE DE LA MOUTRIE (42-26-47-47). Les Quatre Saisons : 20 h 30.
EDGAR (43-20-45-11) : Les Babes-Cadres : 20 h 15. o Nons on fait ça en nous dit de faire : 22 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Un mois à la campagne : 20 h 30.
ESSAI DE PARIS (42-78-46-42). Salle L. Lamoignon l'amour : 19 h. Thomas R. : 21 h.
FOUNTAINE DE LA MOUTRIE (42-26-47-47). Les Quatre Saisons : 20 h 30.
EDGAR (43-20-45-11) : Les Babes-Cadres : 20 h 15. o Nons on fait ça en nous dit de faire : 22 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Un mois à la campagne : 20 h 30.
ESSAI DE PARIS (42-78-46-42). Salle L. Lamoignon l'amour : 19 h. Thomas R. : 21 h.
FOUNTAINE DE LA MOUTRIE (42-26-47-47). Les Quatre Saisons : 20 h 30.
EDGAR (43-20-45-11) : Les Babes-Cadres : 20 h 15. o Nons on fait ça en nous dit de faire : 22 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Un mois à la campagne : 20 h 30.
ESSAI DE PARIS (42-78-46-42). Salle L. Lamoignon l'amour : 19 h. Thomas R. : 21 h.
FOUNTAINE DE LA MOUTRIE (42-26-47-47). Les Quatre Saisons : 20 h 30.
EDGAR (43-20-45-11) : Les Babes-Cadres : 20 h 15. o Nons on fait ça en nous dit de faire : 22 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Un mois à la campagne : 20 h 30.
ESSAI DE PARIS (42-78-46-42). Salle L. Lamoignon l'amour : 19 h. Thomas R. : 21 h.
FOUNTAINE DE LA MOUTRIE (42-26-47-47). Les Quatre Saisons : 20 h 30.
EDGAR (43-20-45-11) : Les Babes-Cadres : 20 h 15. o Nons on fait ça en nous dit de faire : 22 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Un mois à la campagne : 20 h 30.
ESSAI DE PARIS (42-78-46-42). Salle L. Lamoignon l'amour : 19 h. Thomas R. : 21 h.
FOUNTAINE DE LA MOUTRIE (42-26-47-47). Les Quatre Saisons : 20 h 30.
EDGAR (43-20-45-11) : Les Babes-Cadres : 20 h 15. o Nons on fait ça en nous dit de faire : 22 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Un mois à la campagne : 20 h 30.
ESSAI DE PARIS (42-78-46-42). Salle L. Lamoignon l'amour : 19 h. Thomas R. : 21 h.
FOUNTAINE DE LA MOUTRIE (42-26-47-47). Les Quatre Saisons : 20 h 30.
EDGAR (43-20-45-11) : Les Babes-Cadres : 20 h 15. o Nons on fait ça en nous dit de faire : 22 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Un mois à la campagne : 20 h 30.
ESSAI DE PARIS (42-78-46-42). Salle L. Lamoignon l'amour : 19 h. Thomas R. : 21 h.
FOUNTAINE DE LA MOUTRIE (42-26-47-47). Les Quatre Saisons : 20 h 30.
EDGAR (43-20-45-11) : Les Babes-Cadres : 20 h 15. o Nons on fait ça en nous dit de faire : 22 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Un mois à la campagne : 20 h 30.
ESSAI DE PARIS (42-78-46-42). Salle L. Lamoignon l'amour : 19 h. Thomas R. : 21 h.
FOUNTAINE DE LA MOUTRIE (42-26-47-47). Les Quatre Saisons : 20 h 30.
EDGAR (43-20-45-11) : Les Babes-Cadres : 20 h 15. o Nons on fait ça en nous dit de faire : 22 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Un mois à la campagne : 20 h 30.
ESSAI DE PARIS (42-78-46-42). Salle L. Lamoignon l'amour : 19 h. Thomas R. : 21 h.
FOUNTAINE DE LA MOUTRIE (42-26-47-47). Les Quatre Saisons : 20 h 30.
EDGAR (43-20-45-11) : Les Babes-Cadres : 20 h 15. o Nons on fait ça en nous dit de faire : 22 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Un mois à la campagne : 20 h 30.
ESSAI DE PARIS (42-78-46-42). Salle L. Lamoignon l'amour : 19 h. Thomas R. : 21 h.
FOUNTAINE DE LA MOUTRIE (42-26-47-47). Les Quatre Saisons : 20 h 30.
EDGAR (43-20-45-11) : Les Babes-Cadres : 20 h 15. o Nons on fait ça en nous dit de faire : 22 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Un mois à la campagne : 20 h 30.
ESSAI DE PARIS (42-78-46-42). Salle L. Lamoignon l'amour : 19 h. Thomas R. : 21 h.
FOUNTAINE DE LA MOUTRIE (42-26-47-47). Les Quatre Saisons : 20 h 30.
EDGAR (43-20-45-11) : Les Babes-Cadres : 20 h 15. o Nons on fait ça en nous dit de faire : 22 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Un mois à la campagne : 20 h 30.
ESSAI DE PARIS (42-78-46-42). Salle L. Lamoignon l'amour : 19 h. Thomas R. : 21 h.
FOUNTAINE DE LA MOUTRIE (42-26-47-47). Les Quatre Saisons : 20 h 30.
EDGAR (43-20-45-11) : Les Babes-Cadres : 20 h 15. o Nons on fait ça en nous dit de faire : 22 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Un mois à la campagne : 20 h 30.
ESSAI DE PARIS (42-78-46-42). Salle L. Lamoignon l'amour : 19 h. Thomas R. : 21 h.
FOUNTAINE DE LA MOUTRIE (42-26-47-47). Les Quatre Saisons : 20 h 30.
EDGAR (43-20-45-11) : Les Babes-Cadres : 20 h 15. o Nons on fait ça en nous dit de faire : 22 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Un mois à la campagne : 20 h 30.
ESSAI DE PARIS (42-78-46-42). Salle L. Lamoignon l'amour : 19 h. Thomas R. : 21 h.
FOUNTAINE DE LA MOUTRIE (42-26-47-47). Les Quatre Saisons : 20 h 30.
EDGAR (43-20-45-11) : Les Babes-Cadres : 20 h 15. o Nons on fait ça en nous dit de faire : 22 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Un mois à la campagne : 20 h 30.
ESSAI DE PARIS (42-78-46-42). Salle L. Lamoignon l'amour : 19 h. Thomas R. : 21 h.
FOUNTAINE DE LA MOUTRIE (42-26-47-47). Les Quatre Saisons : 20 h 30.
EDGAR (43-20-45-11) : Les Babes-Cadres : 20 h 15. o Nons on fait ça en nous dit de faire : 22 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Un mois à la campagne : 20 h 30.
ESSAI DE PARIS (42-78-46-42). Salle L. Lamoignon l'amour : 19 h. Thomas R. : 21 h.
FOUNTAINE DE LA MOUTRIE (42-26-47-47). Les Quatre Saisons : 20 h 30.
EDGAR (43-20-45-11) : Les Babes-Cadres : 20 h 15. o Nons on fait ça en nous dit de faire : 22 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Un mois à la campagne : 20 h 30.
ESSAI DE PARIS (42-78-46-42). Salle L. Lamoignon l'amour : 19 h. Thomas R. : 21 h.
FOUNTAINE DE LA MOUTRIE (42-26-47-47). Les Quatre Saisons : 20 h 30.
EDGAR (43-20-45-11) : Les Babes-Cadres : 20 h 15. o Nons on fait ça en nous dit de faire : 22 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Un mois à la campagne : 20 h 30.
ESSAI DE PARIS (42-78-46-42). Salle L. Lamoignon l'amour : 19 h. Thomas R. : 21 h.
FOUNTAINE DE LA MOUTRIE (42-26-47-47). Les Quatre Saisons : 20 h 30.
EDGAR (43-20-45-11) : Les Babes-Cadres : 20 h 15. o Nons on fait ça en nous dit de faire : 22 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Un mois à la campagne : 20 h 30.
ESSAI DE PARIS (42-78-46-42). Salle L. Lamoignon l'amour : 19 h. Thomas R. : 21 h.
FOUNTAINE DE LA MOUTRIE (42-26-47-47). Les Quatre Saisons : 20 h 30.
EDGAR (43-20-45-11) : Les Babes-Cadres : 20 h 15. o Nons on fait ça en nous dit de faire : 22 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Un mois à la campagne : 20 h 30.
ESSAI DE PARIS (42-78-46-42). Salle L. Lamoignon l'amour : 19 h. Thomas R. : 21 h.
FOUNTAINE DE LA MOUTRIE (42-26-47-47). Les Quatre Saisons : 20 h 30.
EDGAR (43-20-45-11) : Les Babes-Cadres : 20 h 15. o Nons on fait ça en nous dit de faire : 22 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Un mois à la campagne : 20 h 30.
ESSAI DE PARIS (42-78-46-42). Salle L. Lamoignon l'amour : 19 h. Thomas R. : 21 h.
FOUNTAINE DE LA MOUTRIE (42-26-47-47). Les Quatre Saisons : 20 h 30.
EDGAR (43-20-45-11) : Les Babes-Cadres : 20 h 15. o Nons on fait ça en nous dit de faire : 22 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Un mois à la campagne : 20 h 30.
ESSAI DE PARIS (42-78-46-42). Salle L. Lamoignon l'amour : 19 h. Thomas R. : 21 h.
FOUNTAINE DE LA MOUTRIE (42-26-47-47). Les Quatre Saisons : 20 h 30.
EDGAR (43-20-45-11) : Les Babes-Cadres : 20 h 15. o Nons on fait ça en nous dit de faire : 22 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Un mois à la campagne : 20 h 30.
ESSAI DE PARIS (42-78-46-42). Salle L. Lamoignon l'amour : 19 h. Thomas R. : 21 h.
FOUNTAINE DE LA MOUTRIE (42-26-47-47). Les Quatre Saisons : 20 h 30.
EDGAR (43-20-45-11) : Les Babes-Cadres : 20 h 15. o Nons on fait ça en nous dit de faire : 22 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Un mois à la campagne : 20 h 30.
ESSAI DE PARIS (42-78-46-42). Salle L. Lamoignon l'amour : 19 h. Thomas R. : 21 h.
FOUNTAINE DE LA MOUTRIE (42-26-47-47). Les Quatre Saisons : 20 h 30.
EDGAR (43-20-45-11) : Les Babes-Cadres : 20 h 15. o Nons on fait ça en nous dit de faire : 22 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Un mois à la campagne : 20 h 30.
ESSAI DE PARIS (42-78-46-42). Salle L. Lamoignon l'amour : 19 h. Thomas R. : 21 h.
FOUNTAINE DE LA MOUTRIE (42-26-47-47). Les Quatre Saisons : 20 h 30.
EDGAR (43-20-45-11) : Les Babes-Cadres : 20 h 15. o Nons on fait ça en nous dit de faire : 22 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Un mois à la campagne : 20 h 30.
ESSAI DE PARIS (42-78-46-42). Salle L. Lamoignon l'amour : 19 h. Thomas R. : 21 h.
FOUNTAINE DE LA MOUTRIE (42-26-47-47). Les Quatre Saisons : 20 h 30.
EDGAR (43-20-45-11) : Les Babes-Cadres : 20 h 15. o Nons on fait ça en nous dit de faire : 22 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Un mois à la campagne : 20 h 30.
ESSAI DE PARIS (42-78-46-42). Salle L. Lamoignon l'amour : 19 h. Thomas R. : 21 h.
FOUNTAINE DE LA MOUTRIE (42-26-47-47). Les Quatre Saisons : 20 h 30.
EDGAR (43-20-45-11) : Les Babes-Cadres : 20 h 15. o Nons on fait ça en nous dit de faire : 22 h.
EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Un mois à la campagne : 20 h 30.
ESSAI DE PARIS (42-78-46-42). Salle L. Lamoignon l'amour : 19 h. Thomas R. : 21 h.
FOUNTAINE DE LA MOUTRIE (42-26-47-47). Les Quatre Saisons : 20 h 30.
EDGAR (43-20-45-11) : Les Babes-Cad

OMNISPORTS : le projet de grand stade parisien

Un terrain politique

EN octobre 1987, Paris a perdu les Jeux d'été devant Barcelone, et le grand stade est retombé aux oubliettes. Il refait brusquement surface en février 1988, lorsque Jacques Chirac, candidat à la présidence de la République, annonce que la Coupe du monde de football 1998 « aura lieu en France ». Cela implique obligatoirement la construction d'un stade de grande capacité.

Il faut pourtant attendre le mois de novembre pour que le maire de Paris annonce clairement sa volonté de voir la capitale dotée d'un grand stade. Celui-ci, précise-t-il, devra être pluridisciplinaire et écologique. Deux mois plus tard, M. Jacques Perillat est nommé Monsieur Grand Stade. Début avril, il remetait son rapport à Jacques Chirac. Rapport resté confidentiel.

En novembre 1988, deux sites étaient envisagés : le bois de Vincennes et Colombes. Nombre d'élus socialistes et de représentants des mouvements écologistes s'élevèrent alors contre la construction éventuelle d'un stade olympique dans le bois de Vincennes. Le 28 février, à quelques jours du premier tour des élections municipales, Jacques Chirac annonçait que le site du futur grand stade « s'éloigne de plus en plus du bois de Vincennes pour des raisons techniques ». Le poids pris aux dernières élections par les Verts ne devrait pas faciliter le maire de Paris à revenir sur sa déclaration.

Tremblay et Cormillot

Le site de Colombes avait déjà été envisagé lors de la candidature de Paris aux JO, mais n'avait pas été retenu. Dans un premier temps, le maire de cette commune de banlieue ne semblait pas opposé au projet. Mais les résultats d'une étude d'impact commandée par la municipalité et les prises de position de son adversaire politique aux élections municipales en faveur du grand stade ont incité Dominique Fréant à se prononcer fermement contre une implantation sur sa commune. D'autant qu'un projet de rénovation du stade Yves-du-Manoir et

Cela fait plus de vingt-cinq ans que le général de Gaulle a promis un grand stade à la France et à sa capitale. Au cours des années 60-70, plusieurs projets ont été ébauchés ; ils furent sans suite. La volonté politique n'a jamais été au rendez-vous. Lors de la candidature de Paris à l'organisation des Jeux olympiques de 1992, la localisation du stade olympique n'a pas fait l'actualité. Cela a même fini par être le talon d'Achille du dossier de candidature. En sera-t-il de même pour celui de la candidature à l'organisation de la Coupe du monde de football 1998 ?

la création d'un centre régional sportif pluridisciplinaire et pédagogique, en association avec le Racing-Club de France, a toutes les chances d'aboutir.

Bref, les deux sites envisagés au départ apparaissent aujourd'hui comme politiquement exclus. Sur plus de vingt-cinq sites répertoriés par M. Jacques Perillat dans son rapport, seulement deux peuvent être considérés comme des sites « très probables et réellement envisageables dans les conditions actuelles ». Les deux terrains en question ont la particularité d'être implantés sur deux communes de la Seine-Saint-Denis, qui ont à leur tête des maires communistes.

De toutes les municipalités avoisinant Paris, Tremblay-lès-Gonesse, proche de l'aéroport Charles-de-Gaulle, est la seule à avoir clairement fait savoir son souhait de voir construire un stade olympique sur son territoire. Depuis 1983, Tremblay-lès-Gonesse a multiplié les études sur la faisabilité d'un tel projet. Pour le maire, Georges Prud'homme, comme pour M. Claude Collard, responsable chez International Sport Consult de la dernière étude, les avantages de Tremblay-lès-Gonesse sont nombreux. La commune dispose de terrains vierges de toute construction et, bien qu'un peu éloigné de Paris, elle bénéficie d'une desserte routière, ferrée et aérienne unique. L'autre site finaliste pour Jacques Perillat est la zone du Cormillot, qui appartient à la ville de Paris mais qui est située sur la municipalité de Saint-Denis. Ce terrain, très bien desservi, est, du point de vue de sa proximité de Paris, un site idéal. Mais un problème majeur se pose : le maire de Saint-Denis et le président du conseil général de la Seine-Saint-

Denis, tous deux communistes, ont rejeté catégoriquement la possibilité de construire au Cormillot un stade de 80 000 places. Cette zone, selon eux, devant conserver sa vocation industrielle.

Le projet du grand stade devrait voir, dans les semaines à venir, l'entrée en jeu du gouvernement. L'arbitre suprême qu'il représente est resté depuis le début sur le banc de touche. Par désintérêt, si l'on en croit les amis politiques de Jacques Chirac ; pour ne pas rajouter à la confusion, si l'on écoute un haut fonctionnaire proche du gouvernement.

Aujourd'hui, pour des raisons d'urbanisme, de financement autant que de politique, la Ville de Paris ne peut plus se passer de l'Etat et de l'intervention du gouvernement.

A la recherche des consensus

M. Jacques Perillat souhaite qu'un consensus se fasse autour du grand stade. Pour cela il a rencontré à plusieurs reprises Jean-Paul Huchon, le directeur du cabinet de Michel Rocard, et Jean Glavany, le Monsieur Jeux olympiques qui représente également le gouvernement dans le comité de candidature de la Coupe du monde de football. Le gouvernement attend une démarche officielle du maire de Paris.

Une réunion interne à la mairie de Paris, regroupant les autorités concernées par ce dossier, aura lieu le 23 mai prochain et devrait aboutir à une prise de position de Jacques Chirac. On sait également que la lettre de ce dernier demandant au premier ministre la saisine du dossier est déjà écrite, même si elle n'a toujours pas été envoyée.

C'est seulement après ces préliminaires que le gouvernement pourra jouer son rôle de coordinateur entre Paris, le département concerné, la région et l'Etat. C'est également lui, en cas où le site du Cormillot serait maintenu, et où la municipalité persisterait dans son refus, qui pourrait mettre en œuvre la procédure de projet d'intérêt général.

M. Jacques Perillat le reconnaît : « Ce projet est pavé de difficultés. Sans compter les problèmes d'urbanisme et de financement, la situation politique est, à elle seule, un vrai casse-tête. Pour que ce stade voie le jour, il va vraisemblablement falloir trouver un terrain d'entente entre un maire et un président de conseil général qui sont communistes, le maire de Paris et le président du conseil régional qui sont RPR, et enfin un gouvernement qui est socialiste. Il y a plus de chances pour que ça casse plutôt que ça passe ».

Les dernières déclarations de M. Joseph Blatter, secrétaire général de la FIFA, qui affirme qu'un stade de 80 000 places n'est pas nécessaire pour obtenir l'organisation de la Coupe du monde de football, ne sont pas là pour éclaircir une situation qui manque déjà passablement de lumière.

PIERRE-YVES GRAVIER

FOOTBALL : six mesures et une « mission »

La petite foulée de M. Bambuck

M. ROGER BAMBUCK, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, s'est longuement entretenu, jeudi 11 mai à Paris, avec les responsables du football français, MM. Jean Fourmet-Fayard, président de la Fédération, et Jean Sédou, président de la Ligue. A l'issue de cette réunion, M. Bambuck a annoncé la mise en place d'une mission de travail dont la composition sera rendue publique dans les prochains jours, mais on pourrait y retrouver les anciens joueurs Alain Giresse et Michel Platini, l'arbitre Michel Vautrot, le manager de l'Olympique de Marseille, Michel Hidalgo, et le maire de Lens, André Deloche. Cette mission devra, selon le secrétaire d'Etat, « travailler avec la Fédération et faire des propositions concrètes pour que le football français retrouve son rang » après les mauvais résultats (élimination de l'équipe de France de la coupe de la Coupe du monde) et les nombreuses « affaires » qui ont terni son image.

Par ailleurs, six mesures urgentes ont été décidées :

- Le renforcement de l'autorité de la Fédération. Cela implique un affaiblissement de la Ligue régionale, qui régit le football professionnel.
- La transparence de la gestion (respect des statuts types des associations sportives, donc de la loi de 1901), une plus grande responsabilisation des dirigeants et une implication des collectivités.

locales dès lors qu'elles participent à la vie économique des clubs.

- Restriction des masses salariales.

- Allègement du calendrier, avec une première division réduite de vingt à dix-huit clubs en 1990-1991, et suppression des matches aller-retour en Coupe de France. Cette réforme constitue la seule véritable innovation concrète de ce train de mesures.

- Protection de l'équipe de France et de la formation des jeunes.

- Evolution des conditions de formation, avec, notamment, une entrée plus tardive dans les centres. L'ensemble de la politique de formation pourrait donc être remise en question.

M. Bambuck a qualifié ces mesures de « bon point de départ », mais il a surtout semblé désireux de calmer les esprits et de s'imposer en arbitre. Contrairement à ce que certaines fuites avaient laissé entendre, la révolution du football française n'a pas eu lieu. M. Sédou est sorti de cette réunion diminué par rapport à M. Fourmet-Fayard, dont l'autorité a été renforcée, mais les deux patrons du football national ont sauvé leur tête, réclamée dernièrement par M. Bernard Tapie, président de l'OM. Il leur reste maintenant à suivre la route indiquée par le secrétaire d'Etat et à faire accepter ces mesures — qui restent très vagues — par les dirigeants de club. Un match bien difficile à gagner.

Ph. Br.

JUDO : championnats d'Europe

La dernière campagne d'Alexandre

Marc Alexandre est le seul champion olympique de Séoul présent à Helsinki, à l'occasion des championnats d'Europe de judo. Alors que les deux autres Européens couronnés l'an dernier ont pris leur retraite sportive (comme l'Autrichien Peter Seisenbacher) ou sont simplement du recul (comme le Polonais Waldemar Legien), le Français n'a pas voulu bouleverser ses habitudes. Un peu plus d'un mois après son titre olympique, il remportait avec l'équipe de France le titre de champion d'Europe par équipes. Après avoir fait l'impasse sur la compétition de France, avoir terminé troisième du Tournoi de Paris et obtenu un nouveau titre, celui de champion de France des clubs avec Orléans, à vingt-neuf ans, Alexandre est reparti pour une nouvelle et dernière campagne.

HELSINKI de notre envoyé spécial

« L'E soir même de son titre olympique, je ne devais pas tout arrêter là, affirme Marc Alexandre. Puis une semaine après, j'ai fait le point et j'ai décidé de me redonner un an. Je ne ressentais aucune baisse de motivation, un terme trop à la mode à mon goût, et j'ai décidé de continuer jusqu'aux championnats du monde, puisque le titre mondial est le seul qui manque à mon palmarès ».

Le champion d'Europe 1984 a vécu de façon étonnamment détachée sa consécration olympique. Sans doute un peu plus décontracté et communicatif qu'habituellement, il aborde son ultime saison au niveau international avec un esprit serein : « Avant ces championnats d'Europe, j'ai voulu me placer dans la peau d'un concurrent comme les autres. Pour moi, le titre olympique est quelque chose de totalement acquis et pour tenter d'éviter de subir une trop importante pression, j'ai essayé d'oublier que j'étais champion olympique ».

Alexandre n'est pas ce qu'on appelle une figure charismatique. Même s'il a obtenu la reconnaissance définitive de son milieu et que des lettres de félicitations lui sont arrivées d'Australie et même d'Union soviétique. Mais à son retour de Séoul il a voulu se faire violence en tentant de sortir de son cocon et d'utiliser au mieux les retombées de son titre olympique. Une façon de se mesurer à Fabien Cann, son grand complice, qui avait su si bien exploiter le titre de champion du monde 1987.

« Par sécurité, j'ai demandé beaucoup de conseils à Fabien,

confie Alexandre. Mais je crois que j'ai obtenu moins de retombées médiatiques que lui. » Les résultats sont en effet mitigés. Le champion olympique a dû attendre quatre mois après son retour de Séoul avant d'être convoqué à une émission de télévision, sur FR 3 ! « J'ai l'impression que la pression médiatique est telle avant et pendant les Jeux qu'elle s'effondre dès la compétition terminée », poursuit-il. Côté mondain, Alexandre a été servi, passant des médailles du Sénat à celles de l'Assemblée nationale via les trophées de la Ville de Paris. Au point que la Fédération a fini par l'habituer à ce rôle public, pour lequel il ne ressentait jusque-là aucun goût.

Mais c'est du côté des commanditaires qu'il a obtenu le plus de satisfaction : « J'ai été obligé de changer, d'aller au devant des gens, et j'ai prouvé que je pouvais faire aussi bien que Camille La Maitre puisque j'ai obtenu... Le résultat n'est pourtant pas mirobolant : deux contrats portant sur des opérations de relations publiques avec une firme de produits de judo, Décasport, et une marque de montres à hologrammes, Holstar, un contrat de partenariat jusqu'en 1992 avec la station des Menuires et le prêt pendant un an d'une voiture par un concessionnaire Toyota du sud de Paris.

Non seulement Alexandre n'a pas d'agent, mais aucun de ces spécialistes de la gestion des intérêts des sportifs, en général si prompts à se disputer les champions, ne s'est manifesté auprès du champion olympique. Il est vrai que les judocas ne se sont pas

encore mis à l'heure des managements. « En vérité, personne ne s'est manifesté auprès de moi, ni agent, ni sponsor potentiel, explique Alexandre. J'ai dû me débrouiller seul, prendre des contacts pour aboutir à ces contrats. Je vais d'ailleurs reprendre cette recherche au retour des championnats d'Europe. Si le téléphone a sans doute sonné un peu plus chez moi depuis Séoul, c'est surtout les notes de téléphone qui ont augmenté avec les heures que j'ai dû y passer avant de décrocher les contrats ».

Il ne suffit pas d'être champion olympique pour devenir la cible rêvée des publicitaires. S'il ne s'était pas démené un peu, Alexandre serait rentré en France comme il en est parti, avec en plus néanmoins une intense satisfaction personnelle, une médaille d'or autour du cou et une prime importante qui lui fut versée quelques semaines plus tard.

« De toute façon, mon train de vie est resté strictement le même et je fais verser l'argent gagné grâce à mes contrats sur un compte bloqué, géré pour moi par la Fédération française de judo », explique Alexandre. Dans la vie, ce dernier n'est pas aussi ambitieux que dans son sport.

Alexandre ne recherche ni la gloire ni la fortune, mais seulement la possibilité de mener tranquillement son existence, dans son milieu, son monde, celui du judo. Il pense à terme à l'enseignement des équipes nationales. Et c'est peut-être ce qui est le plus important pour lui.

GILLES VAN KOTE.

VOILE : Lorient - Saint-Barthélemy - Lorient

Monocoques au banc d'essai

Premier monocoque à franchir la ligne d'arrivée, mardi 9 mai, de l'étape antillaise de la course Lorient - Saint-Barthélemy - Lorient, le voilier Merit a précédé de plus de cinq heures un autre bateau de 24,60 m, le Baltic Maxi. Les skipper de ces deux voiliers ne cherchent pas à rivaliser avec les multicoques, à quel depuis quelques jours. Ils profitent simplement de cette traversée pour tester le matériel et acclimater les équipages avant la Whitbread, la course autour du monde, dont le départ sera donné le 2 septembre à Southampton.

SAINT-BARTHELEMY de notre envoyé spécial

IMPECCABLES dans leur uniforme aux couleurs de la marque de cigarettes qui les subventionne, comme dans leur dextérité à effectuer la manœuvre d'abordage, les représentants des cantons alpins sont applaudis quant ils touchent au port de Saint-Barthélemy par une foule nombreuse en dépit de l'heure matinale. Assis à la barre, Pierre Fehlmann distribue les ordres à ses quinze équipiers, avec autant de calme que s'il s'agissait d'une sortie sur le lac Léman.

Les milles parcoures, les désagréments de la boue d'ouest des premiers jours, la fissure du mât qui a obligé l'équipage à relâcher aux Agores, tout semble oublié sur ces visages propres et lisses qui sourient à leurs admirateurs.

Capitaine Fehlmann, vainqueur, en 1987, de la précédente édition de cette Transat, savoure ses cinq heures d'avance sur le voilier finlandais Baltic. « Je pense que nous sommes plus rapides qu'eux par petit temps », explique le skipper.

A quarante-sept ans, l'ancien directeur commercial reconverti en coureur d'océans sait évaluer

ses adversaires. De ces Finlandais, fraîchement débarqués dans la course au large, il se méfie. Ce n'est pas seulement dans cette Transat Lorient-Saint-Barthélemy qu'il va leur être opposé, mais aussi dans l'épreuve reine, le tour du monde en équipage, qui doit partir d'Angleterre au début du mois de septembre. Premier aux quatre étapes de l'édition 85 de cette course, le Suisse souhaite renouveler, voire améliorer son exploit, en gagnant au temps compensé. Dans ce but il a imaginé un bateau encore plus performant.

Sorti des chantiers navals il y a quelques mois, Merit est né de cette recherche. Il ne s'agit pas seulement d'un navire capable, comme les précédents voiliers de Fehlmann, d'affronter les quarantièmes rugissants. Le cap-hornier souhaite un monocoque digne des fins régatiers et donc conçu pour la vitesse pure. Selon lui tout doit être pensé en fonction « des dixièmes de noeuds que l'on peut gagner en restant à la limite du point de rupture ».

Un pari risqué. Il fallait imaginer un bateau plus léger et plus toilé, que l'UBS, le voilier avec lequel il s'est imposé en 1985. La chasse aux kilos superflus a commencé par la coque. Grâce à de nouvelles résines et à des matériaux composites, le poids a été réduit d'un tiers pour une même longueur de 24,60 m. Opération semblable pour le gréement. Le mètre cinquante gagné en hauteur de mât ne se traduit pas par une charge supplémentaire, mais au contraire par une diminution de son poids. Pierre Fehlmann estime que tout gain de vitesse sur l'eau s'acquiert essentiellement par la prise en compte des technologies modernes et leurs traductions dans la construction navale.

Malgré les incidents qu'il a connus peu après le départ de Lorient dans le gros temps, le marin helvétique ne remet pas en

cause ses choix. Perfectionniste, il juge Merit « plus performant que l'UBS ».

L'escalade à Saint-Barthélemy doit permettre à son équipage d'améliorer encore quelques réglages, en fonction d'observations faites au cours de la traversée. Pas question d'aller se dorser sur les plages de l'île, le compte à rebours pour la grande navigation sur toutes les mers est maintenant lancé. Pierre Fehlmann sait que d'autres équipages ambitionnent de remporter la Whitbread 1989-1990. A lui de démontrer que son choix de la légèreté maximale, allié à son sens tactique, est le bon.

SERGE BOLLOCH.

LES HEURES DU STADE

Football

Championnat de France. — Trente-troisième journée, samedi 13 mai, Paris SG-Leval, le 12 (Canal + à 20 h 30).

Coupe de l'UEFA. — Finale retour entre Stuttgart et Naples, mercredi 17 mai.

Jeu à XIII

Championnat de France. — Finale dimanche 14 mai à Narbonne.

Motocyclisme

Grand Prix d'Italie de vitesse. Dimanche 14 mai à Misano (Canal + à 17 h).

Rugby

Championnat de France. — Demi-finales : Toulouse-Agen, samedi 13 mai à Bordeaux (A 2 à 15 h) et Toulon-Narbonne, dimanche 14 mai à Toulouse (Canal + à 15 h).

Tennis

Championnats internationaux d'Italie. — Du lundi 15 au dimanche 21 mai à Rome.

ATTENTION
LUNDI DE PENTECOTE
FERIE

Si votre détaillant habituel est fermé, n'oubliez pas de faire valider vos bulletins mardi. (aux heures habituelles)

NATIONAL
LOTO

Économie

Le Monde • Samedi 13 mai 1989 23

39 7

SOMMAIRE

■ Inquiétés par la remise en cause de la loi Méhaignerie, gestionnaires et propriétaires de logements fourbissent leurs armes (lire page 24). ■ Pour augmenter les fonds propres du Crédit lyonnais, M. Bérégovoy demande à la Caisse des dépôts d'apporter 1,5 milliard de francs de fonds propres à la banque nationalisée (lire page 25). ■ L'OCDE a revu à la hausse ses prévisions de croissance économique, mais aussi celles concernant l'inflation (lire page 26).

Force et faiblesses de l'industrie britannique

II. — La stratégie des créneaux

Le déficit de la balance courante souligne les faiblesses persistantes de l'industrie britannique (le Monde du 12 mai). Tout n'est pas négatif, cependant, dans une économie qui n'est formellement redressée depuis dix ans. La stratégie des créneaux, même si elle comporte de gros risques, a doté la Grande-Bretagne d'une force de frappe industrielle.

LONDRES
de notre envoyé spécial

On a pu constater que les faiblesses de l'industrie britannique étaient dues à la fois à une taille globale insuffisante, à une productivité qui a mis trop longtemps à se redresser, à de trop grandes rigidités et, pour ce qui est des performances à

transformation à faible valeur ajoutée. L'emploi a été réduit de quelque cent mille à la fin des années 70 à trente-trois mille aujourd'hui. « Dans les composants automobiles, nous sommes les numéros un mondiaux de la transmission homocinétique avec 75 % de nos ventes faites à l'étranger. »

Plus APPLE qu'IBM

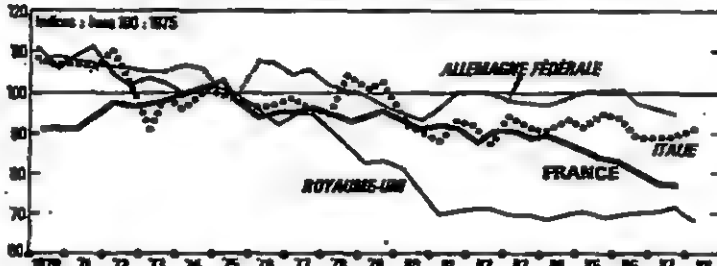
Ainsi ICL, qui fut le « champion » britannique de l'informatique à l'image de Bull en France. « Nous avons consacré une ligne complète d'ordinateurs, des gros au micro, explique M. Jean-Claude Albrecht, président d'ICL Europe. Mais notre stratégie est de viser quelques créneaux, comme la distribution, et d'y être leader. » M. Georges Brodin, responsable du développement stra-

tegration au NEDO (National Economic Development Office), organisme paritaire d'études. « Mais elle occupe les faiblesses dans les secteurs de consommation : automobile, textile-habillement, électronique, textile public. » Ajoutons, pour compléter, l'examen sectoriel du commerce extérieur : des trous dans le matériel électrique, le papier, dans les télécommunications et dans l'agroalimentaire (les produits étaient fournis par les colonies). Mais des points positifs dans la pharmacie, l'aéronautique (grâce à Airbus et aux armes) et grâce

le Japon, mais le déclin est enrayé. Son industrie tient la comparaison avec sa concurrente française. Le CEPII (1), organisme français d'études des économies mondiales, estime que « la situation est transitoire ». Avant néanmoins d'affirmer « le remodelage semble relativement favorable aux produits d'avenir ». Et il ne faut pas oublier les services, notamment financiers, qui restent la vraie spécialité britannique. Le NEDO britannique, qui a entamé une très lourde étude sur ce sujet (résultats fin 1988), reste prudent. Le re-sérialisation industrielle est incomplète, selon M. Walter Ellis, son directeur (2). Reste à savoir, en effet, si les nouveaux produits peuvent émerger face au Japon ou aux États-Unis, en l'absence de soutien d'un Etat qui se veut minimal avec des infrastructures publiques qui se débattent chaque jour

PARTS DE MARCHÉS À L'EXPORTATION

Représentation à partir des données de l'OCDE



ment dans la sidérurgie : British Steel, spécialisée désormais dans les produits à haute valeur ajoutée, le plus moderne d'Europe et à réussi à sauvegarder un solide positif dans l'acier pour la Grande-Bretagne.

Défaut de taille critique

Cette stratégie de créneaux présente des risques. Jaguar souffre aujourd'hui du niveau du dollar, mais surtout de n'avoir qu'un seul modèle. General Electric Company, la CGE britannique, s'est aperçue qu'elle n'avait guère la taille critique dans aucun de ses métiers (consommation électrique, téléphonique et militaire). Lord Weinstock, son PDG, s'est lancé dans une stratégie tous azimuts d'alliances avec ses homologues américains (General Electric), allemands (Siemens) et français (CGE). On ne saurait dire s'il s'agit d'une vente par appartements... En tout cas, après ce remue-ménage, il sera difficile de distinguer ce qui reste britannique chez GEC de ce qui ne l'est plus.

L'avenir à long terme est difficile à cerner. Mais pour l'instant, cette stratégie de créneaux n'a pas que des défauts. D'abord, parce qu'aucun secteur n'est véritablement à l'abandon. Même la machine-outil compte des « succès stories », comme Brown & Sharpe (anglais) ou Renishaw (écossais). De ce fait, aucun secteur n'est responsable d'un vaste déficit ni, à l'inverse, d'un vaste excédent : l'industrie britannique est peu spécialisée. Ensuite, parce que la loi des trous se creusant, des investissements étrangers viennent les combler. L'exemple d'actualité est l'automobile, un désastre national, responsable en 1988 du quart du déficit commercial du pays. Ford, General Motors et Peugeot (sept cent mille véhicules) épaient Rover (six cent mille) mais pour servir la demande (plus de deux millions). M. Thatcher compte sur les Japonais : Nissan, Toyota, voire Honda, qui produiront au moins six cent mille véhicules à l'horizon 1995. Il en est de même dans l'électronique où, après les Américains (IBM, DEC...) qui contribuent largement à limiter le déficit dans l'informatique, les Japonais (Sony, Mitsubishi dans les téléviseurs, Fujitsu dans les composants) se servent du Royaume-Uni comme d'une tête de pont dans l'Europe 93. Les Américains emploient cinq cent cinquante-dix mille personnes et les Japonais déjà vingt-cinq mille.

Cette très rapide internationalisation du capital et des fabrications des firmes participe d'un mouvement général. Investissant plus que quiconque à l'étranger et accueillant les autres sur son sol, la Grande-Bretagne apparaît ainsi comme le pays d'avant-garde ? qui rompt le premier l'amarre entre l'entreprise et la nation. Nationalisme et libéralisme s'opposent : l'histoire retiendra que c'est la nationaliste M. Thatcher qui précipita le divorce.

Le bilan global n'est certainement pas négatif. La Grande-Bretagne est loin d'être devenue l'Allemagne ou

(les trains par exemple) dans un pays où la manufacture est passée de mode, où l'élite ne songe qu'à la City et où, de surcroît, le système éducatif fournit des banquiers ou des commerçants et trop peu d'ingénieurs et de techniciens. Ce manque de préparation de l'avenir résume les critiques : « Le gouvernement aura pendant ces dix ans simplement consommé le pétrole » déplore M. Ian Begg, économiste à l'université de Cambridge.

Mais quel qu'il en soit, pendant ce vaste ajustement des comptes extérieurs qui prendra plusieurs années, la Grande-Bretagne devra freiner sa croissance pour la ramener à un rythme plus... européen. Soufflant ses dix bougies, M. Thatcher rentre, d'une certaine façon, dans le rang. Elle risque de se sentir à l'étroit.

ÉRIC LE BOUCHER.

(1) La Pts des avantages acquis Centre d'études perspectives et d'information internationale. Édition Économica 1989.

(2) Mémoire sur le résultat du commerce extérieur, 21 mars 1989. National Economic Development Council.

L'harmonisation de la fiscalité européenne de l'épargne retardée

M. Delors critique violemment M. Waigel

BONN
de notre correspondant

Le gouvernement ouest-allemand s'est mis d'accord, mercredi 10 mai, sur un projet de loi abolissant la retenue à la source de 10 % sur les revenus du capital.

Cette mesure avait été annoncée le 27 avril dernier dans la déclaration gouvernementale du chancelier Kohl, mais dans des termes assez ambigus : « L'impôt sur le capital, appelé retenu à la source sur les revenus de l'épargne, sera aboli à partir du 1^{er} juillet 1989. Nous nous efforcerons de trouver au sein de la Communauté européenne, pour l'imposition des revenus des capitaux, un règlement solide qui corresponde aux objectifs du marché intérieur européen. »

L'impôt était-il « suspendu » ou supprimé définitivement ? Les choses apparaissent claires maintenant. Le chancelier avait par ailleurs estimé que la recherche d'une solution européenne était « urgente et nécessaire ». Le nouveau ministre des finances, M. Theo Waigel, qui est également le chef de la CSU bavaroise, semble beaucoup moins pressé que M. Kohl. Il ne voit pas la

possibilité d'un accord avant deux ou trois ans, « à cause de la claire opposition au projet de Bruxelles de quatre pays de la Communauté. Nous nous efforçons néanmoins de contribuer à une solution constructive. » Ces propos de M. Waigel ont été violemment critiqués par M. Jacques Delors, pour qui ils constituent « un coup de canif dans le contrat de confiance entre la Commission européenne et la République fédérale ».

La décision d'abolir la retenue à la source sur les revenus du capital avait été la condition mise par M. Waigel à son entrée dans le gouvernement fédéral. L'instauration de cette retenue entraine dans le cadre de la réforme fiscale de son prédécesseur M. Stoltenberg. Elle avait suscité un mécontentement général : chez les épargnants, mais aussi chez les banquiers, qui rechignaient à jouer le rôle de collecteurs d'impôts. Ces derniers conseillaient parfois ouvertement à leurs clients de placer leurs économies à l'étranger, notamment au Luxembourg tout proche, pour échapper à « l'inquisition fiscale ».

LUC ROSENZWEIG.

PLUS BESOIN D'AVOIR UN PARRAIN POUR FAIRE UNE DESCENTE DANS UN PALACE.



VOLS ALLER RETOUR

• MONTREAL	1980F
• MIAMI	2580F
• LOS ANGELES	3180F
• MEXICO	4380F
• LIMA	5710F
• RIO	4890F
• DELHI ou CALCUTTA	4690F
• COLOMBO	4990F
• BANGKOK	4690F

HONG KONG	5890F
BALI	6385F
• ATHINES	12980F
ISTANBUL	9480F
MARRAKECH	14580F
TUNIS	1200F
etc.	

* Au départ de Paris, deux fois par semaine, à partir du 15 mai.
A l'agence Forum Voyages : 55, avenue Franklin-Roosevelt, Paris 8^e - 42.89.07.07 / 11, avenue de l'Opéra, Paris 1^{er} - 42.61.20.20 / 75, avenue des Ternes, Paris 17^e - 45.74.59.58 / Line-Casquette (angle 71, rue de Rennes), Paris 6^e - 43.44.38.61 / 76000 Rouen - 77, rue Jeanne-d'Arc - 33.98.52.59 - Météo 64.15 code TV.
Je vous recommanderai de ne pas envoyer votre nouvelle brochure Forum Voyages qui ne permettra de découvrir la terre moins chère et le luxe moins cher.

☐ Forum-Vols discount ☐ Forum USA, Canada, Mexique, Afrique.
☐ Forum Asia ☐ Forum Brésil, Indonésie, Australie.
J'ai bien noté que cette brochure gratuite ne sera envoyée contre 8,90 F en timbres.
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____ Code postal : _____
Ville : _____
*Cocher la case de la brochure à vous être parvenue.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Banque Demachy & Associés

L'Assemblée Générale des actionnaires de la BANQUE DEMACHY & ASSOCIÉS réunie le 10 Mai 1989 sous la présidence de Monsieur Claude PIERRE-BROSSETTE a approuvé les comptes de l'exercice 1988, au cours duquel le produit net bancaire consolidé s'est élevé à 325 millions de francs et le bénéfice net consolidé à 98,7 millions de francs, en progression de 17,1 % par rapport à l'exercice précédent.

Elle a décidé la distribution, au titre de l'exercice clos, d'un dividende de F. 18 par action, auquel s'ajoute un avoir fiscal de F. 9, soit un revenu global de F. 27 par action contre F. 24 l'année précédente. Le paiement du dividende sera effectué à partir du 11 Mai 1989.

Le Président a informé les actionnaires qu'ils allaient être convoqués prochainement en Assemblée Générale Extraordinaire afin d'approuver une modification des statuts de la Société consécutive aux deux opérations suivantes :

- l'apport à la BANQUE DEMACHY & ASSOCIÉS de la société en commandite par actions R.N. CLIVE WORMS & CIE. Cette société entièrement contrôlée par MM. WORMS & Cie, et qui a pour activité le conseil dans le domaine des rapprochements et fusions acquisitions, a dégagé un bénéfice net après impôt de 19,4 millions de francs en 1988. Cet apport devrait se traduire, sous réserve de l'accord du commissaire aux apports, par la création d'environ 280 000 actions nouvelles ce qui augmentera, légèrement, à environ 89 % le pourcentage du capital de la banque détenu par les actionnaires d'origine, les groupes CGIP et WORMS & Cie.

- la transformation de la BANQUE DEMACHY & ASSOCIÉS en société en commandite par actions.

Ces opérations, menées en plein accord avec le groupe associé CGIP, auront pour effet de renforcer le pôle de développement des activités bancaires et financières que constitue la BANQUE DEMACHY & ASSOCIÉS au sein du groupe WORMS & Cie.

Le groupe des actionnaires d'origine souhaite que se maintienne un marché des titres de la BANQUE DEMACHY & ASSOCIÉS. En raison des transformations devant intervenir dans les structures de la société, ils ont pris l'engagement vis-à-vis de la Société des Bourses Françaises que le cours de l'action ne s'établirait pas en dessous de F. 600 jusqu'à la cinquième bourse suivant l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Au sommaire des « Dossiers et Documents » de mai 1989

Les dix ans de la « Dame de fer »

Dix ans déjà que M. Thatcher est au pouvoir : un record de longévité politique depuis lord Liverpool (1812-1827). Avec un centre trouvant une opposition transatlantique qui tente de s'adapter aux lois du marché, va-t-on vers vingt ans de thatcherisme ? La méthode Thatcher, dénonciation sur tous azimuts, en dépit des ratés, réduits les coûts de la production sociale, casser la puissance des syndicats à quelques effets bénéfiques : productivité industrielle accrue, relative vitalité

économique mais aussi ses conséquences néfastes : paupérisation et aggravation du fossé entre les deux nations, en gros le Nord, désindustrialisé et le Sud plus dynamique. En dix ans aussi, l'Angleterre a changé : la « Dame de fer » a découvert la scène internationale, l'architecture nouvelle des docks de Londres symbolise la modernité britannique, les médias se concentrent, une culture contre-thatcherienne se met en place, le hooliganisme s'exporte...

Le dernier état du monde (spécial bac)

Ce dossier, plus particulièrement destiné aux candidats aux baccalauréats, dresse le tableau le plus récent de l'économie mondiale. Quatre pages pour un survol rapide des grandes tendances de l'année écoulée : des déséquilibres (déficit américain, chômage, dette) mieux contrôlés, un marché mondial plus dynamique. Pour chacune des quatre grandes puissances,

Etats-Unis, URSS, Japon et Chine, les éléments économiques les plus marquants de l'année sont recensés, qu'il s'agisse par exemple des bénéfices records pour les banques américaines, de la rupture avec la collectivisation des campagnes en URSS, de l'internationalisation accrue des entreprises japonaises ou du spectre de l'inflation en Chine.

En vena-t-il, dans les blocages.

LOGEMENT

Avant la discussion d'une proposition des socialistes

tion des modalités de mise en œuvre de la formation – avec, notamment, une « *réforme du régime indemnitaire des stagiaires* » – et « *la prise en compte des acquis de la formation dans le déroulement de carrière des agents* ». Si M. Duraufort se défend de vouloir « *bouleverser* » le système en place, il se heurte à une certaine hétérogénéité des positions syndicales.

La CGT est opposée à tout accord-cadre et juge la politique de formation du ministère « coercitive, liée à la diminution des moyens humains et matériels et à la rentabilisation ». FO, très distante, n'a envoyé le 11 mai qu'un observateur... La CFTD et la FEN se montrent plus favorables mais craignent que les moyens financiers et humains ne soient pas à la hauteur des ambitions gouvernementales.

M. N.

● Les « dix » cégétistes de Renault partent à l'Elysée. Les dix militants CGT de Renault-Billancourt, dont la cour d'appel de Versailles avait confirmé le 26 avril le licenciement, se sont rendus à l'Elysée, jeudi 11 mai, avec leurs familles et des délégations CGT. Eux-mêmes ont été reçus une demi-heure par M. Fischau, conseiller social du président de la République, qui leur a demandé que « le pouvoir exerce le droit d'intervenir dans un processus judiciaire en cours », ni « dans la gestion des entreprises ». La CGT a annoncé une « journée pour les libertés » mardi 23 mai, avec un regroupement d'une centaine de militants « victimes de la répression patronale » le matin, avant une nouvelle délégation à l'Elysée (avec les dix) le soir 13 heures, un rassemblement près du siège de la CGT, où se réunira le congrès confédéral du 14 au 24 mai.

Les autres orientations de M. Durafour concernant l'améliora-

« Les dix » cégestistes de Renault sont allés à l'Elysée... Les dix militants du CGT de Renault ont défilé devant le couloir d'appel de Versailles (avait confirmé le 26 avril le licenciement, se sont rendus à l'Elysée, jeudi 11 mai, avec leurs familles et des délégations CGT. Ex-membres ont été : Jean-Pierre Laroche, directeur adjoint, M. Pêcheur, conseiller social du président de la République, qui leur a indiqué que « le pouvoir exécutif ne pouvait intervenir dans un processus judiciaire en cours », ni « dans la gestion des entreprises ». La CGT a défilé devant l'Elysée, mardi 23 mai, avec un regroupement d'une centaine de militants « victimes de la répression patronale » le matin, avant une nouvelle délégation à l'Elysée (avec les dix dix), et, vers 13 heures, un rassemblement près du siège de la CGT, où se réuniront le congrès confédéral du 11 au 14 mai.

de la loi Mélioterie : Flngulité des locataires au moment du renouvellement de leur bail, le niveau très élevé du loyer demandé dans les logements vacants, reconstruit le souci du gouvernement de juguler l'inflation; de leur côté, propriétaires et gestionnaires se reconstituent en groupes de pression, prêts à faire capoter toute réforme qui n'aurait pas leur accord.

**situation anormale du marché local-
tatif». Cette dernière disposition ne
serait que l'extension à ce marché de
la disposition prévue par l'ordon-
nance du 1^{er} décembre 1986 sur la
liberté des prix et la concurrence,
prise sous MM. Chirac et Balladur.**

Jusqu'à là, le gouvernement avait tenté de freiner les excès à la hausse commis par les propriétaires trop gourmands en les obligeant à justifier, de façon de plus en plus contraignante, les hausses demandées en fin de bail, avant le passage en commission de conciliation. Il devenait nécessaire de continuer à modifier l'inflation, de trouver des solutions nouvelles. Simultanément, le mouvement des élections municipales aidant, étaient sensibilisés aux problèmes des locataires en place, comme aux difficultés des candidats locataires dans la région parisienne; le groupe socialiste, sous la houlette de MM. Louis Mermaz et Guy Malandain, mit au point une proposition de loi.

Union sacrée

Face à cette proposition de loi, les professionnels de l'habitat — surtout ceux de la région parisienne — ont eu vite fait de reconnaître l'union sacrée et de redonner vie à l'Inter-syndicale (2), créée naguère à la fin de 1980, en prévision des présidentielles, dans la plus pure tradition des groupes de pression. Elle avait démontré son efficacité lors de la discussion de la loi Quilliot, à la fois par une virulente campagne de publicité et par des conseils éclairés donnés aux propriétaires bailleurs.

Les membres de l'intersyndicalisme disent que les socialistes ont trouvé un *prétex*te pour tenter de ramener le gouverne-
ment au dirigisme. La loi Méhain-
guerie, disent-ils, a besoin encore
de huit à dix mois d'application
pour que la loi du marché trouve
un équilibre à Paris. Largement
recrus et écoutés à la fois par le
groupe socialiste à l'Assemblée
nationale et par le nouveau ministè-
re délégué au logement.
M. Louis Besson. Ils sont à la
signature d'accord sur la suppres-
sion du congé non motivé jusqu'à
la fin de 1995, et sur l'autorisation
de licencier sans motif, à condition
d'être ponctuellement, à condition
que cette disposition ne prenne
pas effet avant la fin de l'emploi.

Ce texte, s'il était adopté tel quel, permettrait à la fois la formation d'un M. Maurice Bazin, président de la Confédération nationale des administrateurs de biens (CNAB), « *pire que la loi Quilliot* » ? Il prévoit des baux de trois ans pour les bailleurs personnes physiques, et de six ans pour les personnes morales ; l'obligation de motiver le congé donné à un locataire, sous peine d'indemnité préjudicielle, venue ou motif légitime ou officieux ; alors que la loi Ménégaux « *plein pot* » (dès la fin 1989 pour ceux qui ont commencé depuis son adoption, et à partir de janvier 1996 pour les autres) autorise le congé sans et simple, et stipule que la proposition de renouvellement du bail vaut congé si aucun accord n'intervient avec le locataire.

La proposition socialiste prévoit aussi la liberté pour les logements seuls, les premières locations et les logements ayant fait l'objet de travaux importants; la fixation du loyer des logements simplement vacants (sans fonction de références (comme les logements sous-évalués) avec un droit de repentance » et donc de pourcentage quatre mois pour le locataire (mais ce droit de repentir pourrait être ramené à un mois), l'extension des compétences des commissions de conciliation. Enfin, la proposition prévoit la possibilité de limiter l'évolution des loyers (grâce à un décret en Conseil d'Etat et pour un an) dans les zones géographiques où existe une

En revanche, il y a des points sur lesquels ils ne transigeront pas. Pour eux, le congé non motivé et la liberté de proposition d'un nouveau loyer en fin de bail (l'absence d'accord valant congé) doivent impérativement devenir la règle au 1^{er} janvier 1996 : il ne s'agit que d'une question de « *pérenniser une période transitoire* ». Pour les locataires de logements devant être remis en état jugés nécessaires, et là accepteraient que la condition de la liberté des loyers soit un constat d'« *missier fait* » en présence d'un professionnel (un architecte, un agent immobilier). Mais pas une question d'un montant minimal des travaux. Quelqu'un qui se repentir du nouveau locataire, pourrait être d'un mois, à partir de l'engagement de location (le temps des travaux), mais en aucun cas de quatre mois.

L'Intersyndicale n'exclut pas tout le recours de nouveau à une campagne de publicité. « Si on tourne au vinaigre, on va se ramuser », dit M. Pierre Morel, président de la Chambre syndicale parisienne des propriétaires. Il est trop tôt pour dire ce que sera l'attitude du gouvernement, mais la marge de manœuvre est

très étroite, ou pour préjuger des débats à l'Assemblée nationale et au Sénat. Mais le temps presse : à partir du 24 juin (six mois avant l'expiration des premiers bans de la loi Méhaignerie), les propriétaires et les gestionnaires pourront donner congé à leurs locataires sans motivation et faute d'accord entre les deux parties, la proposition de nouveau loyer (sans références aux loyers du voisinage) vaudra congé pour tous ceux qui ont examiné après l'adoption de la loi... Ils étaient 38 % dans ce cas à Paris à la fin de 1988, soit 163 400...

JOSÉE DOYÈRE,

(1) Loi Quilès du 22 juin 1982 (*Journal officiel* du 23 juin) et loi Méhaignerie du 23 décembre 1986 (*JO* du 24 décembre).

(2) Les instances régionales des organismes professionnels, qui regroupent les propriétaires privés, les promoteurs-construction, les constructeurs de maisons individuelles, les entreprises du bâtiment, les administrateurs de biens, les mandataires en fonds de commerce, les agents immobiliers, les conseillers de l'économie privée, les architectes, les techniciens de l'économie de la construction, les métamorphoseurs anciens-fiers.

Balance des paiements

Déficit en mars en RFA

Le déficit de la balance des paiements de la RFA s'est creusé en mars, atteignant 4,1 milliards de DM contre 691 millions en février. Cette détérioration s'explique par d'importantes sorties de capitaux à long terme (14,4 milliards de DM) liées aux emprunts et aux banques, mais aussi aux sorties de capitaux à court terme (la balance des capitaux à court terme a été déficitaire de 2,5 milliards de DM en mars). Au total, le déficit de la balance des capitaux à court et long terme a atteint 12,8 milliards de DM en mars contre 7 milliards en février.

La balance des paiements courants est quant à elle restée largement excédentaire — de 8,9 milliards de DM — mais insuffisamment pour corriger les mouvements de capitaux.

Inflation

Les prix de gros dérapent en RFA

Les prix de gros ont augmenté de 1,1 % en RFA durant le mois d'avril après une progression de 0,6 % en mars. Ce bond important qui porte à 6,5 % l'augmentation annuelle des prix de gros — la plus forte depuis juin 1982 — s'explique beaucoup par la hausse des prix pétroliers mais aussi pour moitié par un mouvement saisonnier. Ce dérapage des prix de gros va se répercuter au moins en partie sur les prix de détail qui ont déjà augmentés rapidement en avril (+ 0,6 %) par rapport à mars, + 3 % en un an.

Ces tensions reflètent surtout l'inflation importée, les prix à l'importation augmentant fortement (+ 7 % en) du fait de la hausse du pétrole, des matières premières, mais aussi de l'affaiblissement du DM par rapport au dollar. Aussi la Bundesbank pourrait-elle rapidement relever les taux d'intérêt à court terme en RFA, des taux qui avaient déjà été augmentés le 20 avril.

Prix de détail

+ 2,6 % en un an
pour la Suisse

Les prix de détail en Suisse ont augmenté de 0,5 % en avril par rapport à mars. En un an (avril 1989 comparé à avril 1988) la hausse est de 2,6 % contre 2,3 % en mars. Il y a un an, le taux annuel d'inflation était de 1,9 % (mars 1988 comparé mars 1987).

La forte augmentation des prix en avril s'explique pour plus de moitié par la majoration des prix pétroliers, l'autre moitié ayant pour origine les tarifs de l'électricité, des transports, des communications.

Le Ministère de l'Intérieur a
donné sa sanction au projet
d'arrêté du 10 août 1904
relatif à la tenue des
réunions de la Commission
de l'enseignement de la
langue française dans les
écoles de l'enseignement
primaire.

[illegible][illegible]

1. Die ...
 2. ...
 3. ...
 4. ...
 5. ...
 6. ...
 7. ...
 8. ...
 9. ...
 10. ...

Die gesamte
Stammesgeschichte
des Menschen
wird in der
ersten Hälfte
des Buches
behandelt. Die
zweite Hälfte
des Buches
behandelt die
Entwicklung des
Menschen in
den letzten
Jahren des
20. Jahrhunderts.

... et de l'opinion que les gens
ont sur le rôle du Président de la République.
C'est ce qui est au cœur de la Commission
de la présidence indépendante mise
sur pied par les universitaires.

Cette commission publie régulièrement
des recommandations, qu'on peut
lire dans le "Journal de la Presse".
Elles ont été publiées récemment
dans le cas d'un projet de loi
qui visait à élargir le pouvoir de
désignation des ministres sous l'autorité
du Président. Ce n'est pas, bien
sûr, une question de compétence
ou de responsabilité, mais elle illustre
la difficulté de trouver un terrain
commun entre ces deux conceptions
de la présidence.

Il y a donc beaucoup de choses
à faire pour améliorer les relations

entre le Président
et le Parlement ?

parle à plusieurs
au téléphone ?

Un homme d'affaires

Un homme d'affaires

Un homme d'affaires

Un homme d'affaires

Un homme d'affaires

Un homme d'affaires

Un homme d'affaires

Un homme d'affaires

Un homme d'affaires

Un homme d'affaires

Un homme d'affaires

Un homme d'affaires

Un homme d'affaires

Un homme d'affaires

Un homme d'affaires

Un homme d'affaires

Un homme d'affaires

Un homme d'affaires

Un homme d'affaires

Un homme d'affaires

Un homme d'affaires

Un homme d'affaires

Un homme d'affaires

Un homme d'affaires

Un homme d'affaires

Un homme d'affaires

Un homme d'affaires

Un homme d'affaires

Un homme d'affaires

Un homme d'affaires

Un homme d'affaires

Un homme d'affaires

Un homme d'affaires

Un homme d'affaires

Un homme d'affaires

Un homme d'affaires

Un homme d'affaires

Un homme d'affaires

Un homme d'affaires

Un homme d'affaires

Un homme d'affaires

Un homme d'affaires

Un homme d'affaires

que a Colômbia não tenha
desistido das tentativas de
capturar o sequestrador, mas
que há uma possibilidade
de que ele não esteja
mais na Colômbia, no entanto,
devido às condições de
segurança, a imprensa não
pode divulgar mais nada
sobre o caso.

AGRICULTURE

3. Manufacturing the product
 4. Marketing the product
 5. Distribution of the product
 6. Service to the customer
 7. Financing the business
 8. Insurance of the business
 9. Legal and tax matters
 10. Miscellaneous matters

(Publicité)

REPUBLIQUE FRANCAISE

PREFECTURE DE MAINE-ET-LOIRE - PREFECTURE D'INDRE-ET-LOIRE

LIAISON ANGERS-TOURS PAR AUTOROUTE

AVIS D'OUVERTURE D'ENQUETE PUBLIQUE ARRETE INTERPREFECTORAL DU 21 MAI 1989

Par arrêté en date du 2 mai 1989 de MM. les Préfets de Maine-et-Loire et d'Indre-et-Loire est prescrite une enquête administrative dans les communes prévues par le Code de l'Équipement en vue :

- du classement de la liaison ANGERS-TOURS dans la catégorie des autoroutes ;
- autoroute concédée à péage ; "section A11 de MAINE-ET-LOIRE" - Saint-Patrice (Indre-et-Loire) ;
- autoroute hors péage ; "section Saint-Patrice - TOURS (Indre-et-Loire)" ;
- de la déclaration d'utilité publique des travaux de construction de la liaison ANGERS-TOURS par autoroute sur le territoire des communes de :

en Maine-et-Loire :
CHIZE, BAINE, CHAUMONT-D'ANJOU, LUS-EN-BAUGEIS, CORNILLE-LES-CAVES, FONTAINE-MILON, MAZE, SAINT-GEORGES-DU-BOIS, FONTAINE-MILON, BEAUFORT-EN-VALLEE, BRION, LONGUE-JUMELLE, SAINT-PHILBERT-DU-PEUPLE, BLOU, VIVY, NEUILLE, ALLONNES, BRUN-SUR-ALLONNES.

en Indre-et-Loire :
SAINT-NICOLAS-DE-BOURGUEIL, BOURGUEIL, CHOULEZ-SUR-LOIRE, RESTIGNE, INGRANDES-DE-TOURNAINE, SAINT-PATRICE, SAINT-MICHEL-SUR-LOIRE, LANGEAIS, CINQ-MARS-LA-PILE, VALLERIE, VILLANDRY, DRUYE, BALLAN-MIRE, JOUEUX-TOURS.

— de la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes de :

en Maine-et-Loire :
CHIZE, BAINE, CHAUMONT-D'ANJOU, LUS-EN-BAUGEIS, CORNILLE-LES-CAVES, FONTAINE-MILON, BEAUFORT-EN-VALLEE, LONGUE-JUMELLE, BLOU, VIVY, ALLONNES.

en Indre-et-Loire :
BOURGUEIL, CHOULEZ-SUR-LOIRE, RESTIGNE, INGRANDES-DE-TOURNAINE, SAINT-MICHEL-SUR-LOIRE, LANGEAIS, CINQ-MARS-LA-PILE, VALLERIE, VILLANDRY, DRUYE, BALLAN-MIRE, JOUEUX-TOURS.

La Commission d'enquête est constituée comme suit :

Président :

- M. Charles SIMON, Ingénieur divisionnaire du T.P.E., en retraite.

Membres :

- M. Gérard RICHON, Secrétaire général de Maine et du District urbain d'Angers, en retraite,
- M. Robert DECROUDEMONT, Officier supérieur en retraite,
- M. René LEQUEUREL, Technicien supérieur du Génie rural en retraite,
- M. Michel THELOIT, Géomètre expert.

Sont désignés en tant que Commissaires enquêteurs suppléants :

- M. Yves BOLLU, Lieutenant Colonel en retraite, ancien directeur adjoint à la Direction des travaux de génie.
- M. Jean BOUTIN, Officier en retraite.

Il remplacera les titulaires en cas d'empêchement de ces derniers et exercera alors leurs fonctions jusqu'au terme de la procédure.

La Commission d'enquête siégera à la Préfecture de Maine-et-Loire (49034 ANGERS CEDEX) où toute correspondance relative à l'enquête devra être adressée sous le timbre 36 Direction - 36 Bureau.

L'enquête se déroulera du 22 mai au 10 juillet 1989 inclus, dans les Préfectures de Maine-et-Loire (ANGERS) et d'Indre-et-Loire (TOURS) où le public pourra prendre connaissance du dossier intégral, chargé pour chacune aux heures d'ouverture des bureaux, et formuler ses observations :

- en les communiquant directement sur le registre ouvert à cet effet dans chacune des Préfectures ;
- en les adressant par écrit à la Préfecture de Maine-et-Loire (36 Direction 36 Bureau), au Président de la Commission d'enquête qui les transmettra.

Un dossier et un registre subsidiaire seront déposés, pendant la durée d'enquête, dans les Sous-Préfectures de SAUMUR (Maine-et-Loire) et de CHINON (Indre-et-Loire) et dans les mairies des communes mentionnées ci-dessus, pour être tenus à la disposition du public aux mêmes conditions et aux mêmes fins.

En outre, les observations seront également reçues :

- par la Commission d'enquête qui se tiendra à la disposition du public :

- à la Préfecture d'Indre-et-Loire (TOURS), les mercredi 5 et jeudi 6 juillet 1989, de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h.
- à la Préfecture de Maine-et-Loire (ANGERS), les vendredi 7 et samedi 10 juillet 1989, de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h.
- à la Sous-Préfecture de CHINON (Indre-et-Loire), le lundi 12 juillet 1989, de 10 h à 12 h.
- à la Sous-Préfecture de SAUMUR (Maine-et-Loire), le lundi 12 juin 1989, de 14 h à 16 h.

— par tous les membres de la Commission d'enquête dans chacune des communes concernées :

en Maine-et-Loire :		en Indre-et-Loire :	
— lundi 5 juin 1989,	de 10 h à 12 h, mairie de LONGUE-JUMELLE	— lundi 29 mai 1989,	de 14 h à 16 h, mairie de ST-GEORGES-DE-BOURGUEIL
— mardi 6 juin 1989,	de 14 h à 16 h, mairie d'ALLONNES	— mardi 30 mai 1989,	de 10 h à 12 h, mairie de BOURGUEIL
— mercredi 7 juin 1989,	de 10 h à 12 h, mairie de NEUILLE	— mercredi 30 mai 1989,	de 14 h à 16 h, mairie de CHOULEZ-SUR-LOIRE
— mercredi 7 juin 1989,	de 14 h à 16 h, mairie de VIVY	— mercredi 31 mai 1989,	de 10 h à 12 h, mairie de ST-PATRICE
— mercredi 7 juin 1989,	de 10 h à 12 h, mairie de BEAUFORT-EN-VALLEE	— jeudi 1er juin 1989,	de 10 h à 12 h, mairie de INGRANDES-DE-TOURNAINE
— mercredi 7 juin 1989,	de 14 h à 16 h, mairie de FIFON	— jeudi 1er juin 1989,	de 14 h à 16 h, mairie de ST-MICHEL-SUR-LOIRE
— jeudi 8 juin 1989,	de 10 h à 12 h, mairie de BRUN-SUR-ALLONNES	— jeudi 29 mai 1989,	de 14 h à 16 h, mairie de LANGEAIS
— jeudi 8 juin 1989,	de 14 h à 16 h, mairie de CINQ-MARS-LA-PILE	— mercredi 30 mai 1989,	de 14 h à 16 h, mairie de CINQ-MARS-LA-PILE
— vendredi 9 juin 1989,	de 10 h à 12 h, mairie de BLOU	— jeudi 1er juin 1989,	de 10 h à 12 h, mairie de VILLANDRY
— vendredi 9 juin 1989,	de 14 h à 16 h, mairie de CHAUMONT-D'ANJOU	— vendredi 2 juin 1989,	de 10 h à 12 h, mairie de BALLAN-MIRE
— vendredi 9 juin 1989,	de 10 h à 12 h, mairie de CORNILLE-LES-CAVES	— vendredi 2 juin 1989,	de 14 h à 16 h, mairie de JOUEUX-TOURS
— vendredi 21 juin 1989,	de 10 h à 12 h, mairie de MAZE	— samedi 3 juin 1989,	de 14 h à 16 h, mairie de VALLERIE
— vendredi 21 juin 1989,	de 14 h à 16 h, mairie de LUS-EN-BAUGEIS		
— vendredi 22 juin 1989,	de 10 h à 12 h, mairie de SAINT-GEORGES-DE-BOURGUEIL		
— vendredi 22 juin 1989,	de 14 h à 16 h, mairie de SAINT-PHILBERT-DU-PEUPLE		
— vendredi 22 juin 1989,	de 10 h à 12 h, mairie de SAINT-MICHEL-SUR-LOIRE		
— vendredi 22 juin 1989,	de 14 h à 16 h, mairie de FONTAINE-MILON		
— vendredi 22 juin 1989,	de 10 h à 12 h, mairie de CHIZE		
— vendredi 22 juin 1989,	de 14 h à 16 h, mairie de CHIZE		
— vendredi 22 juin 1989,	de 10 h à 12 h, mairie de CHIZE		
— vendredi 22 juin 1989,	de 14 h à 16 h, mairie de CHIZE		

Des réceptions du rapport et des conclusions de la Commission d'enquête, copie en sera déposée dans chacune des mairies des communes concernées par le projet, ainsi que dans les Préfectures de Maine-et-Loire et d'Indre-et-Loire, et dans les Sous-Préfectures de SAUMUR et de CHINON pour y être tenues à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Les personnes intéressées pourront, par ailleurs, obtenir communication du rapport et des conclusions, en s'adressant aux Préfets de Maine-et-Loire et d'Indre-et-Loire, dans les conditions prévues au titre 1er de la loi du 7 juillet 1978.

Le Monde

MARDI 16 MAI 1989 (NUMÉRO DATÉ DU 17)

**SUPPLÉMENT
SPÉCIAL EMPLOI**

**30 pages d'annonces
des centaines d'offres d'emploi
pour les cadres**

**PILE
SEPARÉE**

ATTENTION : ce numéro gratuit est publié
avec *le Monde Économie* en cahiers séparés.
N'oubliez pas de le demander à votre marchand de
journaux.

[illegible]

Économie

BANQUES

Une augmentation des fonds propres de la banque publique

M. Bérégovoy demande à la Caisse des dépôts de renforcer le capital du Crédit lyonnais

Le ministre de l'Économie a décidé de renforcer les fonds propres du Crédit lyonnais en demandant à la Caisse des dépôts et consignations de souscrire à une augmentation de capital réservée de la banque nationalisée de 1,5 milliard de francs.

Pour nos besoins financiers, l'actionnaire public « apportera, en temps utile, des solutions exemplaires », déclarait M. Jean-Yves Habert, PDG du Crédit lyonnais, dans l'interview accordée au Monde du 1^{er} avril. Le ministre d'État, M. Pierre Bérégovoy, lui a donné raison en annonçant dans un communiqué publié le 11 mai sa décision de renforcer les fonds propres du Crédit lyonnais. La Caisse des dépôts apportera à la banque 1,5 milliard de francs par le biais d'une augmentation de capital réservée. La CDC détient une participation de 7 % environ. Le Crédit lyonnais avait en effet besoin de fonds propres s'il voulait se mettre à niveau des normes internationales adoptées l'an dernier à Bâle en matière de solvabilité des grandes banques et comme sous le nom de « ratio Cooke ». Ce ratio — rapport entre les fonds propres et les engagements d'une banque — doit obéir à trois conditions : ne pas se situer en

dessous du niveau de fin 1988 — être égal à 7,25 % à fin 1990 et à 8 % à fin 1992 — respecter dans ces proportions le partage moitié moitié entre les fonds propres considérés comme « durs » et des fonds propres complémentaires, sachant que, entre 1990 et 1992, la définition des fonds propres « durs » et des engagements (notamment des risques sur les pays endettés) se modifie dans le sens d'une plus grande rigueur.

Face à cette contrainte, le gouvernement a décidé de prendre une longueur d'avance et de mettre dès aujourd'hui les banques nationalisées au niveau des normes 1990.

C'est ce que l'État a fait avec le CIC en apportant des titres de la banque qu'il détenait au GAN, l'assureur injectant par contrepartie 1 milliard de francs en 1989 dans le CIC, devenu sa filiale à 51 %. Dès à présent, le CIC peut afficher un ratio de fonds propres « durs » de 4,66 %. Même démarche avec la BNP qui, fin 1988, avait pris du retard sur les normes de 1992 avec un ratio de fonds propres « durs » de 3,75 % qui nécessitait un apport de 1,8 milliard de francs. En autorisant le rapprochement UAP-BNP et l'échange de participations pouvant aller jusqu'à 10 %, le gouvernement permet à la BNP de renforcer ses fonds propres d'environ 2,2 milliards

(dans le cas de participations croisées de 10 %).

Il restait à traiter le problème du Crédit lyonnais dont le retard était le plus criant. Par rapport aux normes de 1990, il avait besoin de 700 millions de francs. Par rapport à celles de 1992 de 5 milliards de francs. Son ratio de fonds propres « durs » se situait actuellement à 3,17 % (pour une norme de 4 %). En lui apportant aujourd'hui 1,5 milliard de francs, l'État règle sa mise à niveau pour 1990 et lui donne une marge de 800 millions destinée notamment à financer sa croissance externe : rachats de la filiale belge de la Chase Manhattan au premier trimestre 1989, prise de participation en cours dans le Crédit de Bergame en Italie.

Investisseur institutionnel

Pour cet apport de fonds propres au Crédit lyonnais, l'État a choisi une méthode différente du CIC et de la BNP en demandant à la Caisse des dépôts et consignations (CDC) de souscrire à une augmentation de capital réservée de 1,5 milliard de francs. Est-ce bien dans la vocation de la Caisse ? « Oui », estime-t-on Rue de Rivoli. Le directeur général de la CDC, M. Robert Lion, ne considère-t-il pas qu'en tant qu'investisseur institutionnel il a pour mission de renforcer les fonds propres des entreprises françaises ? Une mission qui peut s'exercer à l'égard d'une entreprise privée comme la Société générale, ou il s'agit d'une entreprise publique comme dans le cas présent. D'autant que la Caisse a les moyens, souligne-t-on, Rue de Rivoli, ayant déposé 4 milliards de francs de bénéfices en 1988. La « rente » dont elle profite — notamment avec la collecte des dépôts des notaires — justifie bien qu'elle fasse des efforts pour la collectivité nationale.

Cet apport ne résout que partiellement les problèmes de fonds propres du Crédit lyonnais, que M. Bérégovoy s'engage, dans son communiqué, à finir de traiter d'ici à 1992. Mais tout en faisant son devoir d'actionnaire, l'État n'entend pas être une « pompe à finances » facile pour ses pupilles. C'est le sens du principe énoncé dans le communiqué : les besoins induits par la progression des encours doivent être couverts par l'amélioration des résultats. En clair, la croissance interne doit être autofinancée, et les bénéfices doivent augmenter plus vite que les encours. Il s'agit de faire « de la marge » et non « du chiffre ». « Un principe intéréssé depuis longtemps par les banques privées », constate-t-on Rue de Rivoli, et que les banques publiques doivent faire leur.

CLAIRE BLANDIN.

C. B.

La « Lettre » et les chiffres

EN faisant donner la Caisse des dépôts pour subvenir aux besoins en fonds propres du Crédit lyonnais, le gouvernement inaugure une nouvelle méthode. Comme s'il s'ingéniait à mettre en pratique les mille et une manières d'apporter de l'argent à une entreprise publique, afin de démontrer que le statut de nationalisée n'entrave pas le développement des entreprises. Et le tout sans enfreindre la règle du « non » à la nationalisation ni privatisation édictée par François Mitterrand dans sa Lettre à tous les Français. « Chaque entreprise est un cas particulier et justifie en tant que telle un traitement spécifique », argumente-t-on rue de Rivoli.

Pour le Crédit lyonnais, différentes hypothèses avaient été envisagées. — M. Jean-Yves Habert, son président, ne s'était-il pas tantôt d'avoir proposé une douzaine de solutions à M. Pierre Bérégovoy ? — comme l'introduction en Bourse de filiales, à créer (Crédit lyonnais Europe) ou existantes (Cininvest), ou l'apport de titres de sociétés publiques industrielles. Sans exclure l'utilisation de ces méthodes dans le futur, le gouvernement ne les jugeait pas les plus appropriées au cas présent du Crédit lyonnais. Le choix de la Caisse des dépôts ne peut cependant mener de susciter des interrogations.

Établissement public investi dans une nationalisée, on ne peut lui faire le reproche d'une privatisation camouflée, mais on peut se demander si c'est bien la vocation de la Caisse d'utiliser ainsi l'argent des épargnants, qu'elle gère. Son entrée dans le capital de la Société générale privatisée, indépendamment de son statut de coup de force, avait soulevé les mêmes objections.

Affirmer que la Caisse est riche et qu'elle bénéficie de rentes de situation suffit-il à légitimer une « dîme » de la part des pouvoirs publics ? A moins que l'on ne songe à transformer la Caisse en superholding public gérant les participations de l'État. Quant à montrer que l'investissement dans le Crédit lyonnais est du même ordre que celui de la Société générale, et justifier ainsi l'un par l'autre — un coup dans le privé, un coup dans le public, — cela semble un argument bien mince.

Première institution financière nationale, la Caisse est certes un investisseur « incontournable » présent dans nombre d'entreprises françaises de nos jours. Mais ne peut-elle pas être écartée au profit de la liquidité qu'elle peut assurer à l'argent des épargnants que par la volonté de protéger une entreprise stratégique ?

Même si injecter 1,5 milliard de francs dans le Crédit lyonnais ne ponctionne que partiellement les ressources de la Caisse, on imagine mal qu'elle aille au-delà en subvenant aux besoins supplémentaires de la banque, dans le cadre d'une saine répartition de ses placements.

Ne pouvant pas doter les entreprises publiques sur des ressources budgétaires limitées, l'État peut-il s'obstiner à refuser l'ouverture du capital de ces entreprises ? Un tel refus pourrait conduire, en fait, à affaiblir le secteur public, le contraire de ce qu'il est recherché. Une société nationalisée à cet égard, ce n'est pas aujourd'hui : elle n'est pas « opérable ». Cela justifie-t-il un tel blocage ?

CLAIRE BLANDIN.

C. B.

AGRICULTURE

● Manifestation des producteurs de fraises. — Soixante tonnes de fraises importées d'Espagne ont été renversées jeudi 11 mai sur le bord de l'autoroute A 10, dans le département de la Gironde, par une centaine de producteurs de la région Aquitaine. Ceux-ci entendaient manifester leur inquiétude devant la concurrence espagnole. Les manifestants se sont déclarés déterminés à poursuivre leur action jusqu'à ce que le gouvernement fasse jouer la clause de sauvegarde prévue par les accords communautaires. L'Espagne, qui produit 210 000 tonnes de fraises par an à moitié coût, exporte de 800 à 900 tonnes par jour en France.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Les actionnaires de la Compagnie financière de Suez seront convoqués en assemblée générale mixte le 27 juin 1989, à 14 h 30, à la Maison de la chimie, si l'assemblée actuellement prévue pour le 15 juin n'obtient pas le quorum requis.

Pour participer à cette assemblée et obtenir une carte d'admission, les actionnaires sont tenus de faire immobiliser leurs titres en banque cinq jours au moins avant la réunion.

Ils pourront se procurer, dès le début de juin, auprès de leur banque, les documents d'information ainsi qu'un formulaire de pouvoir et une carte d'admission à cette assemblée, dont l'ordre du jour et les projets de résolution ont été publiés au BALO du 11 mai 1989.

Pour toute information sur cette assemblée, consultez votre mandat 36-15 SUEZ ou adressez-vous à SUEZ ACTIONNAIRES, 1, rue d'Alsace, 75008 Paris. Tél. 40-06-64-00.



BANQUE D'ARBITRAGE ET DE CRÉDIT

Le conseil d'administration réuni sous la présidence de son Président M. Sarkis REDOIAN a arrêté les comptes de l'exercice 1988 qui seront soumis à l'assemblée générale du 18 mai.

Le résultat net de la Société B.A.C. maison mère est de 58.138.000 F contre 47.555.000 F, en hausse de 22 %.

Le bénéfice net consolidé part du groupe s'élève à 72.264.000 F, en augmentation de 18 % par rapport à l'année précédente (61,3 millions de francs).

Il sera proposé à l'assemblée générale un dividende global de 4,50 F (3 F net + avoir fiscal de 1,50 F) s'appliquant sur le nouveau capital augmenté en octobre dernier par distribution d'une action gratuite pour 5 actions anciennes.

Dans son rapport, le conseil a souligné la contribution équilibrée des 3 secteurs d'intervention traditionnelle de la Banque dans ce résultat : activité de marché, banque d'affaires et banque commerciale.

Le conseil a également noté avec satisfaction l'évolution des fonds propres consolidés. Ceux-ci atteignent 420 millions de francs et près de 800 millions de francs en y incluant l'emprunt obligataire convertible subordonné émis en décembre 1988.

Les perspectives pour 1989 sont favorables et laissent espérer une nouvelle croissance des activités et du résultat de la Banque.

Tous les ouvrages sur le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée, les médecines naturelles... à la LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES

6, rue de Savoie, 75006 PARIS — Tél. : 43-26-80-72



BANQUE RÉGIONALE DE L'OUEST

Le Conseil d'Administration réuni le 22 mars 1989 sous la présidence de Mr Jean de LA CHAUVINIERE a arrêté les comptes de l'exercice 1988 qui seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale convoquée pour le 24 mai.

Le total du bilan s'établit à 9,99 milliards de francs contre 7,75 milliards de francs en 1987 soit + 29 %.

L'exercice a été marqué par une intensification générale de l'activité. L'encours des crédits distribués à la clientèle atteint 5,8 milliards de francs en progression de 42,5 %. Les ressources collectées augmentent de 16 % à 5,20 milliards de francs.

Le produit net bancaire, en croissance de

10,5 % par rapport à l'année précédente, s'élève à 457,5 millions de francs. Le résultat brut d'exploitation avant amortissements progresse de 35,5 % et ressort à 115,3 millions de francs.

Le résultat net s'établit à 50,6 millions de francs contre 20,6 millions de francs au 31 décembre 1987, en progression de 48,6 %.

Les prévisions d'activité 1989 font espérer la poursuite du développement qui s'exerce non seulement dans les métiers traditionnels d'intermédiation mais aussi dans les nouvelles activités telles que les opérations de marché, les concours aux collectivités locales et les crédits à la construction.



Avis SuperValue. Miami à 86 \$* la semaine, c'est mieux que Dallas!



* taxe indiciaire : 545 FF au 14.02.89



Décidé à faire mille fois plus.

Où que vous alliez aux USA, vous allez vivre une vraie série américaine : grâce au forfait Avis SuperValue, vous pourrez choisir la voiture de vos vacances parmi un très grand choix de modèles, et parcourir autant de kilomètres qu'il vous plaira. Tout ceci à un prix jusqu'à 30% moins cher que le tarif standard, garanti jusqu'à fin mars 1990 et payable en France. Avis SuperValue, c'est la formule simplissime pour les vacances à l'étranger.



PLUS BESOIN D'ÊTRE UN MAHARAJAH POUR VIVRE DANS UN PALAIS.



FORUM VOYAGES

11980^{FF} 15 JOURS CIRCUIT INDE.

SEJOURS ET CIRCUITS
NEW YORK : séjour au Waldorf Astoria 8 jours (sept.) 5880 FF
ALA DÉCOUVERTE DE L'EST DES USA-CANADA : Hôtel de luxe 1/2 pension. Accomp. 12075 FF
ALA DÉCOUVERTE DE L'OUEST DES USA : 15 jours. Hôtel de luxe 1/2 pension. Accomp. 13985 FF
MEXIQUE : Circuit groupe Grand Tour 16 jours 9460 FF

* Séjours circuits en départ de Paris, à dates fixes, prix à partir de.

* Séjours circuits individuels en départ de Paris, à dates fixes, prix à partir de.

A réserver à Forum Voyages : 55, avenue Franklin-Roosevelt, Paris 8^e, 42.80.07.87 / 11, avenue de l'Opéra, Paris 9^e, 42.61.20.20 / 75, avenue des Ternes, Paris 17^e, 45.74.39.38 / 1, rue Cassette (angle 71, rue de Rennes), Paris 6^e, 45.44.38.61 / 76000 Rouen - 72, rue Jeanne-d'Arc 35.98.32.59 - Minutél 36.15 code FF.

Je vous remercie de m'envoyer votre nouvelle brochure Forum Voyages qui me permettra de découvrir la terre moins chère et le luxe moins cher.

☐ Forum-Vols discount. ☐ Forum USA, Canada, Mexique.

☐ Forum Asie. ☐ Forum Russie méditerranée, Afrique.

J'ai bien noté que cette brochure gratuite me sera envoyée contre 8,90 FF en timbres.

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____ Code postal : _____

Ville : _____

*Circuits de croisière de la brochure à vous être envoyée.



Cours relevés
À 17 h 30

et leur
 les, le
 enant
 à Jour-
 et la
 avaient

 ris, a
 tébar-
 à Lar-

 par un
 te libe-

 chéris-
 d'aïl-
 un pas-
 onnelle
 l'événè-

 ends et
 antaino
 au est
 tlement
 eis ins-
 ynouth-

 n, sur
 restent
 devrait
 a pays
 étable
 scia sur
 près de

lux
 tendant, que le
 se avoir
 ble des
 és libe-
 tiles que
 ée dans — Un
 andredi
 sés lors
 l'ordre
 e Cajo-
 ment le
 les fau-
 sés un
 is cin-
 tants à
 Palesti-
 dix-neuf
 avec les
 Gaza. —
 8 E
 9
 1
 2
 3
 4
 5
 6
 7
 8
 9
 10
 11
 12
 13
 14
 15
 16
 17
 18
 19
 20
 21
 22
 23
 24
 25
 26
 27
 28
 29
 30
 31
 32
 33
 34
 35
 36
 37
 38
 39
 40
 41
 42
 43
 44
 45
 46
 47
 48
 49
 50
 51
 52
 53
 54
 55
 56
 57
 58
 59
 60
 61
 62
 63
 64
 65
 66
 67
 68
 69
 70
 71
 72
 73
 74
 75
 76
 77
 78
 79
 80
 81
 82
 83
 84
 85
 86
 87
 88
 89
 90
 91
 92
 93
 94
 95
 96
 97
 98
 99
 100
 101
 102
 103
 104
 105
 106
 107
 108
 109
 110
 111
 112
 113
 114
 115
 116
 117
 118
 119
 120
 121
 122
 123
 124
 125
 126
 127
 128
 129
 130
 131
 132
 133
 134
 135
 136
 137
 138
 139
 140
 141
 142
 143
 144
 145
 146
 147
 148
 149
 150
 151
 152
 153
 154
 155
 156
 157
 158
 159
 160
 161
 162
 163
 164
 165
 166
 167
 168
 169
 170
 171
 172
 173
 174
 175
 176
 177
 178
 179
 180
 181
 182
 183
 184
 185
 186
 187
 188
 189
 190
 191
 192
 193
 194
 195
 196
 197
 198
 199
 200
 201
 202
 203
 204
 205
 206
 207
 208
 209
 210
 211
 212
 213
 214
 215
 216
 217
 218
 219
 220
 221
 222
 223
 224
 225
 226
 227
 228
 229
 230
 231
 232
 233
 234
 235
 236
 237
 238
 239
 240
 241
 242
 243
 244
 245
 246
 247
 248
 249
 250
 251
 252
 253
 254
 255
 256
 257
 258
 259
 260
 261
 262
 263
 264
 265
 266
 267
 268
 269
 270
 271
 272
 273
 274
 275
 276
 277
 278
 279
 280
 281
 282
 283
 284
 285
 286
 287
 288
 289
 290
 291
 292
 293
 294
 295
 296
 297
 298
 299
 300
 301
 302
 303
 304
 305
 306
 307
 308
 309
 310
 311
 312
 313
 314
 315
 316
 317
 318
 319
 320
 321
 322
 323
 324
 325
 326
 327
 328
 329
 330
 331
 332
 333
 334
 335
 336
 337
 338
 339
 340
 341
 342
 343
 344
 345
 346
 347
 348
 349
 350
 351
 352
 353
 354
 355
 356
 357
 358
 359
 360
 361
 362
 363
 364
 365
 366
 367
 368
 369
 370
 371
 372
 373
 374
 375
 376
 377
 378
 379
 380
 381
 382
 383
 384
 385
 386
 387
 388
 389
 390
 391
 392
 393
 394
 395
 396
 397
 398
 399
 400
 401
 402
 403
 404
 405
 406
 407
 408
 409
 410
 411
 412
 413
 414
 415
 416
 417
 418
 419
 420
 421
 422
 423
 424
 425
 426
 427
 428
 429
 430
 431
 432
 433
 434
 435
 436
 437
 438
 439
 440
 441
 442
 443
 444
 445
 446
 447
 448
 449
 450
 451
 452
 453
 454
 455
 456
 457
 458
 459
 460
 461
 462
 463
 464
 465
 466
 467
 468
 469
 470
 471
 472
 473
 474
 475
 476
 477
 478
 479
 480
 481
 482
 483
 484
 485
 486
 487
 488
 489
 490
 491
 492
 493
 494
 495
 496
 497
 498
 499
 500
 501
 502
 503
 504
 505
 5

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Ballet diplomatique à Pékin. 4 La situation au Panama. 5 La crise économique en Argentine. 6 Liban : les alliés de Damas exigent le départ du général Aoun. 7 Les propositions soviétiques de désarmement.	7 La préparation des élections européennes. 8 La réforme du code pénal au Sénat. 9 La situation en Nouvelle-Calédonie. 10 « Journal d'un amateur », par Philippe Boucher. 11 Le débat sur la sécurité routière à l'Assemblée.	11 Au tribunal de Paris, les doutes des provocateurs de M. Finley. 12 Le Kenya se prononce pour une interdiction totale du commerce de l'ivoire. 21 Sports : le projet d'un grand stade parisien.	17 Cannes 89 : New York Stories, de Woody Allen, Francis Ford Coppola et Martin Scorsese. 18 Un entretien avec M. Nicolas Seydoux, PDG de Gaumont. 19 COMMUNICATION.	23 Force et faiblesses de l'industrie britannique (2). 24 Les propriétaires et les gestionnaires se mobilisent contre la remise en question de la loi Méhaignier. 25 La Caisse des dépôts va renforcer le capital de Crédit lyonnais. 26-27 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 22 Cartes 8 Campus 12 Loto 20 Météorologie 16 Jeux 12 Philatélie 12 Radio-Télévision 20	En direct de la Bourse de Paris BOURSE L'après-midi JOUR Tous les jeux du Monde JEUX 3615 tapes LEMONDE Commandez vos livres et disques par minitel LIVRES 3615 tapes LMI

A Limoges

M. Mitterrand demande
« un partage plus égal »
de la prospérité nationaleLIMOGES
de notre envoyé spécial

« Produire, travailler, redistribuer », tels sont les trois mots d'ordre que M. Mitterrand a assignés au pays, vendredi 12 mai, dans un discours qu'il a prononcé à Limoges au conseil régional du Limousin.

« La France gagne du terrain dans la prospérité », a-t-il souligné. « Elle est plus riche. Peut-on dire que toutes les catégories sociales ressentent également ce bénéfice gagné à la sueur du front des Français ? Non ! C'est pourquoi le chef de l'Etat a préconisé une nouvelle fois « un partage plus égal » de la prospérité nationale. « Si nous parvenons à joindre les deux bouts, c'est-à-dire travail-production et partage, nous aurons fait avancer la démocratie. Nous aurons effectué un travail qui marquera notre génération (...). Je crois aux idéologies. Ce sera la justification du choix qu'ont effectué les Français il y a huit ans lorsqu'ils ont voulu que notre démocratie politique soit aussi une démocratie économique et sociale. »

Le président de la République a présenté la nécessité du travail comme une « exigence nationale », tout en soulignant que la France disposait aujourd'hui d'une productivité qui la situe au deuxième rang, dans cette catégorie, des pays industriels. Il a également ajouté, pour nuancer son propos : « Souvent, quand les travailleurs font la grève, on ne peut pas dire qu'ils aient tort lorsqu'il s'agit de défendre l'instrument de travail. Il avait été accueilli à Limoges quelques instants plus tôt par une forte manifestation de la CGT et du Parti communiste qui avait rassemblé quelques centaines de personnes sur le parvis principal entre la mairie et l'hôtel de la région.

« Il faut rester fidèle à ce que l'on est. J'espère que nous apporterons la preuve », a également déclaré M. Mitterrand, qui avait évoqué auparavant la décentralisation et la nécessité de « parachuter cette entreprise ». « Il faudra sans doute, a-t-il remarqué à ce propos, réexaminer les relations entre le département et la région. »

J.-Y. L.

● **TENNIS** : qualification de Tausziat à Rome. — La joueuse française Nathalie Tausziat a créé la surprise en dominant la Bulgare Manuela Maleeva, neuvième joueuse mondiale (2-6, 6-3, 6-0) au troisième tour du tournoi de Rome.

A nos lecteurs

La distribution du Monde a été perturbée jeudi 11 mai (numéro daté 12 mai) et le vendredi 12 mai (numéro daté 13 mai), à la suite d'un mouvement de grève parmi les employés et cadres administratifs. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser. Les abonnés qui n'auraient pas reçu leur journal, verront leur abonnement prolongé d'autant.

Chintz de toute
beauté ? Où ?

Où trouver du chintz et du satin imprimé mode, qualité siège, traité anti-salissures, à 39,50 F le mètre en 140. Où ? « Je crois que c'est impossible, normalement c'est 150 F le mètre ». Oui, mais chez Artrec Saint-Sebastien c'est vrai... tant qu'il y a du stock, à l'entrepôt secret. Et aussi un merveilleux tissu 30 % soie à 19,50 F le mètre ! Un superbe tissu contrôlé moussé à 19,50 F le mètre en 270 cm de large ! Des couvertures en pure Mohair à 449 F en 180x220. Vraiment des affaires à faire, des prix à l'avantage du client. Cela vaut le déplacement. 200 000 à voir en rouleaux et non sur échantillons (sans surprise). Artrec-Saint-Sebastien : 8 Impasse St Sébastien 75011 Paris - Tél. 43.55.66.50 (par le 87 bd Richard-Lenoir prendre la Rue (et non passage) St Sébastien, puis 2 fois à gauche - Parking gratuit cour. Artrec est agréé Franc.

Selon un sondage

Un Européen sur deux suit les conseils
relatifs à la prévention des cancers

Près de 50 % des Européens déclarent suivre les conseils relatifs à la prévention des cancers les plus fréquents. Tel est le principal enseignement d'un sondage européen dont les résultats ont été présentés, jeudi 11 mai à Venise, lors d'un séminaire organisé par la Commission des Communautés européennes et par l'École européenne d'oncologie.

VENISE
de notre envoyé spécial

Le « code européen contre le cancer » défini en octobre 1987 (le Monde du 10 octobre 1987) constitue l'une des mesures les plus concrètes du programme européen contre le cancer qui a été lancé il y a quatre ans à Milan par les chefs d'Etat des douze pays de la Communauté. Constitué de dix recommandations, ce programme de prévention commence à être mis en œuvre par une proportion importante des 320 millions d'habitants que compte la Communauté européenne.

Les résultats du sondage (1) réalisés en octobre et novembre 1988 qui viennent d'être présentés à Venise illustrent cette évolution. Ils témoignent aussi d'une réelle prise de conscience : le cancer n'est pas une fatalité dans la mesure où l'on sait que bien souvent on peut en prévenir l'apparition. Le sondage a d'abord cherché à évaluer le degré de sensibilisation des Européens au code européen contre le cancer. On observe sur ce point une grande hétérogénéité. Si, dans certains pays, ce code commence à être connu : Portugal (29 %), Belgique (28 %), Italie (20 %), d'autres, au contraire, ne semblent guère concernés. C'est notamment le cas du Royaume-Uni (7 %), des Pays-Bas (9 %), du Danemark, de l'Allemagne de l'Ouest, de la France et de l'Irlande (15 %).

Une analyse plus fine montre que, selon les pays, le degré de sensibilisation est différent en fonction des thèmes abordés. Ainsi les Portugais et

les Grecs apparaissent plus attentifs que les autres à l'importance des recommandations qui concernent le lien entre le mode de vie et le cancer (tabac, alcool, fruits et légumes, exposition au soleil). Pour ce qui est de l'arrêt de toute consommation de tabac (2), 76 % des Européens sont informés et sensibilisés. Les pourcentages les plus faibles sont retrouvés aux Pays-Bas (65 %), en Allemagne (68 %) et au Danemark (69 %).

Au chapitre de la modération de la consommation des boissons alcoolisées, seule une petite majorité des Européens connaît l'importance de cette règle. Là encore ce sont les Européens du Nord qui apparaissent le moins informés : Danemark (30 %), Allemagne (48 %) et Irlande (49 %). Seuls 44 % des Européens sont sensibilisés aux dangers d'une exposition excessive au soleil. « Il est intéressant de noter que parmi les pays les moins sensibilisés se trouvent précisément les plus touchés par le cancer de la peau : Pays-Bas (37 %), Danemark (39 %) et Allemagne (40 %) », note M. Michel Richomme, responsable du programme Europe contre le cancer à la Commission européenne.

Le point le plus important de ce sondage concerne l'appréciation du pourcentage de la population qui met effectivement en pratique les dix recommandations européennes de prévention contre le cancer. On estime aujourd'hui que deux Européens sur trois sont non-fumeurs. Les pays les moins raisonnables sont le Danemark et les Pays-Bas (33 %). Un fumeur européen sur quatre dit vouloir arrêter de fumer, mais la situation est très différente selon les pays, depuis l'Allemagne (9 %), jusqu'à l'Italie (47 %), selon les responsables.

En ce qui concerne la modération de la consommation des boissons alcoolisées, huit Européens sur dix disent mettre en pratique une telle recommandation : Allemagne (60 %), France (87 %) et Italie (89 %).

Les dix commandements

Voici les recommandations adoptées par les oncologues à l'attention des populations européennes.

Certains cancers peuvent être évités.

1) Ne fumez pas. Fumeurs arrêtez le plus vite possible et n'entrez pas les autres.

2) Modérez votre consommation de boissons alcoolisées, bières, vins ou alcools.

3) Evitez les expositions excessives au soleil.

4) Respectez les directives de santé et de sécurité. En particulier dans les activités professionnelles lors de la production, la manipulation ou l'usage de tout produit pouvant causer un cancer.

Votre santé bénéficiera des deux commandements suivants qui peuvent aussi limiter les risques de certains cancers.

5) Consommez fréquemment des fruits et des légumes frais et des aliments riches en fibres.

6) Evitez l'excès de poids et limitez la consommation d'aliments riches en matières grasses.

Un plus grand nombre de cancers seraient guéris s'ils sont détectés plus tôt.

7) Consultez un médecin si un grain de beauté change de forme, si une grosseur apparaît ou en cas d'un engorgement anormal.

8) Consultez un médecin en cas de troubles persistants, tels que toux, enrouement, troubles du transit intestinal, pertes inexpliquées de poids.

Pour les femmes :

9) Faites pratiquer régulièrement un frottis vaginal.

10) Surveillez vos seins régulièrement. Et si possible, après l'âge de cinquante ans, faites effectuer des mammographies à intervalles réguliers.

DUCAL
SPECIALISTE
DU CONVERTIBLE
Robuste et peu encombrant
1 ou 2 places (large 0,85 - 0,90 - 1,20 et 1,40)
Grand choix en exposition
CAPELOU
37, AV. DE LA RÉPUBLIQUE - 75011 PARIS - TEL. 43.57.46.35 - METRO PARMENTIER

GLOBE
DE MAI
10 CELEBRITES
AU SERVICE
DE KHOMEYNI
Fine...
Fine, fraîche
et particulièrement pure,
VOLVIC accompagne
les meilleurs
plats de Paris.
AU BISTROT
DE L'ETOILE
Paris 17^e
VOLVIC

URSS
Violences nationalistes
en Turkménie

Moscou. — Un groupe de deux cent cinquante personnes a incendié, mardi 9 mai, une trentaine de magasins et d'échoppes privés de la petite ville de Nebit-Dag, à l'ouest de la République soviétique de Turkménie, en lançant des « slogans nationalistes », a rapporté vendredi la Komсомолskaya Pravda.

« Un groupe de deux cent cinquante personnes de seize à quarante ans, comprenant en majorité des Turkmènes, mais aussi des Azeris, des Lezguins (montagnards d'Azerbaïdjan) et des Kazakhs, s'est réuni mardi soir sur la place centrale de la ville. Pour exprimer des revendications nationalistes à l'adresse du parti et des forces de l'ordre soviétiques, indique le journal. Les attaques les plus graves ont été formulées contre les coopérateurs (le secteur privé) et des slogans nationalistes ont été prononcés, notamment contre les Arméniens. »

Ensuite, les « bootlans » se sont dirigés vers le bazar de la ville, incendiant sur leur passage vingt-neuf magasins, boutiques et échoppes. — (AFP.)

Le numéro du « Monde » daté 12 mai 1989 a été tiré à 332 705 exemplaires

GLOBE
DE MAI
UNE
IMPOSTURE
SATANIQUE

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT
Le Monde
RADIO TELEVISION
COMMUNICATION

Sur le vif

Bonjour, les dégâts !

Vous prenez la route, là, aujourd'hui, les enfants ? Vous avez bien raison. Il n'y a que ça de vrai : casser une petite graine et boire un petit coup, le coup de l'étrier. — Tenez, passe-moi le bougeoil ! — avant de s'élancer à la poursuite de tous ces conards, le vent voit ce qu'ils vont voir, qui lambinant sur la file de gauche : Pousse-toi de là, hé, pédé ! Oui, il n'y a que ça de vrai, ça de bon, ce sentiment d'être seul maître à bord de sa merveille, de sa chérie, de sa R 5 gonflée Gordini, sournoise, nerveuse, puissante. — Elle a de ces reprises, je te raconte pas, — de prendre son pied et de s'éclater sur les routes de la liberté. Libres, oui, enfin libres de tuer en toute impunité.

Allez-y, les mecs, vous gênez pas. Ce droit-là, en France, il est sacré. Le permis à points, croyez-moi, c'est pas demain la veille. Ça fait quinze ans qu'on en parle, et on en parle hier encore à l'Assemblée nationale devant trois tonnes et deux peles pour l'amender dans tous les sens. De quoi, de quoi, un an de délai avant de pouvoir repasser un permis annulé, non mais ça va pas ! Six mois maxi. Je repré-

sente le peuple, moi, monsieur, et je sais ce qu'il veut.

Moi aussi. Il veut ce qu'il veut, et pas ce qu'il dit dans les sondages. On est d'accord à 92 % pour que les mecs roulant en état d'ivresse soient interdits de volant ? Forcément ! Nous, on n'est pas des alcools. C'est pas parce qu'on a sniffé deux ou trois sprays suivis d'un litre de pinard qu'on tient pas la route, faut pas croire. Les chauffards, c'est les autres.

Tiens, à propos des autres, vous savez combien ils rentrent de points aux conducteurs en état d'ébriété, les Californiens, les Japonais et les Allemands ? La totalité, là, ce serait jamais que la moitié. Conduite imprudente ? Dérive de fuite ? Paroli. Vitesses excessives : eux, ils perdent la moitié de leurs points ; nous, seulement le tiers.

Et même ça c'est trop, beaucoup trop, pour le coq gaulois. C'est une insupportable atteinte à sa virilité. Venez pas lui marcher sur les ergots, sinon, aux prochaines élections, son cocoric, vous pourrez toujours vous l'accrocher.

CLAUDE SARRAUTE.

Les automobiles japonaises en Europe

M. Fauroux juge « inacceptables »
les propositions de M. Bangemann

M. Roger Fauroux, ministre français de l'Industrie, a jugé, jeudi 11 mai à Bruxelles, « inacceptables » les propositions très libérales du commissaire européen, M. Martin Bangemann, visant à ouvrir totalement le marché de l'CEE aux constructeurs japonais. Dans un rapport qui aurait dû être discuté par la Commission dès ce mois de mai et révélé par la Tribune de l'Expansion du 9 mai, le commissaire allemand préconise une libéralisation totale du marché automobile européen, obligeant notamment des pays comme la France et l'Italie à l'abandon des quotas imposés jusqu'à présent sur les importations de véhicules japonais.

M. Fauroux a indiqué qu'il « répondait non » aux deux principales suggestions de M. Bangemann, la suppression des quotas et le renoncement à l'idée d'un contenu européen minimum pour les automobiles japonaises construites dans les pays de la Communauté. « Il faut », a déclaré le ministre français en marge d'un conseil européen des ministres de l'Industrie consacré à l'énergie, « une véritable réglementation communautaire dans le secteur automobile. » M. Fauroux a notamment

indiqué que, selon lui, la solution raisonnable « consisterait à fixer un « quota européen » pour les importations de voitures japonaises. Ce quota s'imposerait à tous les pays de la CEE.

Le rapport de M. Bangemann provoque en tout cas un vif débat au sein même de la Commission européenne. Bruxelles a décidé, mercredi 10 mai, d'en reporter l'examen officiel de plusieurs semaines.

Accord
dans le textile brésilien

Les groupes Coats Viyella et Tootal annoncent qu'ils vont fusionner par le biais d'une offre de Coats sur Tootal qui évalue ce dernier à 395 millions de livres, soit 138,4 pence par action ordinaire. Cet accord est le résultat des négociations qui se déroulaient depuis quelques jours entre les dirigeants des deux groupes (le Monde du 12 mai). Cette fusion entre deux groupes qui réalisent respectivement 21 milliards de francs et 5,2 milliards de francs de chiffre d'affaires fera du groupe ainsi constitué un des numéros un mondiaux du textile.

(Publicité)

LA GESTION MÉDICALISÉE DE L'HOPITAL :
« LE CASE-MIX MANAGEMENT » AU QUOTIDIEN
1^{er} et 2^e juin 1989 - Hilton International Paris

Vous connaissez les groupes homogènes de maladies et le programme de médicalisation du système d'information. La perspective ouverte par cette innovation est passionnante : elle permet d'évaluer la qualité de la gestion d'un établissement en fonction des caractéristiques des malades qu'il accueille, et non plus sur la base d'indicateurs généraux. Pourtant cette nouvelle méthode soulève des questions : aux Etats-Unis, d'où elle nous vient, elle est utilisée pour fixer des tarifs.

— Doit-on faire de même en France ?
— Les GHM sont-ils vraiment homogènes d'un point de vue médical ?
— Les GHM permettent-ils d'appréhender la qualité des soins ?
— Ne risque-t-on pas de freiner l'innovation technique ?

Pour répondre à ces questions, ADAGIO'S, une équipe de médecins, directeurs d'hôpital, enseignants, chercheurs, ouvre un débat public sur l'application de ces méthodes à l'hôpital.

ADAGIO'S fonde ce débat sur des faits : il invite pour vous des médecins et des gestionnaires hospitaliers d'Europe-Afrique, ainsi que des experts d'autres pays européens, afin qu'ils présentent leur expérience de ces nouvelles méthodes.

Si vous souhaitez participer à ce débat organisé sous le haut patronage du directeur des Hôpitaux et de l'Ecole nationale de la santé publique, inscrivez-vous dès maintenant auprès de Daniel Beaune, Institut Gustave-Roussy, 39, rue Camille-Desmoulins, 94805 Villejuif Cedex - Tél. : 45-69-64-00. Frais de participation : 2 900 F. Date limite d'inscription le 24 mai 1989.

ASSOCIATION LOI 1901 - Siège social - 10, rue d'Alsace - 75014 Paris

ODOUL AGENT DE
J. demeco
Garde-meubles
42 08 10 30
16, rue de l'Atlas - 75019 Paris

هَذَا مِنْ أَلَا صِل